

Registre des délibérations - décisions

TOME I

SEANCE PUBLIQUE DU :

Lundi 25 novembre 2013

Le présent registre a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 26 décembre 2013

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée



Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Cher(e) Collègue,

Je vous invite à assister à la prochaine séance publique du Conseil Municipal, le **lundi 25 novembre 2013 à 18h00**, dans la salle du Conseil municipal du nouvel Hôtel de Ville.

Conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales, vous trouverez ci-joint l'ordre du jour et les synthèses relatives aux affaires présentées.

J'attire votre attention sur l'obligation faite aux élus éventuellement intéressés par une affaire de s'abstenir de participer au vote de celle-ci et, plus largement, de ne pas intervenir d'une quelconque manière dans le processus décisionnel. Pour s'assurer de la validité de l'ensemble des délibérations, il vous est demandé de signaler un tel cas de figure au Secrétariat du Conseil en début de séance.

Veillez agréer, Cher(e) Collègue, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Madame Le Maire,



Hélène MANDROUX

PJ :

- PV du Conseil municipal du 22 juillet 2013.
- Ordre du jour de la séance du 25 novembre 2013.
- Synthèses des affaires du 25 novembre 2013.

Secrétariat Général

Secrétariat de l'Assemblée

Ordre du jour du Conseil municipal

**Séance Publique du lundi 25 novembre 2013
18H00 – SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL**

-
- | | | |
|--------------------------------|---|--|
| M^{me} le Maire | | Adoption de l'ordre du jour |
| M^{me} le Maire | | Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent |
| M^{me} le Maire | | Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales –
Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal |
| Hélène
MANDROUX | 1 | Vœu de soutien à Mme Christiane TAUBIRA, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice
de la République française |
| Max LEVITA | 2 | Attribution d'une aide humanitaire d'urgence pour les victimes du Typhon Haiyan aux
Philippines |
| Hélène
MANDROUX | 3 | Débat d'Orientation Budgétaire 2014 |
| Frédéric
TSITSONIS | 4 | Rapport de développement durable de la Ville de Montpellier 2013 |
| | | Démocratie participative, politiques locales de déplacement,
occupation non commerciale du domaine public |
| Serge
FLEURENCE | 5 | Gestion Multimodale des Déplacements dans l'Agglomération de Montpellier
Participation financière de la Ville de Montpellier |
| Serge
FLEURENCE | 6 | Requalification du boulevard du Jeu du Paume entre la place Edouard Adam et la rue
Marceau Approbation de l'avenant n°1 au marché n°2M2292301 Autorisation de signer |
| Serge
FLEURENCE | 7 | Marché n° 0G832111 relatif à "l'Enlèvement des graffitis et de l'affichage sauvage,
nettoyage de mobilier urbain et d'ouvrages d'art". Autorisation de signer l'avenant |
| | | Jeunesse |
| Michel
PASSET | 8 | Bourse Initiatives Jeunes 2013 Participation de la Ville |

Développement économique, tourisme, affaires commerciales

- | | | |
|------------------------|----|--|
| Marc
DUFOUR | 9 | COMEDIE DES BOUQUINISTES Changement de fréquence du Marché Passage d'un cycle mensuel en cycle hebdomadaire - |
| Marc
DUFOUR | 10 | MARCHE DE PLEIN AIR PORT MARIANNE Déplacement de la Place de Phocée vers la Place Thermidor Extension des horaires d'ouverture du marché au samedi - |
| Marc
DUFOUR | 11 | HALLES LAISSAC Mesures d'exonération Décision Autorisation |
| Marc
DUFOUR | 12 | Convention de partenariat du dispositif "Chèque parking" Autorisation de signer l'avenant n°2 |

Environnement, biodiversité

- | | | |
|----------------------------|----|--|
| Jacques
TOUCHON | 13 | Adhésion à l'association MediverCities |
|----------------------------|----|--|

Qualité de l'espace public, espaces verts, génie urbain

- | | | |
|----------------------------|----|--|
| Philippe
THINES | 14 | Convention de gestion et d'entretien des ouvrages d'art situés à l'intersection du réseau routier de la Ville de Montpellier et du réseau ferré national Financement de la convention |
| Philippe
THINES | 15 | Travaux de réfection des tranchées Convention constitutive du groupement de commandes Modification de la constitution du groupement |
| Philippe
THINES | 16 | Maintenance et réparation des ouvrages d'art et des ouvrages de soutènement Attribution du marché de travaux Autorisation de signer |
| Philippe
THINES | 17 | Maintenance des ascenseurs du Corum et du passage Hermès Maintenance des escaliers mécaniques du Triangle et du passage Hermès Attribution du marché n° 3D02762300 et autorisation de signer |
| Philippe
THINES | 18 | PRU Cévennes Travaux de réaménagement de la rue Paul Rimbaud Entre la rue d'Alco et la rue de l'Oasis Appel d'offres Autorisation de signer les marchés |
| Philippe
THINES | 19 | Prestations topographiques et missions de géomètres Autorisation de signer les marchés |
| Philippe
THINES | 20 | Réalisation de serrureries dans divers espaces verts de la Ville Autorisation de signer les marchés |

Culture et patrimoine

- | | | |
|----------------------------|----|---|
| Philippe
SAUREL | 21 | Convention entre la Ville et l'association les Chiens Andalous Dispositif Ecole et Cinéma |
| Philippe
SAUREL | 22 | Convention entre la Ville et l'association les Chiens Andalous Dispositif Collège au Cinéma |
| Philippe
SAUREL | 23 | Cinéma Nestor Burma Dispositif Lycéens au cinéma |
| Philippe
SAUREL | 24 | Cinéma Nestor Burma Convention avec le CROUS de Montpellier Dispositif Pass' Culture |

- Philippe SAUREL** 25 La Panacée Centre de Culture Contemporaine Adhésion au projet ETAC Participation à l'appel à projets de l'Eurorégion Pyrénées Méditerranée
- Philippe SAUREL** 26 Ecole de la Panacée Partenariat avec l'Université Montpellier III
- Philippe SAUREL** 27 Théâtre Jean Vilar Demande de subvention auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication)
- Philippe SAUREL** 28 Convention Plan Objet pour la connaissance, la préservation et la mise en valeur des oeuvres dans les églises Partenariat avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles
- Philippe SAUREL** 29 Théâtre Jean Vilar, programmation 2013-2014 Demandes de subventions
- Philippe SAUREL** 30 Théâtre Jean Vilar, saison 2013-2014 Partenariat avec le Conseil Général de l'Hérault dans le cadre du projet de territoire Une Saison pour Vous
- Philippe SAUREL** 31 SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS CULTURELLES Exercice 2013 Retrait attribution à l'association Kawenga Attribution de subventions aux associations Académie des Sciences et des Lettres et Réseau en Scène Languedoc-Roussillon

Rénovation urbaine

- Christian BOUILLE** 32 Projet de rénovation urbaine du quartier Centre Cité Gély Autorisation de démolir la tour 6 place François Maynard
- Christian BOUILLE** 33 MONTPELLIER GRAND COEUR Concession d'aménagement 2003-2017 Agrément de candidature de l'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER Terrain rue Lafeuillade - Opération Quai Liberté
- Christian BOUILLE** 34 MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat Attribution de subventions
- Christian BOUILLE** 35 QUARTIER HOPITAUX FACULTES Rue de Ferran Vente de logements sociaux par ACM à des locataires
- Christian BOUILLE** 36 QUARTIER DES CEVENNES Opération programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Copropriété Cévennes 1 Attribution d'une subvention en parties privatives
- Christian BOUILLE** 37 PETIT BARD - Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012) Avenant n°6 Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2012) Avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie
- Christian BOUILLE** 38 MONTPELLIER GRAND CŒUR Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2012) Avenant n°12 au traité de concession d'aménagement Avenant n°5 à la convention de trésorerie

Petite enfance

- Françoise PRUNIER** 39 Crèche Joséphine Baker Délégation de Service Public Avenant n°2

Gestion durable du patrimoine, économie des ressources et des énergies

- | | | |
|-------------------------------|----|--|
| Frédéric
TSITSONIS | 40 | Mise à disposition de locaux associatifs. Autorisation de signer les conventions |
| Frédéric
TSITSONIS | 41 | Mise à disposition de locaux associatifs Approbation des loyers minorés Autorisation de signer les conventions |
| Frédéric
TSITSONIS | 42 | Convention de mise à disposition Ville de Montpellier/Union Syndicale Sud-Solidaires 34 |

Urbanisme, aménagement durable et NTIC

- | | | |
|------------------------------|----|---|
| Michaël
DELAFOSSE | 43 | ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature Tranche 5 - lot 5E BACOTEC |
| Michaël
DELAFOSSE | 44 | ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature Tranche 5 - lot 9A NEXITY |
| Michaël
DELAFOSSE | 45 | ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature Tranche 5 - lot 10C COGEDIM LANGUEDOC ROUSSILLON |
| Michaël
DELAFOSSE | 46 | ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde Agrément de candidature DOMINIUM Les nouveaux constructeurs (Ilot M2) |
| Michaël
DELAFOSSE | 47 | Zone d'aménagement concerté Nouveau Saint-Roch Terrain 11 rue Jules Ferry Résolution de la vente à la Société d'équipement de la région montpelliéraine |
| Michaël
DELAFOSSE | 48 | Foncier Acquisition emprise piétonne Avenue Jean Mermoz Propriété « NEXITY – SCI Montpellier Mermoz » |
| Michaël
DELAFOSSE | 49 | Foncier Acquisition onéreuse pour élargissement Rue de la Figairasse Propriété « Indivision BONNICEL » |
| Michaël
DELAFOSSE | 50 | Foncier Impasse Lebox Vente d'un terrain (parcelles cadastrées BY38, BY39 et BY40) |
| Michaël
DELAFOSSE | 51 | FONCIER Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon Révision du décret de création Consultation des collectivités |
| Michaël
DELAFOSSE | 52 | Z.A.C. du Coteau Acquisition à l'Etablissement Public Foncier Languedoc-Roussillon de terrains pour l'aménagement de la rue de Malbosc |
| | 53 | AFFAIRE RETIREE |
| Michaël
DELAFOSSE | 54 | MONTPELLIER GRAND COEUR Périmètre d'étude secteur Moquin Tandon |
| Michaël
DELAFOSSE | 55 | MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions |
| Michaël | 56 | Elaboration du projet Urbain Montpellier 2040 Approbation d'un avenant à la Mission |

DELAFOSSE		de groupement Studio-Associato Secchi / Vigano Mensia Conseil
Michaël DELAFOSSE	57	HABITAT PARTICIPATIF Adhésion de la Ville de Montpellier à l'Association Nationale des Collectivités pour l'Habitat Participatif (ANCHP) Approbation
Michaël DELAFOSSE	58	Cotisation pour l'année 2014 à l'association nationale des villes et pays d'art et d'histoire (ANVPAH)
Michaël DELAFOSSE	59	Zone d'Aménagement Concerté des Grisettes Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012)
Michaël DELAFOSSE	60	Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012) Avenant n°1
Michaël DELAFOSSE	61	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint Roch Concession d'aménagement Ville/SERM Avenant n°3 Compte-rendu annuel à la collectivité (exercice 2012)
Michaël DELAFOSSE	62	Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Parc Marianne, secteur de la Baume et avenue Raymond Dugrand Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012) Rapports spéciaux sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2012) Avenant n°7
Michaël DELAFOSSE	63	Zone d'aménagement concerté Port Marianne – Rive gauche Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012) Avenant n°4
Michaël DELAFOSSE	64	Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Richter Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012) Avenant n°10
Michaël DELAFOSSE	65	Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jardins de la Lironde Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012) Avenant n°9
Michaël DELAFOSSE	66	Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur Concession d'aménagement Ville / SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012)
Michaël DELAFOSSE	67	Zone d'aménagement concerté Blaise Pascal Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012)
Michaël DELAFOSSE	68	Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2012) Avenant n°12
Michaël DELAFOSSE	69	Réaménagement du quartier de la Pompignane Mandat Ville/SAAM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012) Avenant n°1
Michaël DELAFOSSE	70	ECOLE D'APPLICATION DE L'INFANTERIE Concession d'aménagement Ville/SAAM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012) Avenant n°1
Michaël DELAFOSSE	71	ZAC OVALIE Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012) Avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2012)

Michaël DELAFOSSE	72	ZAC La Fontaine concession d'aménagement Ville/SERM compte-rendu annuel à la collectivité exercice 2012 avenant n°10
Michaël DELAFOSSE	73	ZAC Malbosc concession d'aménagement Ville/SERM compte-rendu annuel à la collectivité exercice 2012
Michaël DELAFOSSE	74	FONCIER PORT MARIANNE Mandat d'acquisitions foncières Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012)
Réussite éducative		
Jean-Louis GELY	75	Construction de l'école primaire Ludwig Van Beethoven Autorisation de signer l'avenant n°1 aux marchés de travaux
Jean-Louis GELY	76	Cuisine Centrale des restaurants scolaires - Marchés alimentaires Autorisation de signer les marchés
Logement		
Hélène QVISTGAARD	77	Renouvellement de la convention de partenariat relative au développement d'actions en faveur du logement des jeunes et de promotion de l'aide MOBILI-JEUNE ®
Cohésion sociale		
Audrey DE LA GRANGE	78	Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la Cohésion Sociale Exercice 2013
Sports		
Patrick VIGNAL	79	Activités d'éducation physique et sportive en temps scolaire Convention de partenariat Académie de Montpellier - Ville de Montpellier
Patrick VIGNAL	80	Conventions d'utilisation du domaine public dans le cadre d'attributions de créneaux annuels pour la saison sportive 2013-2014
Patrick VIGNAL	81	Pérennisation du GR 653 : « Le Chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle » dans le cadre du Plan Départemental d'Itinéraires de Promenade et de Randonnée de l'Hérault Conseil Général – Ville de Montpellier
Patrick VIGNAL	82	Activités de Gymnastique Convention de service Ville de Montpellier - Centre Communal d'Action Sociale
Conseil consultatif des Résidents étrangers		
Cédric SUDRES	83	Adhésion du Conseil Consultatif des Résidents Etrangers (CCRE) de la Ville de Montpellier au Conseil Français de la Citoyenneté de Résidence (Cofracir)
Ressources humaines		
Serge FLEURENCE	84	Modifications du tableau des effectifs
Serge FLEURENCE	85	Attribution de l'astreinte d'exploitation aux ingénieurs d'astreinte

Serge FLEURENCE 86 Nouveau dispositif d'attribution des remisages à domicile des véhicules municipaux

Serge FLEURENCE 87 Salles municipales mises à disposition à titre gratuit aux partis politiques et/ou aux candidats des élections municipales et européennes 2014

Affaires juridiques, finances, administration générale

Max LEVITA 88 Exercice 2013 - Décision Modificative n°3 du Budget Principal de la Ville de Montpellier

Max LEVITA 89 Admission en non-valeur Exercice 2013

Max LEVITA 90 Commission d'évaluation des transferts de charges de la Communauté d'Agglomération de Montpellier : adoption du rapport définitif pour l'exercice 2013

Max LEVITA 91 Attributions de subventions Exercice 2013

Max LEVITA 92 Solidarité Cotisation au CLIC Maill'âge Année 2013

Max LEVITA 93 Cotisation au Club de la Presse pour l'année 2013

Max LEVITA 94 ENJOY - Rapport des administrateurs - Exercice 2012

Max LEVITA 95 TAM Rapport des administrateurs 2012

Max LEVITA 96 SOMIMON MERCADIS Rapport des administrateurs 2012

Max LEVITA 97 SERM Rapport des administrateurs 2012

Max LEVITA 98 SAAM Rapport des administrateurs 2012

Max LEVITA 99 Convention de remboursement d'emprunt du 4 décembre 1985 Avenant N° 1

Max LEVITA 100 Avenant n°1 au marché de "Location de tentes, de matériels de réception, de cabines WC autonomes et de bungalows". Marché n° 0G6070100 lot 2

Max LEVITA 101 Cessions des matériels et des véhicules



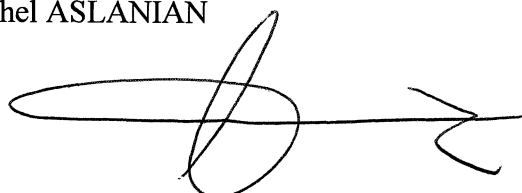


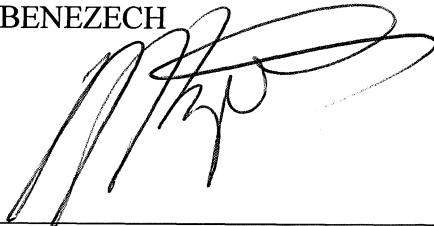


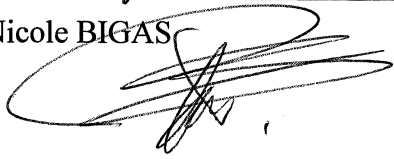
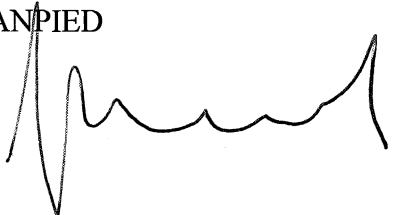
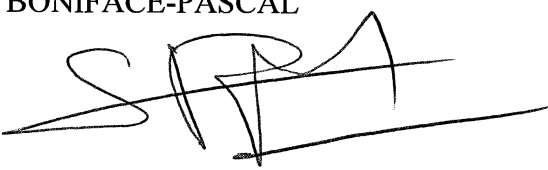

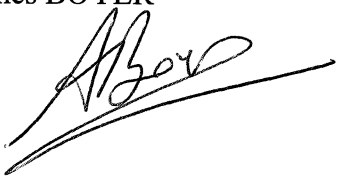


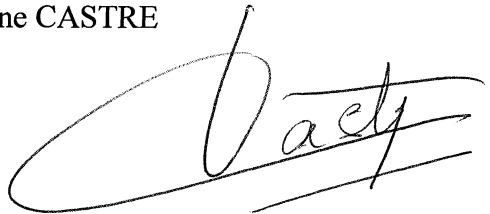
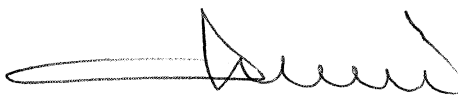
Administration de la collectivité

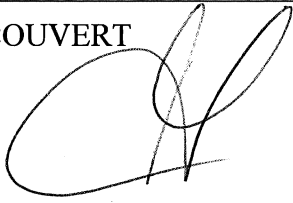
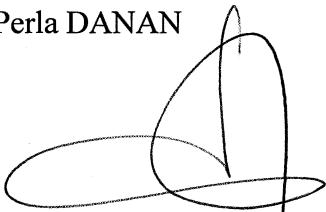
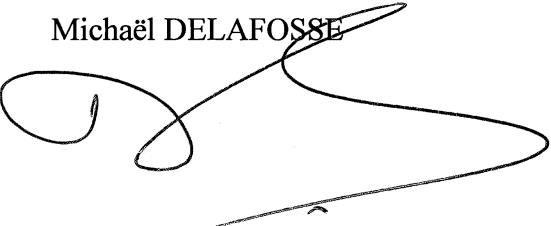
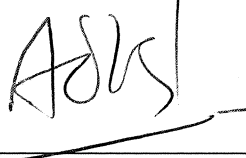

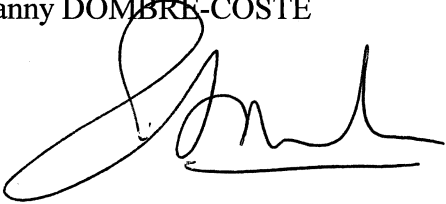
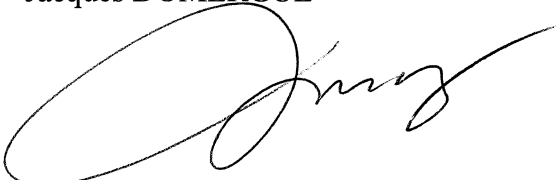

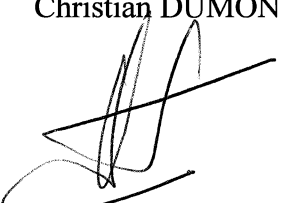


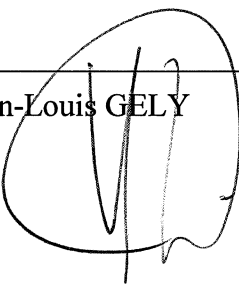

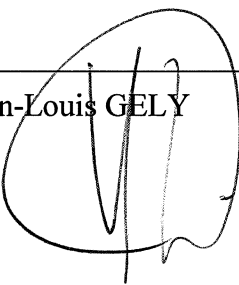


Hélène MANDROUX 102 Commissions municipales Election d'un nouveau membre de la Commission n°2 "Politiques publiques municipales"

Hélène MANDROUX 103 Rapport d'observations définitives de la Chambre régionale des comptes sur le contrôle des comptes et l'examen de gestion de la Ville de Montpellier pour les exercices 2006 et suivants

LISTE du CONSEIL MUNICIPAL - EMARGEMENTS

SEANCE PUBLIQUE du 25 novembre 2013

Brahim ABBOU 	Frédéric ARAGON 
Michel ASLANIAN 	Marie-Josée AUGÉ-CAUMON 
Eva BECCARIA 	Annie BENEZECH 
Amina BENOARGHA-JAFFIOL  	Nicole BIGAS 
Stéphanie BLANPIED 	Sophie BONIFACE-PASCAL 
Christian BOUILLE 	Agnès BOYER 
Nancy CANAUD 	Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM 
Marlène CASTRE 	Josette CLAVERIE 

Magalie COUVERT 	Perla DANAN 
Michaël DELAFOSSE 	Audrey DE LA GRANGE 
Gabrielle DELONCLE 	Fanny DOMBRE-COSTE  x
Jacques DOMERGUE  x	Marc DUFOUR  x
Christian DUMONT 	Sarah EL ATMANI 
Laure FARGIER  x	Serge FLEURENCE  x
Christiane FOURTEAU 	Jean-Louis GELY 
Arnaud JULIEN  x	Catherine LABROUSSE 

Gérard LANNELONGUE	Anne-Rose LE VAN 
Max LEVITA 	Richard MAILHE 
Mustapha MAJDOUL 	Hélène MANDROUX 
Hervé MARTIN 	Jacques MARTIN 
Marie MASSART 	Stéphane MELLA
Nadia MIRAoui 	Christophe MORALES 
Michel PASSET 	Martine PETITOUT
Louis POUGET 	Françoise PRUNIER

<p>Hélène QVISTGAARD</p> 	<p>Jean-Louis ROUMEGAS</p>
<p>Philippe SAUREL</p> 	<p>Régine SOUCHE</p> 
<p>Robert SUBRA</p>	<p>Cédric SUDRES</p> 
<p>Philippe THINES</p> 	<p>Jacques TOUCHON</p> 
<p>Claudine TROADEC-ROBERT</p> 	<p>Frédéric TSITSONIS</p> 
<p>Patrick VIGNAL</p> 	<p>Francis VIGUIE</p> 
<p>Alain ZYLBERMAN</p> 	

Compte-rendu du Conseil municipal

**Séance Publique du lundi 25 novembre 2013
SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL**

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

M^{me} le Maire

Adoption de l'ordre du jour

Pour : 49

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

M^{me} le Maire

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Pour : 49

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

M^{me} le Maire

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales –
Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

*Mme Ben Ouargha-Jaffiol, M. Pouget (avec la procuration de M. Subra), M. Domergue (avec la procuration de M. Julien) entrent en séance.
Mme Miraoui sort de séance.*

**Hélène
MANDROUX**

- 1 Vœu de soutien à Mme Christiane TAUBIRA, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice de la République française

*Pour : 53
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.*

*Mme Miraoui entre en séance.
M. Delafosse (avec la procuration de Mme Dombre-Coste) sort de séance.*

Max LEVITA

- 2 Attribution d'une aide humanitaire d'urgence pour les victimes du Typhon Haiyan aux Philippines

*Pour : 52
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.*

*M. Delafosse, M. Abbou (avec la procuration de Mme Fargier), Mme Dombre-Coste (récupère sa procuration) entrent en séance.
M. Jacques Martin sort définitivement de séance.
Mme Blanpied sort définitivement de séance et donne procuration à Mme Couvert.
M. Hervé Martin sort de séance.*

**Hélène
MANDROUX**

- 3 Débat d'Orientation Budgétaire 2014

Le Conseil municipal prend acte.

*M. Hervé Martin rentre en séance.
Mme Miraoui, MM. Aragon, Saureil, Abbou (avec la procuration de Mme Fargier) sortent de séance.
Mme Claverie sort définitivement de séance et donne procuration à M. Moralès.*

**Frédéric
TSITSONIS**

- 4 Rapport de développement durable de la Ville de Montpellier 2013

Le Conseil municipal prend acte.

*M. Saurel rentre en séance.
Mme le Maire (avec la procuration de M. Dufour) sort de séance et donne la présidence à M. Michel Passet.
Mmes El Atmani, Ben Ouargha-Jaffiol, Bénézech, Couvert (avec la procuration de Mme Blanpied), M. Tsitsonis sortent de séance.*

Démocratie participative, politiques locales de déplacement, occupation non commerciale du domaine public

Max LEVITA

- 5 Gestion Multimodale des Déplacements dans l'Agglomération de Montpellier
Participation financière de la Ville de Montpellier

Pour : 36
Contre :
Abstentions : 5
Adopté à l'unanimité.

- Max LEVITA** 6 Requalification du boulevard du Jeu du Paume entre la place Edouard Adam et la rue Marceau Approbation de l'avenant n°1 au marché n°2M2292301 Autorisation de signer

Pour : 41
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

- Max LEVITA** 7 Marché n° 0G832111 relatif à "l'Enlèvement des graffitis et de l'affichage sauvage, nettoyage de mobilier urbain et d'ouvrages d'art". Autorisation de signer l'avenant

Pour : 41
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

Jeunesse

- Michel PASSET** 8 Bourse Initiatives Jeunes 2013 Participation de la Ville

Pour : 41
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

- Michel ASLANIAN** 9 **Développement économique, tourisme, affaires commerciales**
COMEDIE DES BOUQUINISTES Changement de fréquence du Marché Passage d'un cycle mensuel en cycle hebdomadaire -

Pour : 41
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

- Michel ASLANIAN** 10 MARCHE DE PLEIN AIR PORT MARIANNE Déplacement de la Place de Phocée vers la Place Thermidor Extension des horaires d'ouverture du marché au samedi

Pour : 41
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

Mme Bénézech,, M. Abbou (avec la procuration de Mme Fargier) rentrent en séance.
Mme Le Van sort de séance.

- Michel ASLANIAN** 11 HALLES LAISSAC Mesures d'exonération Décision Autorisation

Pour : 43
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

M. Tsitsonis sort de séance.

Mme Labrousse, M. Dumont (avec la procuration de Mme Canaud) sortent de séance.

**Michel
ASLANIAN**

- 12 Convention de partenariat du dispositif "Chèque parking" Autorisation de signer l'avenant n°2

Pour : 50

Contre : 1

Abstentions :

Adopté à la majorité des suffrages exprimés.

M. Dumont (avec la procuration de Mme Canaud) rentre en séance.

Environnement, biodiversité

**Jacques
TOUCHON**

- 13 Adhésion à l'association MediverCities

Pour : 43

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Mme Miraoui, M. Aragon rentrent en séance.

Qualité de l'espace public, espaces verts, génie urbain

**Philippe
THINES**

- 14 Convention de gestion et d'entretien des ouvrages d'art situés à l'intersection du réseau routier de la Ville de Montpellier et du réseau ferré national Financement de la convention

Pour : 45

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

**Philippe
THINES**

- 15 Travaux de réfection des tranchées Convention constitutive du groupement de commandes Modification de la constitution du groupement

Pour : 45

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Mme le Maire (avec la procuration de M. Dufour) rentre en séance et récupère la présidence.

**Philippe
THINES**

- 16 Maintenance et réparation des ouvrages d'art et des ouvrages de soutènement Attribution du marché de travaux Autorisation de signer

Pour : 47

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

**Philippe
THINES**

- 17 Maintenance des ascenseurs du Corum et du passage Hermès Maintenance des escaliers mécaniques du Triangle et du passage Hermès Attribution du marché n° 3D02762300 et autorisation de signer

Pour : 47
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

Mme Miraoui, MM. Passet (avec la procuration de Mme Prunier), Aslanian sortent de séance.

**Philippe
THINES**

- 18 PRU Cévennes Travaux de réaménagement de la rue Paul Rimbaud Entre la rue d'Alco et la rue de l'Oasis Appel d'offres Autorisation de signer les marchés

Pour : 43
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

**Philippe
THINES**

- 19 Prestations topographiques et missions de géomètres Autorisation de signer les marchés

Pour : 43
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

**Philippe
THINES**

- 20 Réalisation de serrureries dans divers espaces verts de la Ville Autorisation de signer les marchés

Pour : 43
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

**Philippe
SAUREL**

- Culture et patrimoine**
21 Convention entre la Ville et l'association les Chiens Andalous Dispositif Ecole et Cinéma

Pour : 43
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

**Philippe
SAUREL**

- 22 Convention entre la Ville et l'association les Chiens Andalous Dispositif Collège au Cinéma

Pour : 43
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

**Philippe
SAUREL**

- 23 Cinéma Nestor Burma Dispositif Lycéens au cinéma

Pour : 43
Contre :
Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

**Philippe
SAUREL**

- 24 Cinéma Nestor Burma Convention avec le CROUS de Montpellier Dispositif Pass' Culture

Pour : 43

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

M. Passet (avec la procuration de Mme Prunier) rentre en séance.

**Philippe
SAUREL**

- 25 La Panacée Centre de Culture Contemporaine Adhésion au projet ETAC Participation à l'appel à projets de l'Eurorégion Pyrénées Méditerranée

Pour : 43

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

**Madame
le Maire**

- 26 Ecole de la Panacée Partenariat avec l'Université Montpellier III

Pour : 44

Contre :

Abstentions :

Ne prend pas part au vote : 1

Adopté à l'unanimité.

**Philippe
SAUREL**

- 27 Théâtre Jean Vilar Demande de subvention auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication)

Pour : 45

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

**Philippe
SAUREL**

- 28 Convention Plan Objet pour la connaissance, la préservation et la mise en valeur des œuvres dans les églises Partenariat avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles

Pour : 45

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

**Philippe
SAUREL**

- 29 Théâtre Jean Vilar, programmation 2013-2014 Demandes de subventions

Pour : 45

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

**Philippe
SAUREL**

- 30 Théâtre Jean Vilar, saison 2013-2014 Partenariat avec le Conseil Général de l'Hérault dans le cadre du projet de territoire Une Saison pour Vous

Pour : 45

Contre :

Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

**Philippe
SAUREL**

- 31 SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS CULTURELLES Exercice 2013 Retrait attribution à l'association Kawenga Attribution de subventions aux associations Académie des Sciences et des Lettres et Réseau en Scène Languedoc-Roussillon

Pour : 45
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

Mme El Atmani rentre en séance.

Rénovation urbaine

**Patrick
VIGNAL**

- 32 Projet de rénovation urbaine du quartier Centre Cité Gély Autorisation de démolir la tour 6 place François Maynard

Pour : 46
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

**Patrick
VIGNAL**

- 33 MONTPELLIER GRAND COEUR Concession d'aménagement 2003-2017 Agrément de candidature de l'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER Terrain rue Lafeuillade - Opération Quai Liberté

Pour : 46
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

**Patrick
VIGNAL**

- 34 MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat Attribution de subventions

Pour : 46
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

**Patrick
VIGNAL**

- 35 QUARTIER HOPITAUX FACULTES Rue de Ferran Vente de logements sociaux par ACM à des locataires

Pour : 46
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

**Patrick
VIGNAL**

- 36 QUARTIER DES CEVENNES Opération programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Copropriété Cévennes 1 Attribution d'une subvention en parties privatives

Pour : 46
Contre :
Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

**Patrick
VIGNAL**

- 37 PETIT BARD - Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012) Avenant n°6 Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2012) Avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie

Pour : 46

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

**Patrick
VIGNAL**

- 38 MONTPELLIER GRAND CŒUR Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2012) Avenant n°12 au traité de concession d'aménagement Avenant n°5 à la convention de trésorerie

Pour : 46

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

**Michel
PASSET**

Petite enfance

- 39 Crèche Joséphine Baker Délégation de Service Public Avenant n°2

Pour : 45

Contre : 1

Abstentions :

Adopté à la majorité des suffrages exprimés.

Mme Miraoui, M. Aslanian rentrent en séance.

Gestion durable du patrimoine, économie des ressources et des énergies

**Frédéric
TSITSONIS**

- 40 Mise à disposition de locaux associatifs. Autorisation de signer les conventions

Pour : 48

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

**Frédéric
TSITSONIS**

- 41 Mise à disposition de locaux associatifs Approbation des loyers minorés Autorisation de signer les conventions

Pour : 48

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

**Frédéric
TSITSONIS**

- 42 Convention de mise à disposition Ville de Montpellier/Union Syndicale Sud-Solidaires 34

Pour : 48

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Urbanisme, aménagement durable et NTIC

Michaël DELAFOSSE 43 ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature Tranche 5 - lot 5E BACOTEC

Pour : 48

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Michaël DELAFOSSE 44 ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature Tranche 5 - lot 9A NEXITY

Pour : 48

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Mme Ben Ouargha-Jaffiol rentre en séance.

Michaël DELAFOSSE 45 ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature Tranche 5 - lot 10C COGEDIM LANGUEDOC ROUSSILLON

Pour : 49

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

M. Thinès sort de séance.

Michaël DELAFOSSE 46 ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde Agrément de candidature DOMINIUM Les nouveaux constructeurs (Ilot M2)

Pour : 48

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Michaël DELAFOSSE 47 Zone d'aménagement concerté Nouveau Saint-Roch Terrain 11 rue Jules Ferry
Résolution de la vente à la Société d'équipement de la région montpelliéraine

Pour : 42

Contre :

Abstentions :

Les Administrateurs de la SERM ne prennent pas part au vote : 6

Adopté à l'unanimité.

Michaël DELAFOSSE 48 Foncier Acquisition emprise piétonne Avenue Jean Mermoz Propriété « NEXITY – SCI Montpellier Mermoz »

Pour : 48

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Michaël DELAFOSSE 49 Foncier Acquisition onéreuse pour élargissement Rue de la Figairasse Propriété « Indivision BONNICEL »

Pour : 48
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 50 Foncier Impasse Lebourg Vente d'un terrain (parcelles cadastrées BY38, BY39 et BY40)

Pour : 48
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 51 FONCIER Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon Révision du décret de création Consultation des collectivités

Pour : 48
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

Mme Le Van sort de séance.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 52 Z.A.C. du Coteau Acquisition à l'Etablissement Public Foncier Languedoc-Roussillon de terrains pour l'aménagement de la rue de Malbosc

Pour : 49
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

- 53 AFFAIRE RETIREE

**Michaël
DELAFOSSE**

- 54 MONTPELLIER GRAND COEUR Périmètre d'étude secteur Moquin Tandon

Pour : 49
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 55 MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions

Pour : 49
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

M. Thinès rentre en séance.

Mme Boyer (donne procuration à M. Aragon), Mme Deloncle (donne procuration à Mme Bigas) sortent définitivement de séance.

M. Passet (avec la procuration de Mme Prunier), M. Sudres, Mme Delagrangue sortent de séance.

- Michaël DELAFOSSE** 56 Elaboration du projet Urbain Montpellier 2040 Approbation d'un avenant à la Mission de groupement Studio-Associato Secchi / Vigano Mensia Conseil
- Pour : 46*
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- Michaël DELAFOSSE** 57 HABITAT PARTICIPATIF Adhésion de la Ville de Montpellier à l'Association Nationale des Collectivités pour l'Habitat Participatif (ANCHP) Approbation
- Pour : 46*
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- M. Passet (avec la procuration de Mme Prunier), M. Sudres rentrent en séance.*
- Michaël DELAFOSSE** 58 Cotisation pour l'année 2014 à l'association nationale des villes et pays d'art et d'histoire (ANVPAH)
- Pour : 49*
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- M. Viguié sort de séance.*
- Michaël DELAFOSSE** 59 Zone d'Aménagement Concerté des Grisettes Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012)
- Pour : 48*
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- Michaël DELAFOSSE** 60 Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012) Avenant n°1
- Pour : 48*
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- M. Dumont (avec la procuration de Mme Canaud) sort de séance.*
- Michaël DELAFOSSE** 61 Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint Roch Concession d'aménagement Ville/SERM Avenant n°3 Compte-rendu annuel à la collectivité (exercice 2012)
- Pour : 46*
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- Michaël** 62 Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Parc Marianne, secteur de la Baume et

- DELAFOSSE** avenue Raymond Dugrand Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012) Rapports spéciaux sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2012) Avenant n°7
- Pour : 45*
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- Michaël DELAFOSSE** 63 Zone d'aménagement concerté Port Marianne – Rive gauche Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012) Avenant n°4
- Pour : 45*
Contre :
Abstentions : 1
Adopté à l'unanimité.
- Michaël DELAFOSSE** 64 Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Richter Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012) Avenant n°10
- Pour : 45*
Contre :
Abstentions : 1
Adopté à l'unanimité.
- Michaël DELAFOSSE** 65 Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jardins de la Lironde Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012) Avenant n°9
- Pour : 45*
Contre :
Abstentions : 1
Adopté à l'unanimité.
- Michaël DELAFOSSE** 66 Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur Concession d'aménagement Ville / SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012)
- Pour : 45*
Contre :
Abstentions : 1
Adopté à l'unanimité.
- Michaël DELAFOSSE** 67 Zone d'aménagement concerté Blaise Pascal Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012)
- Pour : 45*
Contre :
Abstentions : 1
Adopté à l'unanimité.
- Michaël DELAFOSSE** 68 Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2012) Avenant n°12

Pour : 45
Contre :
Abstentions : 1
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 69 Réaménagement du quartier de la Pompignane Mandat Ville/SAAM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012) Avenant n°1

Pour : 45
Contre :
Abstentions : 1
Adopté à l'unanimité.

M. Saurel sort de séance.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 70 ECOLE D'APPLICATION DE L'INFANTERIE Concession d'aménagement Ville/SAAM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012) Avenant n°1

Pour : 41
Contre : 3
Abstentions : 1
Adopté à la majorité des suffrages exprimés.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 71 ZAC OVALIE Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012) Avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2012)

Pour : 43
Contre :
Abstentions : 1
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 72 ZAC La Fontaine concession d'aménagement Ville/SERM compte-rendu annuel à la collectivité exercice 2012 avenant n°10

Pour : 43
Contre :
Abstentions : 1
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 73 ZAC Malbosc concession d'aménagement Ville/SERM compte-rendu annuel à la collectivité exercice 2012

Pour : 43
Contre :
Abstentions : 1
Adopté à l'unanimité.

Mme Delagrangue, MM. Saurel, Viguié rentrent en séance.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 74 FONCIER PORT MARIANNE Mandat d'acquisitions foncières Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012)

Pour : 46

Contre :
Abstentions : 2
Adopté à l'unanimité.

Réussite éducative

Jean-Louis GELY 75 Construction de l'école primaire Ludwig Van Beethoven Autorisation de signer l'avenant n°1 aux marchés de travaux

Pour : 48
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

M. Dumont (avec la procuration de Mme Canaud) rentre en séance.
M. Saurel sort définitivement de séance et donne procuration à Mme Miraoui.

Jean-Louis GELY 76 Cuisine Centrale des restaurants scolaires - Marchés alimentaires Autorisation de signer les marchés

Pour : 45
Contre :
Abstentions : 5
Adopté à la majorité des suffrages exprimés.

Logement

Hélène QVISTGAARD 77 Renouvellement de la convention de partenariat relative au développement d'actions en faveur du logement des jeunes et de promotion de l'aide MOBILI-JEUNE ®

Pour : 50
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

Cohésion sociale

Audrey DE LA GRANGE 78 Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la Cohésion Sociale Exercice 2013

Pour : 50
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

Mme Qvistgaard sort de séance.

Sports

Patrick VIGNAL 79 Activités d'éducation physique et sportive en temps scolaire Convention de partenariat Académie de Montpellier - Ville de Montpellier

Pour : 49
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

Patrick VIGNAL 80 Conventions d'utilisation du domaine public dans le cadre d'attributions de créneaux annuels pour la saison sportive 2013-2014

Pour : 49
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

**Patrick
VIGNAL**

- 81 Pérennisation du GR 653 : « Le Chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle » dans le cadre du Plan Départemental d'Itinéraires de Promenade et de Randonnée de l'Hérault
Conseil Général – Ville de Montpellier

Pour : 49
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

**Patrick
VIGNAL**

- 82 Activités de Gymnastique Convention de service Ville de Montpellier - Centre Communal d'Action Sociale

Pour : 49
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

Mme Couvert (avec la procuration de Mme Blanpied), Mme Labrousse entrent en séance.

Conseil consultatif des Résidents étrangers

**Cédric
SUDRES**

- 83 Adhésion du Conseil Consultatif des Résidents Etrangers (CCRE) de la Ville de Montpellier au Conseil Français de la Citoyenneté de Résidence (Cofracir)

Ont été élus :
- Titulaire : Cédric SUDRES
- Suppléante : Magalie COUVERT

Pour : 52
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

M. Majdoul (avec la procuration de M. Roumégas) sort définitivement de séance.

Ressources humaines

**Max
LEVITA**

- 84 Modifications du tableau des effectifs

Pour : 48
Contre :
Abstentions : 2
Adopté à l'unanimité.

**Max
LEVITA**

- 85 Attribution de l'astreinte d'exploitation aux ingénieurs d'astreinte

Pour : 50
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

- Max
LEVITA**
- 86 Nouveau dispositif d'attribution des remisages à domicile des véhicules municipaux
- Pour : 50
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.*
- M. Vignal (avec la procuration de M. Bouillé) sort définitivement de séance (donne procuration à M. Gély).*
- Max
LEVITA**
- 87 Salles municipales mises à disposition à titre gratuit aux partis politiques et/ou aux candidats des élections municipales et européennes 2014
- Pour : 47
Contre :
Abstentions : 2
Adopté à l'unanimité.*
- Max
LEVITA**
- Affaires juridiques, finances, administration générale**
- 88 Exercice 2013 - Décision Modificative n°3 du Budget Principal de la Ville de Montpellier
- Pour : 46
Contre : 2
Abstentions : 1
Adopté à la majorité des suffrages exprimés.*
- Max
LEVITA**
- 89 Admission en non-valeur Exercice 2013
- Pour : 49
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.*
- Max
LEVITA**
- 90 Commission d'évaluation des transferts de charges de la Communauté d'Agglomération de Montpellier : adoption du rapport définitif pour l'exercice 2013
- Pour : 49
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.*
- Max
LEVITA**
- 91 Attributions de subventions Exercice 2013
- Pour : 49
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.*
- Max
LEVITA**
- 92 Solidarité Cotisation au CLIC Maill'âge Année 2013
- Pour : 49
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.*

- Max
LEVITA** 93 Cotation au Club de la Presse pour l'année 2013
- Pour : 49*
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- M. Domergue (avec la procuration de M. Julien) sort de séance.*
- Max
LEVITA** 94 ENJOY - Rapport des administrateurs - Exercice 2012
- Le Conseil municipal prend acte.*
- Max
LEVITA** 95 TAM Rapport des administrateurs 2012
- Le Conseil municipal prend acte.*
- Max
LEVITA** 96 SOMIMON MERCADIS Rapport des administrateurs 2012
- Le Conseil municipal prend acte.*
- Max
LEVITA** 97 SERM Rapport des administrateurs 2012
- Le Conseil municipal prend acte.*
- Mme Beccaria sort de séance.*
- Max
LEVITA** 98 SAAM Rapport des administrateurs 2012
- Le Conseil municipal prend acte.*
- Max
LEVITA** 99 Convention de remboursement d'emprunt du 4 décembre 1985 Avenant N° 1
- Pour : 46*
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- Max
LEVITA** 100 Avenant n°1 au marché de "Location de tentes, de matériels de réception, de cabines WC autonomes et de bungalows". Marché n° 0G6070100 lot 2
- Pour : 46*
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- Max LEVITA** 101 Cessions des matériels et des véhicules
- Pour : 46*

Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

Administration de la collectivité

**Hélène
MANDROUX**

102 Commissions municipales Election d'un nouveau membre de la Commission n°2
"Politiques publiques municipales"

A été élue : Marie MASSART

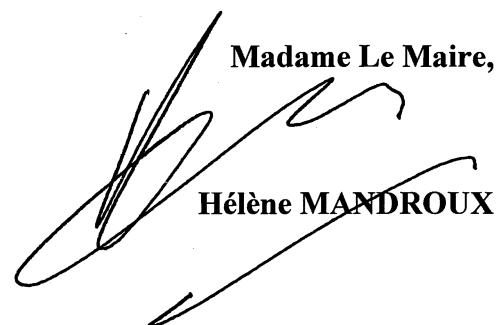
Pour : 46
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

Mmes Qvistgaard, Beccaria rentrent en séance.
Mme Bénézech, M. Moralès (avec la procuration de Mme Claverie) sortent
définitivement de séance.

**Hélène
MANDROUX**

103 Rapport d'observations définitives de la Chambre régionale des comptes sur le contrôle
des comptes et l'examen de gestion de la Ville de Montpellier pour les exercices 2006
et suivants

Le Conseil municipal prend acte.


Madame Le Maire,
Hélène MANDROUX

Conformément à l'article L212125 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte-rendu du Conseil Municipal est affiché en mairie sur les panneaux officiels prévus à cet effet sous huitaine.

Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHAR, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Voeu de soutien à Mme Christiane TAUBIRA, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice de la République française

Hélène MANDROUX rapporte :

L'article premier de la déclaration de principe des Etats membres de l'UNESCO réunis à Paris du 25 octobre au 16 novembre 1995 définit la tolérance et prévoit notamment : « Conformément au respect des droits de l'homme, pratiquer la tolérance ce n'est ni tolérer l'injustice sociale, ni renoncer à ses propres convictions, ni faire de concessions à cet égard. La pratique de la tolérance signifie que chacun a le libre choix de ses convictions et accepte que l'autre jouisse de la même liberté. Elle signifie l'acceptation du fait que les êtres humains, qui se caractérisent naturellement par la diversité de leur aspect physique, de leur situation, de leur mode d'expression, de leurs comportements et de leurs valeurs, ont le droit de vivre en paix et d'être tels qu'ils sont. Elle signifie également que nul ne doit imposer ses opinions à autrui.

L'article 7 de la déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948 stipule : « Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. Tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la présente Déclaration et contre toute provocation à une telle discrimination ».

L'article 14 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 précise « la jouissance des droits et libertés reconnus dans la présente Convention doit être assurée, sans distinction aucune, fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, la langue, la religion, les opinions politiques ou toutes autres opinions, l'origine nationale ou sociale, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance ou toute autre situation ».

L'article 4 de la déclaration de droits de l'homme et du citoyen de 1789 prévoit que « la liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres Membres de la Société, la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la Loi ».

L'article 225-1 alinéa 1 du code pénal dispose : « constitue une discrimination toute distinction opérée entre les personnes physiques à raison de leur origine, de leur sexe, de leur situation de famille, de leur grossesse, de

leur apparence physique, de leur patronyme, de leur état de santé, de leur handicap, de leurs caractéristiques génétiques, de leurs mœurs, de leur orientation ou identité sexuelle, de leur âge, de leurs opinions politiques, de leurs activités syndicales, de leur appartenance ou de leur non appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée ».

L'article 33 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse précise : « L'injure commise par les mêmes moyens envers les corps ou les personnes désignés par les articles 30 et 31 (à raison de leurs fonctions ou de leur qualité, envers un ou plusieurs membres du ministère, un ou plusieurs membres de l'une ou l'autre Chambre, un fonctionnaire public, un dépositaire ou agent de l'autorité publique, un ministre de l'un des cultes salariés par l'Etat, un citoyen chargé d'un service ou d'un mandat public temporaire ou permanent, un juré ou un témoin, à raison de sa déposition) de la présente loi sera punie... de six mois d'emprisonnement et de 22 500 euros d'amende lorsque cette injure est commise... envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée ».

Sera punie des peines prévues à l'alinéa précédent l'injure commise dans les mêmes conditions envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur sexe, de leur orientation sexuelle ou de leur handicap ». Depuis plusieurs semaines, voire plusieurs mois, Madame Christiane TAUBIRA, Ministre de la Justice, Garde des sceaux de la République française, tant dans l'exercice de ses fonctions qu'à titre personnel, fait l'objet d'injures publiques des plus abjectes.

Ces injures ont été prononcées non seulement par des adultes, mais également par des enfants.

Au-delà de ces attaques personnelles, ce sont les dérives de notre société et les atteintes que ces propos racistes portent à la cohésion sociale et à la Nation française, si fière d'être le pays des droits de l'Homme, qu'il s'agit de dénoncer par ce vœu. Car loin des inattentions ou erreurs, nous assistons à un phénomène grave et croissant de banalisation de la parole discriminatoire qui s'accompagne d'une hausse inquiétante des délits, injures antisémites, sexistes ou homophobes, violences racistes au premier semestre 2013.

La provocation à la xénophobie, l'antisémitisme, l'homophobie est certes condamnée pénalement et constitue une circonstance aggravante de tous crimes et délits, mais surtout, elle doit être combattue par tous en ce qu'elle heurte les fondements-même de notre République.

Il s'agit là de troubles à l'ordre public dangereux qui portent atteinte aux principes d'accueil, de tolérance et de respect des convictions et des choix d'autrui, dans notre pays.

Selon l'article 4 de la déclaration de principe de l'UNESCO : « L'éducation à la tolérance doit être considérée comme un impératif prioritaire ; c'est pourquoi il est nécessaire de promouvoir des méthodes systématiques et rationnelles d'enseignement de la tolérance centrées sur les sources culturelles, sociales, économiques, politiques et religieuses de l'intolérance, qui constituent les causes profondes de la violence et de l'exclusion. Les politiques et programmes d'éducation doivent contribuer au développement de la compréhension, de la solidarité et de la tolérance entre les individus ainsi qu'entre les groupes ethniques, sociaux, culturels, religieux et linguistiques et les nations.

L'éducation à la tolérance doit viser à contrecarrer les influences qui conduisent à la peur et à l'exclusion de l'autre et doit aider les jeunes à développer leur capacité d'exercer un jugement autonome, de mener une réflexion critique et de raisonner en termes éthiques ».

Le Conseil municipal de la Ville de Montpellier affirme par ce vœu :

- **Apporter** son soutien plein et inconditionnel à Madame Christiane TAUBIRA en sa qualité de Ministre d'Etat et en tant que personne privée en condamnant ces dérives discriminatoires et injurieuses à son encontre,
- **Exhorter** le gouvernement à mettre en œuvre toute politique d'éducation et de sensibilisation à la tolérance par toutes voies qu'il estimera nécessaires,

- **Exhorter** les instances judiciaires et administratives à veiller avec la plus grande fermeté à l'application de la loi à l'encontre de tous crimes ou délits à caractère discriminatoire quelles qu'en soient la forme et la nature. |

Le Conseil adopte.

Pour ~~extrait~~ conforme, Madame le Maire



Hélène LEANDROUX

Publiée le : 26 novembre 2013

Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Attribution d'une aide humanitaire d'urgence pour les victimes du Typhon Haiyan aux Philippines

Max LEVITA rapporte :

La Ville propose d'attribuer une aide humanitaire d'urgence de 50 000 euros à la Croix Rouge Française pour venir en aide aux victimes du Typhon Haiyan qui s'est abattu sur les Philippines

• Attribution dans le cadre de l'action internationale et jumelages :

STRUCTURE	Nature	Montant
Croix Rouge française / Aide humanitaire d'urgence aux Philippines	P	50 000€

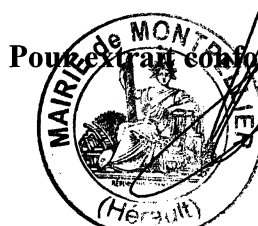
Les crédits seront prélevés sur la ligne 1350, nature 6574, chapitre 920.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation de la subvention telles que définie ci-dessus,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour être en conformité, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 novembre 2013

Direction Finances et
Contrôle de Gestion
Direction Finances et
Contrôle de Gestion

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2013 / 466

Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Débat d'Orientation Budgétaire 2014

Hélène MANDROUX rapporte :

Ce débat a pour objet la discussion des grandes orientations budgétaires et des choix généraux pour le prochain exercice avec l'adoption du Budget Primitif. La note explicative de synthèse est annexée à la présente délibération.


Le Conseil prend acte.

Pour être conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 novembre 2013



RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2014

Présentation Conseil Municipal du 25 novembre 2013



Chers collègues,

Ce **Débat d’Orientation Budgétaire (DOB)** est le dernier de notre mandature. Compte tenu du renouvellement du conseil municipal au printemps prochain, les éléments soumis au débat sont uniquement liés aux politiques engagées depuis le début du mandat, sans action réellement nouvelle, à quelques exceptions près détaillées dans le document. Il appartiendra en effet à la majorité issue des élections d’opérer les arbitrages nécessaires pour traduire dans le budget, à l’occasion d’une décision modificative, les priorités politiques sur lesquelles elle aura été élue.

Dans la ligne des budgets précédents, le débat d’orientation préparatoire au budget 2014 traduit 6 grandes priorités.

- **L’éducation**
- **L’enfance**
- **La sécurité**
- **La qualité de l’espace public**
- **Le logement**
- **La solidarité, la cohésion sociale et la proximité**

Je souhaite insister, en préambule à l’exposé du Rapport d’Orientation Budgétaire, sur deux points essentiels de notre gestion financière :

- **La maîtrise rigoureuse de nos finances** avec notamment :
 - Une fiscalité constante depuis 5 ans
 - Une évolution encadrée de nos dépenses de fonctionnement
 - Un maintien de nos dépenses d’équipement
- **Une situation financière saine** qui nous a permis de répondre aux demandes de nos concitoyens en améliorant leur cadre de vie dans un souci permanent de développement durable de notre territoire, tout en gardant des marges de manœuvre pour les évolutions futures de notre Ville.

Ainsi, mes chers collègues, ce budget garantit l’exécution pour l’exercice 2014 des politiques publiques actuellement en vigueur et décrit de façon transparente les marges de manœuvre qui existent pour les exercices suivants. Il affiche à cet effet des indicateurs financiers témoins de la bonne santé financière de notre collectivité.

Voici donc la présentation des grandes orientations de notre budget 2014.

I.	LES GRANDES ORIENTATIONS DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2014.....	6
A.	Les perspectives macroéconomiques	7
B.	Les grands équilibres 2013-2014.....	8
C.	Les collectivités territoriales dans le PLF 2014.....	8
II.	LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2014 DE LA VILLE DE MONTPELLIER	9
A.	La section de fonctionnement.....	9
1)	Les recettes de fonctionnement	9
2)	Les dépenses de fonctionnement	12
B.	La section d'investissement.....	14
1)	Les recettes d'investissement	14
2)	La dette.....	14
3)	Les dépenses d'équipement.....	17
III.	NOS PRIORITES POUR 2014.....	19
A.	Montpellier : un pari sur la jeunesse renouvelé en 2014.....	20
1)	La petite enfance.....	20
2)	L'éducation	21
3)	Les centres de loisirs.....	22
4)	La Jeunesse	22
B.	Montpellier : une ville qui se développe et se renouvelle	23
1)	Les Zones d'Aménagement Concerté (ZAC).....	23
2)	L'action foncière.....	24
3)	Le renouvellement urbain	24
4)	La cohésion sociale.....	25
5)	L'environnement et la biodiversité urbaine.....	25
6)	L'innovation et l'emploi.....	26
7)	La promotion internationale et touristique	26
C.	Montpellier : la proximité au cœur de nos actions	27
1)	La gestion de proximité	27
2)	Les Maisons Pour Tous	28
3)	La voirie et les pistes cyclables	28
4)	La tranquillité publique	29
5)	Le nettoyage	29
6)	L'activité commerciale.....	30
7)	Les sports.....	30

8) La culture	31
D. Montpellier : Ville de Solidarités	32
1) Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS).....	32
2) Le soutien au tissu associatif	32
3) L'accès au logement des plus jeunes	32
4) L'aide au handicap.....	33
5) Clauses d'insertion dans les marchés.....	33

I. LES GRANDES ORIENTATIONS DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2014

Le projet de loi de finance pour 2014 poursuit l'objectif de réduction du déficit public en mettant l'accent sur la maîtrise des dépenses publiques : l'essentiel de l'impact du budget proposé vise à réduire les dépenses publiques en pourcentage du revenu national.

Les principales mesures sont les suivantes :

- Le budget de l'Etat en 2014 prévoit de **réduire le déficit public** par :
 - des hausses des prélèvements obligatoires (+0,1% du PIB) – En comparaison le budget 2013 avait augmenté les prélèvements obligatoires de 1% du PIB
 - une maîtrise accrue des dépenses publiques (-0,3% du PIB)
- Des **modifications de l'impôt sur le revenu**, limitées et qui devraient toucher davantage les 10% des **ménages aux revenus les plus élevés**.
- L'**augmentation des taux de TVA** qui sera réaffecté au financement du crédit d'impôt.
- Le **crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE)** qui devrait faire baisser le coût du travail horaire de plus de 1,5% au minimum pour 90% des salariés aux salaires horaires bruts les plus faibles.
- La mise en place de la **taxe exceptionnelle de solidarité** sur les hautes rémunérations qui amène le taux marginal d'imposition à 75%.

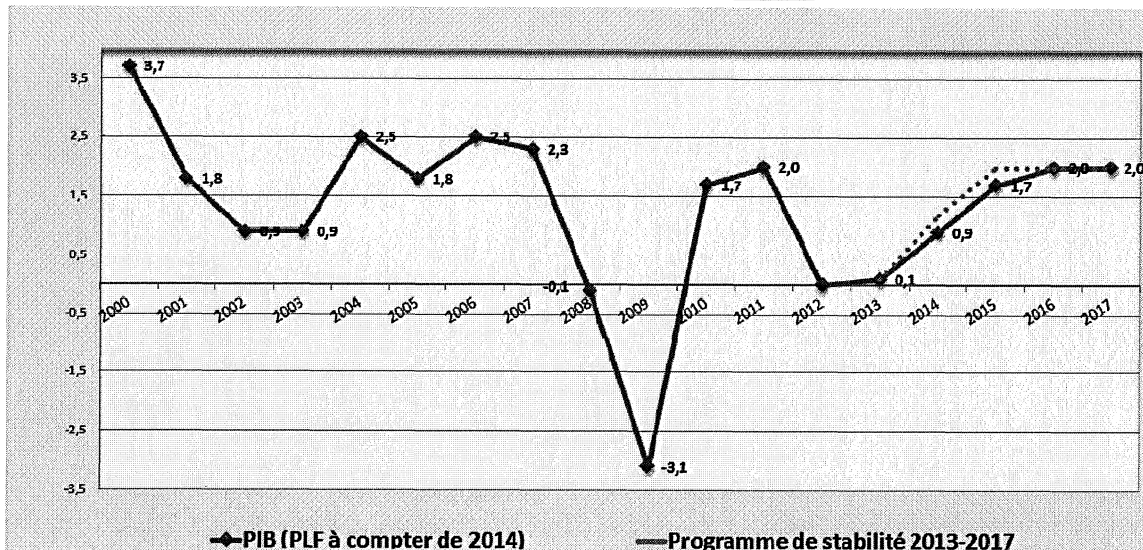
Dès son arrivée aux responsabilités au printemps 2012, le Gouvernement s'est attelé sans relâche au redressement économique, social et financier du pays. Le nécessaire rétablissement des finances publiques est en marche.

Il reposera à 85% sur un effort sans précédent d'économies de dépenses qui s'établira à 15 Md€.

A. Les perspectives macroéconomiques

Le projet de loi de finances est bâti sur une prévision de **croissance de +0,1% en 2013 et de +0,9% en 2014**, l'inflation prévisionnelle est quant à elle estimée à 1,3% (contre 0,8% en 2013). Il table sur une croissance qui reviendrait à terme à 2% par an.

Evolution du PIB – Ajustement des prévisions gouvernementales :



(Source : Ressources Consultants Finances)

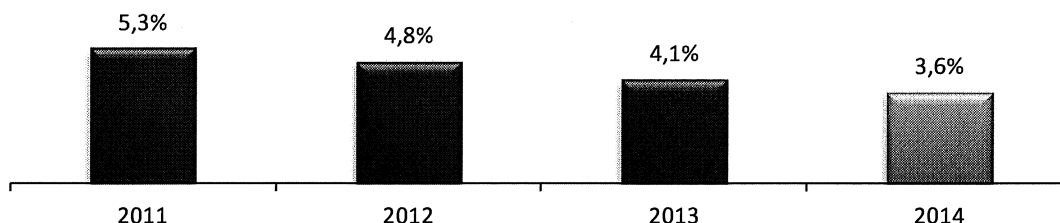
Cadrage macro-économique du Budget 2014 :

	2013	2014 (PLF 2014)
Agrégats macro-économiques		
PIB (en milliards d'euros)	2 068	2 117
Croissance du PIB (en volume)	0,1%	0,9%
Inflation (hors tabac)	0,8%	1,3%
Etat des comptes publics		
Dépenses publiques (en milliards d'euros)	1 180	1 199
Prélèvements obligatoires (en milliards d'euros)	951	976
Taux de prélèvements obligatoires (% du PIB)	46,0%	46,1%
Taux de dépenses publiques (% du PIB)	57,1%	56,7%
Solde des administrations publiques (% du PIB)	-4,1%	-3,6%
Dette publique (% du PIB)	93,4%	95,1%
Evolution des recettes et des dépenses		
Dépenses (en milliards d'euros)	+30	+19
(% du PIB)	1,5%	0,9%
Recettes (en milliards d'euros)	+37	+25
(% du PIB)	1,8%	1,2%

B. Les grands équilibres 2013-2014

Le Projet de Loi de Finances se donne pour objectif de réduire le déficit public. 2014 permettra de poursuivre activement cet assainissement budgétaire.

Déficit public

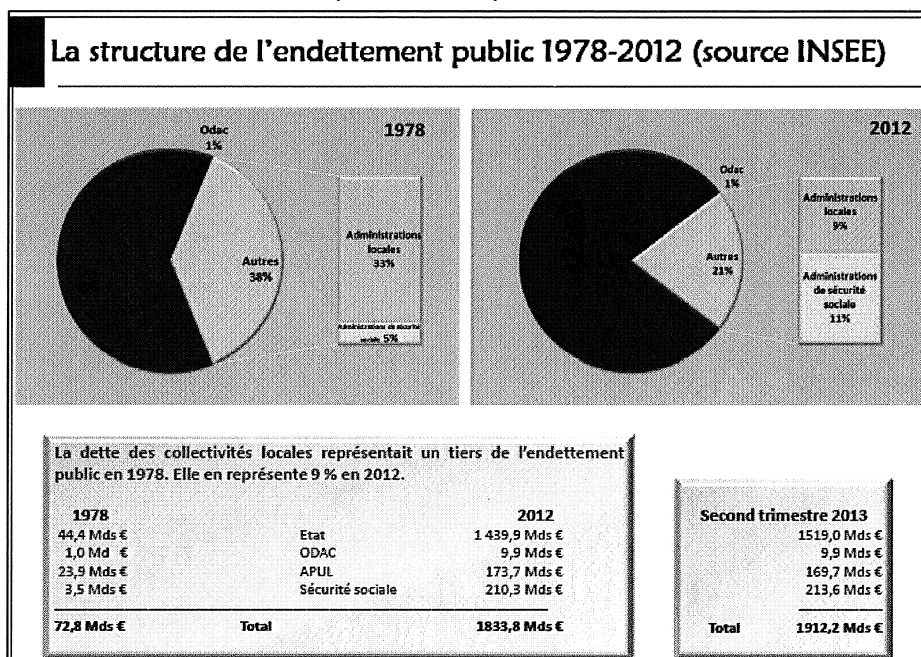


C. Les collectivités territoriales dans le PLF 2014

Le PLF 2014 met en œuvre les principales conclusions du pacte de confiance et de responsabilité établi entre l'Etat et les collectivités territoriales. Après une stabilisation en 2013, la programmation des finances publiques pour les collectivités territoriales se traduit par une **réduction des concours financiers** de 1,5 M€ soit 3% de l'enveloppe normée.

Le Gouvernement appelle donc à un effort partagé de rétablissement des finances publiques. Cette baisse serait imputée sur la dotation globale de fonctionnement (DGF) et répartie entre les collectivités au prorata de leurs recettes totales, **soit -840M€ pour le bloc communal** (56%), -476 M€ pour les départements (32%) et -184 M€ pour les régions (12%).

Il est à noter toutefois que la dette des Collectivités Locales est globalement contenue. Ainsi dans la structure de l'endettement public elle représente 9% en 2012 contre 38% en 1978.



(Source : Ressources Consultants Finances)

II. LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2014 DE LA VILLE DE MONTPELLIER

Le rapport du compte administratif 2012 mettait en avant la situation financière saine de la Ville de Montpellier, fruit d'une gestion maîtrisée des deniers publics. Cette tendance satisfaisante devrait perdurer en 2013 au vu des premiers résultats actuellement connus.

A partir de 2014, notre stratégie devra intégrer la baisse annoncée des concours de l'Etat et la nécessaire stabilité fiscale. Dans cette optique, afin de préserver ses ratios de gestion performants et sa capacité d'investissement, la Ville entend poursuivre sa maîtrise des dépenses de fonctionnement.

A. La section de fonctionnement

Il est proposé d'examiner en premier lieu les principaux postes de recettes, puis dans un second temps les dépenses essentielles de notre section de fonctionnement.

1) Les recettes de fonctionnement

Il est proposé de confirmer en 2014 notre choix de 0 % d'évolution sur la fiscalité, et du maintien de nos exonérations. Nous affirmerons ainsi notre exigence de ne pas actionner le levier fiscal.

Par ailleurs, afin de maintenir un accès équitable à des services publics de qualité, nous proposons d'adopter une politique tarifaire qui plafonne l'évolution des tarifs à 2 %. Il est à noter que pour la 4ème année consécutive les tarifs de la restauration scolaire restent inchangés.

a) Une fiscalité stable

Nos orientations budgétaires présentées pour 2014 sont établies sur deux choix clairs :

- **Stabilité des taux : 0% d'augmentation des taux d'imposition pour la 5ème année consécutive.**

Ainsi les taux communaux pour 2013 sont les suivants :

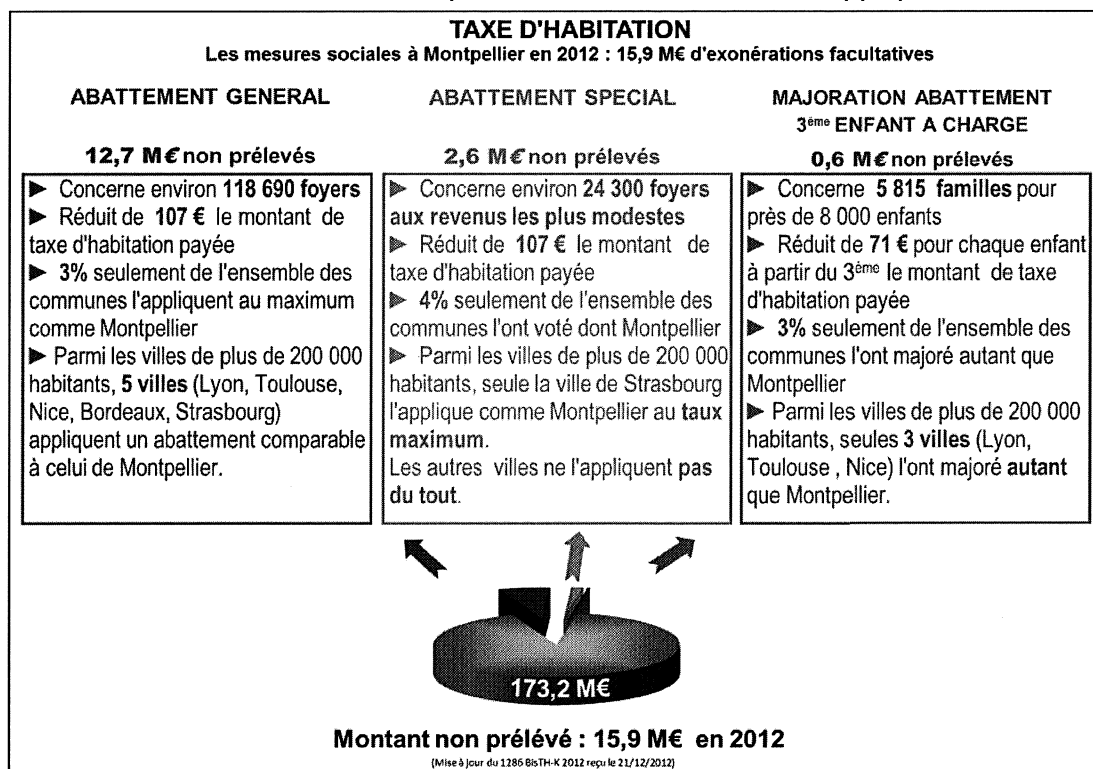
- Taxe d'habitation : **22,49%** (ramené à 18,5% compte-tenu de notre politique d'abattement)
- Taxe sur le foncier bâti : **31,18%**
- Taxe sur le foncier non bâti : **112,71%**

- Confirmation des mesures sociales sur la **taxe d'habitation** :

16 M€ non prélevés en 2014.

En application des abattements fiscaux facultatifs décidés par la Ville, environ **16 M€** de réduction sur les cotisations communales de taxe d'habitation **bénéficieront à l'ensemble des foyers fiscaux montpelliérains**, et notamment aux familles les plus modestes.

Le schéma ci-dessous détaille les composantes des mesures sociales appliquées en 2012.



Il est à signaler que les études et classements divers sur la fiscalité des grandes villes françaises dont la presse se fait écho chaque année ne prennent pas en compte ces spécificités :

Compte tenu des abattements pratiqués,
le taux réel de TH s'établit à **18,5%**
dans à la **moyenne nationale**.

- Le produit fiscal prévisionnel proposé dans le cadre du budget 2014 s'élève à **181 M€**.
Il prend en compte une **revalorisation forfaitaire** des bases d'imposition de **1%**.

Hypothèse DOB Sur bases Définitives 2013 et revalorisation 2014	Bases 2013 revalorisées 1%	Hypothèses d'évolution physique 2014	Evolution physique	Produit prévisionnel DOB
TH	340,853331	343,477902	+ 0,77%	77,25 M€
FB	330,011217	331,727275	+ 0,52%	103,43 M€
FNB	0,459234	0,406238	- 11,54%	0,46M€
Total				181 M€

b) La fiscalité indirecte

La prévision de recettes est basée sur la reconduction des tendances observées en 2013 concernant notamment :

- La Taxe de Séjour (1,3 M€)
- La Taxes sur la Consommation Finale d'Electricité (TCFE) (4,6 M€)
- Les droits de mutation (9,2 M€)

c) Concours de l'Etat

La Loi de Finances 2014 prévoit une baisse en valeur des concours de l'Etat alloués aux collectivités territoriales en 2014. A ce stade de la préparation budgétaire, les **dotations pour la Ville de Montpellier** évoluent de **-1,3%** par rapport au montant notifié en 2013, soit **75,5 M€** en 2014 (76,5 en 2013)

d) Les produits des services

Les **produits des services** dont le montant est estimé à **19,7 M€** en 2014 apparaissent comme une **ressource indispensable** au bon fonctionnement de la collectivité.

Tous les tarifs de la Ville bénéficient de **clauses sociales** afin que chacun puisse contribuer au service rendu selon ses moyens.

L'évolution prévisionnelle des produits des services s'établit à **3%** à ce stade de la préparation budgétaire. Cette évolution résulte de la bonne fréquentation des services publics municipaux.

2) Les dépenses de fonctionnement

En 2014, nos dépenses de fonctionnement prévisionnelles évolueront de **3,5%** et prendront en compte une inflation de **1,30%**, ainsi que l'évolution des taux de T.V.A.

La maîtrise des dépenses de fonctionnement garantit les moyens d'une politique ambitieuse d'investissement.

Ainsi les seules variations proposées à ce budget résultent de dépenses strictement obligatoires.

Les principales tendances sont les suivantes :

a) Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel seront marquées par une **volonté réaffirmée de stabiliser l'effectif municipal**. Afin de maîtriser l'évolution de la masse salariale, le projet de budget 2014 se donne comme objectif un solde net de création/suppression de postes égal à 0, à l'identique du budget 2013.

L'évolution de la masse salariale sur 2014 tient compte de l'augmentation des cotisations (CNRACL ...), de l'évolution naturelle par le Glissement Vieillesse Technicité (avancement d'échelon, de grade ...), de l'effet « année pleine » d'établissements ouverts en 2013 (Ecoles Chengdu et Beethoven, La Panacée), des 50 emplois d'avenir que nous avons souhaité recruter.

La masse salariale proposée s'établira à **165 M€** soit **56%** du montant des dépenses réelles de fonctionnement. Ceci représente une évolution de **4,9%**.

b) Subventions

La Ville a fait le choix de renouveler son soutien aux **associations et partenaires**, qui sont des vecteurs indispensables du lien social. Ainsi il est proposé qu'en 2014 l'enveloppe soit reconduite. Certes, chaque dossier déposé ne pourra pas avoir de réponse positive. L'objectif de l'instruction des dossiers est d'avoir la position la plus juste et la plus responsable pour que les associations qui sont les plus actives et qui ne peuvent pas

fonctionner sans l'aide de la Ville soient prioritaires dans les choix que nous ferons pour 2014. Il convient de noter en outre le soutien matériel majeur qu'apporte chaque année la Ville à ses partenaires, notamment en termes de locaux mis à disposition. Le montant total des subventions envisagé pour le soutien des associations et partenaires de la collectivité s'élèvera pour 2014 à **24,4 M€**.

c) Charges de gestion

Les charges à caractère général et les charges de gestion courante évolueront de 2,4%. Cette évolution est liée à des ajustements indispensables et notamment :

- La prise en compte de l'augmentation du nombre d'élèves
- Les nouvelles réglementations concernant le contrôle de la qualité de l'air dans les écoles maternelles et les établissements de petite enfance qui doit légalement être effectué en 2014. (+0,2 M€)
- L'évolution des achats de denrées alimentaires (+0,3 M€) liée à l'augmentation des effectifs.
- L'augmentation du montant versé aux crèches associatives (23 places créées en 2013) dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse avec la CAF (+0,2 M€)
- Les dépenses nouvelles de fourniture de couches dans les crèches (+0,2 M€)
- Le coût d'exploitation de la ligne 3 du tramway (+0,2 M€ refacturés à la Communauté d'Agglomération)
- L'actualisation du contrat de nettoyage, augmentation incompressible en fonction de la formule de révision et de l'augmentation des taux de TVA de 7 à 10% et de 19,6 à 20% suivant les prestations.

d) Attribution de compensation

En tant que Ville centre, Montpellier représente plus de **60%** de :

- la Contribution Economique Territoriale perçue par l'Agglomération,
- la population recensée dans l'Agglomération (Montpellier : 263 582 habitants – Communauté d'Agglo : 419 921 habitants)

En 2014, l'attribution de compensation sera maintenue au niveau de 2013 soit : **6,1 M€**

e) Les charges financières

Les charges financières baisseront en 2014 de **5%**. C'est le résultat d'une situation financière maîtrisée dans la mesure où notre encours de dette est constitué pour moitié de taux fixes et pour moitié de taux variables, sans aucun produit structuré, ce qui place Montpellier dans une situation exemplaire en termes d'endettement.

B. La section d'investissement

Une des priorités des orientations budgétaires en 2014 est de garder pour notre Ville des marges de manœuvre à long terme.

La gestion rigoureuse de notre dette et notre programme d'investissement pour 2014 permettront de respecter les grands équilibres financiers de la collectivité.

1) Les recettes d'investissement

a) *Le Fonds de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA)*

Le FCTVA devrait s'établir à **9,3 M€** en 2014, compte tenu des réalisations 2013 projetées.

b) *Le recours à l'emprunt*

Nous proposons dans le cadre de ce Débat d'Orientation Budgétaire de plafonner le recours à l'emprunt pour l'année 2014 à **35 M€**, afin de conserver une structure de financement saine. Ce recours à l'emprunt doit nous permettre de maintenir sur le long terme notre capacité de désendettement en deçà de 10 ans. Ce ratio est d'une importance notable pour les collectivités : il permet un accès bonifié aux financements bancaires.

c) *Le produit des cessions*

Dans le cadre de notre gestion active du patrimoine le **produit des cessions** prévues en 2014 est estimé à : **3,3 M€**

2) La dette

La Ville de Montpellier a su préserver cette année encore des conditions de financement favorablement déconnectées du marché notre taux moyen s'établit à **2.33 %** avec un encours sécurisé au maximum (1A).

a) *Encours de la dette au 01/12/2013*

Capital restant dû (CRD) au 01/11/2013	Taux moyen (Annuel)	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne
238 843 385 €	2,33%	20 ans 3 mois	10 ans 6 mois

b) Taux moyen

Notre taux moyen s'établit à **2,33 %** au 1er novembre 2013, identique à celui de 2012.

Ce taux est la résultante de plusieurs facteurs :

- Suivi actif des taux variables et arbitrages vers les index présentant les niveaux les plus faibles,
- Répartition 51,7% taux fixes / 48,3% taux variables,
- Niveau de marges inférieures à celles du marché,
- Niveau extrêmement attractif des taux variables sur l'année 2013.
- Absence de produits structurés dans l'encours.

c) Répartition des risques selon la Charte de Bonne Conduite (CBC)

Montpellier a été la 1^{ère} ville française à afficher **une position claire** en matière de produits structurés, en adoptant au Conseil Municipal du 22 juin 2009 un règlement intérieur limitant, dans le temps et en volume (20% maximum de l'encours total), le recours aux produits structurés (dette Ville et dette garantie). La Ville se trouve ainsi très peu exposée aux risques financiers.

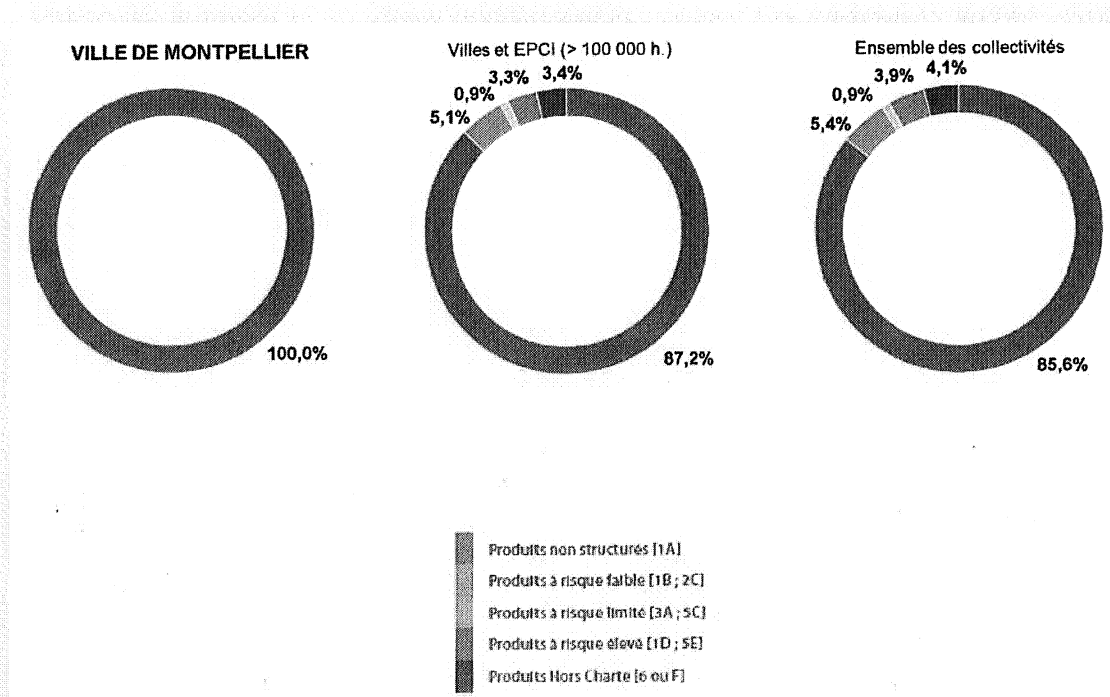
Charte de bonne conduite : classification des risques

Indices sous-jacents	Structures
1 INDICES ZONE EURO	A ÉCHANGE DE TAUX FIXE CONTRE TAUX VARIABLE OU INVERSEMENT, ÉCHANGE DE TAUX STRUCTURÉ CONTRE TAUX VARIABLE OU TAUX FIXE (SENS UNIQUE), TAUX VARIABLE SIMPLE PLAFONNÉ (CAP) OU ENCADRE (TUNNEL).
2 INDICES INFLATION FRANÇAISE OU INFLATION ZONE EURO OU ÉCARTS ENTRE CES INDICES	B BARRIÈRE SIMPLE, PAS D'EFFET DE LEVIER
3 ÉCARTS D'INDICES ZONE EURO	C OPTION D'ÉCHANGE (SWAPTION)
4 INDICES HORS ZONE EURO, ÉCART D'INDICES DONT L'UN EST UN INDICE HORS ZONE EURO	D MULTIPLICATEUR JUSQU'À 3 ; MULTIPLICATEUR JUSQU'À 5 CAP
5 ÉCART D'INDICES HORS ZONE EURO	E MULTIPLICATEUR JUSQU'À 5
6* INDEXATIONS NON AUTORISÉES DANS LE CADRE DE LA CHARTE (TAUX DE CHANGE...)	F* STRUCTURES NON AUTORISÉES PAR LA CHARTE (CUMULATIF, MULTIPLICATEUR > 5...)

SOURCE : CHARTE DE BONNE CONDUITE ENTRE LES ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES ET LES COLLECTIVITÉS LOCALES

* : HORS CHARTE

En effet, au regard de la classification des risques de la Charte de Bonne Conduite GISSLER (allant de 1A : très bonne gestion à 6F gestion très risquée), Montpellier affiche la position la plus sûre (1A), comme le montrent les tableaux et graphiques ci-dessous :



Risque CBC – Source Finance Active

d) La capacité de désendettement

La capacité de désendettement, exprimée en nombre d'années, est le montant annuel de la dette rapporté à la capacité d'autofinancement brut de l'année (l'autofinancement étant l'excédent des recettes de fonctionnement par rapport aux dépenses de fonctionnement de la collectivité). La capacité de désendettement indique ainsi le nombre d'années dont aurait besoin théoriquement la collectivité pour rembourser sa dette si elle y affectait toute sa capacité d'autofinancement brut annuel.

**Avec une capacité de désendettement
(Encours dette au 31.12 / Epargne brute)
en 2014 de 7,9 années,
soit en dessous du seuil critique de 10 ans,
la Ville de Montpellier conduit une politique d'investissement ambitieuse
sans hypothéquer le futur.**

3) Les dépenses d'équipement

a) Programmes présentés en AP/CP

Les AP constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pour le financement d'une opération pluriannuelle se rapportant à une immobilisation, ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la Ville, ou à des subventions d'équipement versées à des tiers.

Le montant total des **Autorisations de Programme** proposé sur la période 2014/2019 est de :

AP 2014/2019
201 M€

Les Crédits de Paiements pour 2014 associés à ces AP/CP sont de :

CP 2014
55 M€

6 nouvelles AP sont proposées à ce budget :

Nouvelles AP proposées	Montant AP	CP 2014
Ecole Malraux	10,6 M€	6,6 M€
Ecole Figuier Hugo Bert	2,5 M€	1,0 M€
Aire de grand passage	1,5 M€	0,8 M€
Village d'insertion Roms	2,0 M€	2,0 M€
Consuls de Mer extension (Carrefour Tillon/Aconiers)	0,6 M€	0,2 M€
Acquisition logiciel SIRH	0,8 M€	0,2 M€

b) Les crédits globalisés au titre de l'exercice 2014

Les crédits globalisés sont à portée annuelle : ils permettent d'effectuer des travaux visant à améliorer le patrimoine existant, réaliser des études préalables au lancement d'opérations d'investissement. Ils concernent également les acquisitions d'immobilisations et les subventions d'investissements versées.

Le montant proposé de crédits globalisés pour 2014 est le suivant :

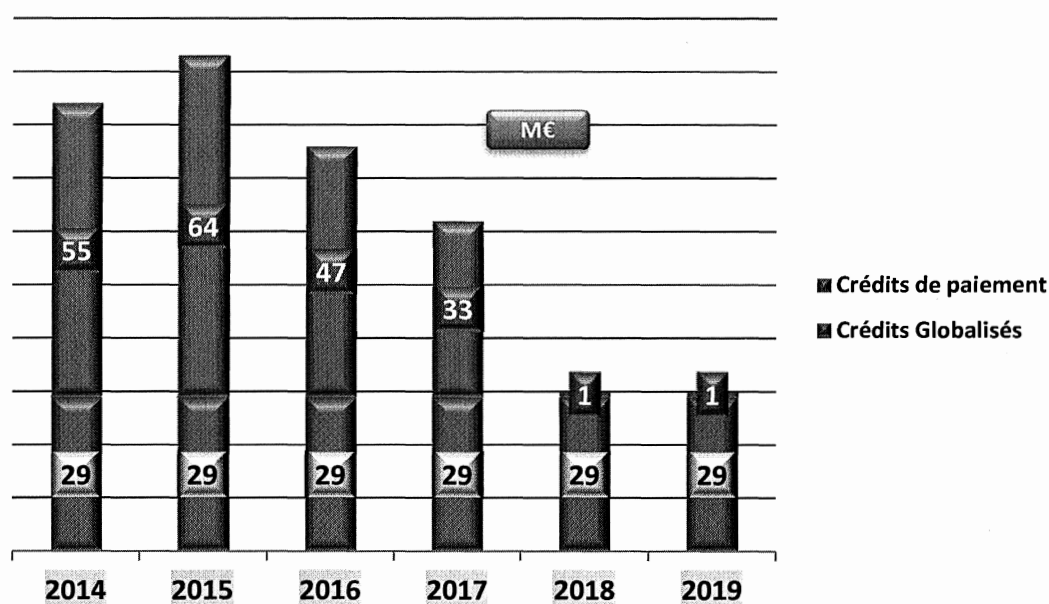
Globalisés 2014

29 M€

Les crédits globalisés permettront de répondre de façon réactive et efficace pour des travaux d'amélioration du patrimoine planifiés en 2014 et n'entrant pas dans le cadre des AP/CP.

c) L'évolution pluriannuelle de notre budget d'investissement

Le tableau ci-dessous permet de voir l'évolution sur le long cours de nos AP/CP ainsi que le volume des crédits globalisés.



III. NOS PRIORITES POUR 2014

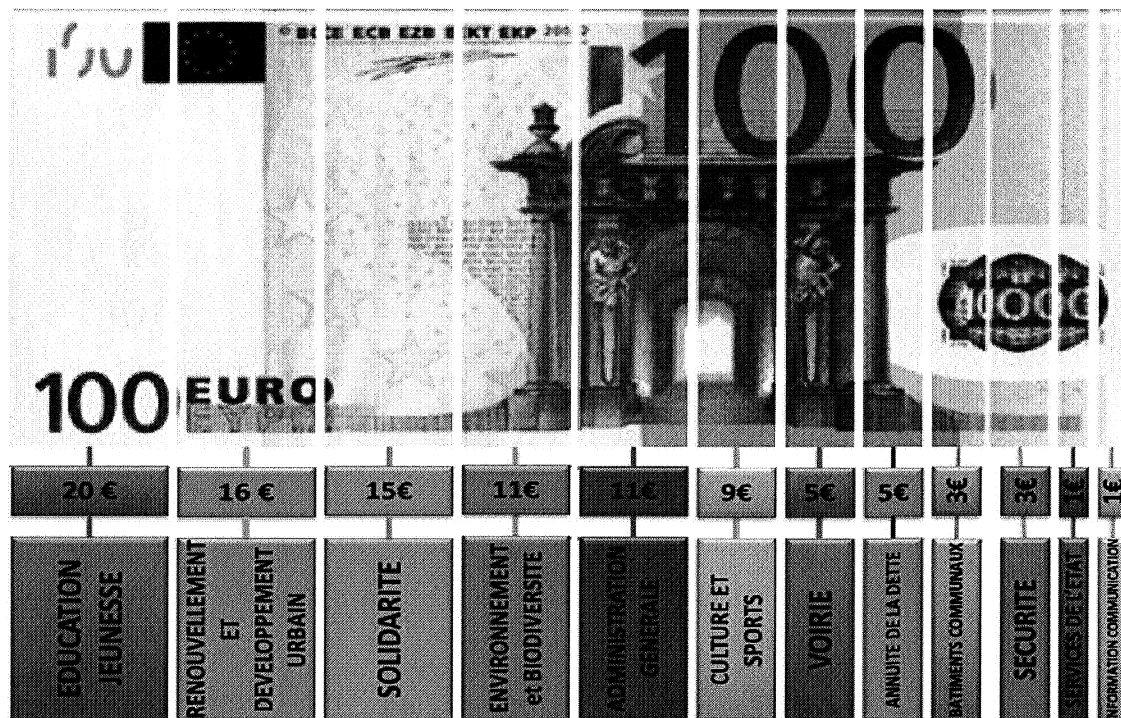
Maintenir un niveau soutenu des investissements traduit notre volonté d'agir sur l'économie locale, de faire face aux besoins des quartiers et d'accompagner l'expansion démographique de Montpellier.

Le budget des dépenses d'équipement pour 2014 est estimé à **84 M€** auquel se rajoutera, en dépense et en recette, la livraison du parking Nouveau Saint Roch.

Les principaux investissements proposés en 2014 seront ciblés sur les **priorités politiques** que nous avons définies et concerneront les domaines de :

- L'éducation
- L'enfance
- La sécurité
- La qualité de l'espace public
- Le logement
- La solidarité, la cohésion sociale et la proximité

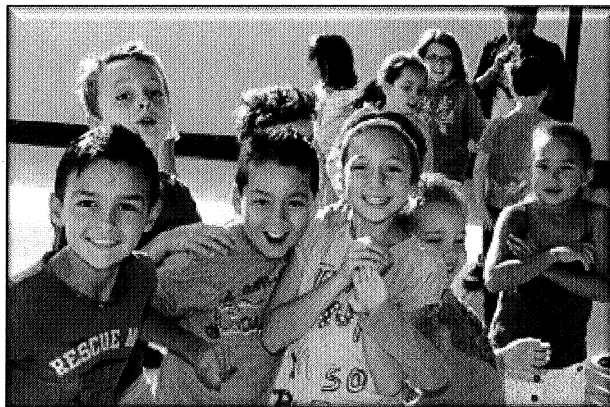
La **répartition thématique** du projet de budget présentée ci-dessous vient traduire nos ambitions pour notre Ville.



A. Montpellier : un pari sur la jeunesse renouvelé en 2014

La jeunesse est au cœur de notre action politique ce qui se traduit chaque année dans les propositions budgétaires où nous plaçons systématiquement cette thématique en tête des dépenses municipales.

Montpellier doit parier sur le potentiel de sa jeunesse, véritable atout de notre territoire.



1) La petite enfance

La Ville conduit une politique active qui permettra de confirmer notre volonté que **chaque enfant montpelliérain** puisse bénéficier de **structures sécurisées** avec un **personnel hautement qualifié**.

Le Budget 2014 permettra d'assurer le bon fonctionnement des établissements de petite enfance, d'améliorer la qualité de l'accueil et favoriser l'accessibilité au plus grand nombre de familles montpelliéraines.

Des **actions de surveillance de la qualité de l'air** seront effectuées sur l'ensemble des établissements, conformément aux lois Grenelle de l'Environnement.

- **Programmes présentés en AP/CP**

Programme	AP Globale	CP 2014
CRECHE DES ARCEAUX	1 830 000 €	1 470 000 €

Cette nouvelle structure permettra de déménager la crèche Sophie Lagrèze avec une augmentation de capacité de 50%.

2) L'éducation

La rentrée 2014 devrait être caractérisée par la mise en place de la **réforme des rythmes scolaires**, à l'issue de la très large concertation menée tout au long de l'année écoulée. Cette réforme devrait conduire la ville à accentuer son effort sur les activités périscolaires. Le coût de ces évolutions, essentiellement des dépenses de fonctionnement, ne peut encore être évalué de façon précise car il découle d'arbitrages politiques qui devront être pris sur les modalités d'organisation de ces temps périscolaires, aussi bien en termes de plages horaires que de partenariat avec l'ensemble des acteurs du monde éducatif. Cette réforme sera aussi l'occasion de faire évoluer l'organisation des services municipaux en charge de l'éducation dans l'objectif d'améliorer l'efficacité collective des moyens engagés dans ce service public essentiel.

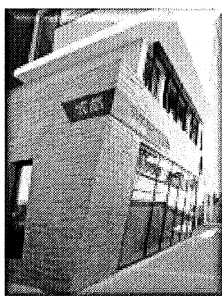
Assurer à chaque élève la possibilité de trouver au quotidien des **structures scolaires adaptées**, un **temps périscolaire** constructif, une **restauration collective** saine et abordable doit être la première priorité du Budget 2014.

Montpellier se développe, **la population scolaire se développe**. Ceci rend obligatoire une extension de notre maillage du territoire. Ce budget confortera notre politique dans ce domaine, avec notamment la mise en chantier des opérations suivantes :

- **Ecole Malraux**
- **Ecole Figuier Hugo Bert**
- **Programmes présentés en AP/CP**

Programme	AP Globale	CP 2014
ECOLE MALRAUX	10 630 000 €	6 630 000 €
ECOLE BEETHOVEN -LES GRISETTES	6 733 756 €	480 000 €
REHABILITATION CUISINE CENTRALE	5 000 000 €	500 000 €
MODERATION VITESSE ABORDS ECOLES	2 505 000 €	401 000 €
ECOLE FIGUIER BERT HUGO	2 460 000 €	1 000 000 €
PLAN ECOLE REUSSITE	2 260 000 €	1 252 000 €
RENOVATION ECOLES DAVILER / KERGOMARD	1 000 000 €	400 000 €

Les travaux menés sur le patrimoine scolaire intégreront les objectifs de **développement durable et de haute qualité environnementale**.



3) Les centres de loisirs

Le **service de proximité** proposé aux familles permet aux enfants de découvrir leur quartier, d'élargir le cercle de leurs amis, de pratiquer de nouvelles activités.

Cette politique se poursuivra sur l'exercice 2014 avec un budget conforté.

4) La Jeunesse

1/3 des montpelliérains a entre 12 et 25 ans. Ce chiffre exceptionnel est une chance pour notre Ville. Nous devons offrir à nos jeunes un nombre de services important, des lieux de rencontre et d'échange, qui leur permettent d'alléger la complexité de leurs démarches mais surtout d'exprimer leur dynamisme et leur créativité.

Toute **l'énergie de notre jeunesse** pourra désormais converger vers un lieu dédié : la **Cité de la Jeunesse** qui va prendre son essor dans les mois à venir.

Ainsi en 2014 commenceront les travaux de la Cité de la Jeunesse sur l'ancien site de l'EAI.

- Programmes présentés en AP/CP

Programme	AP Globale	CP 2014
CITE DE LA JEUNESSE	6 000 000 €	2 500 000 €



B. Montpellier : une ville qui se développe et se renouvelle

Notre développement doit être vécu comme un atout, doit être anticipé par des choix avisés qui permettent de construire une **cité à taille humaine**, respectueuse de l'environnement, respectueuse de ses habitants. La démarche « **MONTPELLIER 2040** » que nous avons initiée nous donne une vision prospective de cette évolution.

1) Les Zones d'Aménagement Concerté (ZAC)

2014 nous permettra de poursuivre l'action de développement de l'offre de logement. Ceci permet d'éviter une distorsion entre l'offre et la demande et de contenir ainsi l'évolution des loyers.

Rappelons ici que la ville de Montpellier, grâce à l'obligation qu'elle impose aux promoteurs de consacrer la majorité des logements créés au logement social et au logement intermédiaire, est une des rares Villes de sa strate à respecter la **loi Solidarité et Renouvellement Urbain** qui impose une proportion de logements sociaux supérieure à 20% du parc.

2014 permettra d'initier et de poursuivre les projets suivants :

- **Programmes présentés en AP/CP**

Programme	AP Globale	CP 2014
EAI	16 640 600 ��	2 216 000 ��
BD NINA SIMONE ZAC PARC MARIANNE	16 100 000 ��	2 153 000 ��
ZAC NOUVEAU ST ROCH	10 360 731 ��	1 200 000 ��
AVENUE RAYMOND DUGRAND ZAC PARC	9 305 429 ��	2 452 000 ��
GARE ST ROCH	6 237 199 ��	3 150 000 ��
CONSULS DE MER EXTENSION	598 000 ��	200 000 ��
ZAC NOUVEAU ST ROCH PARKING (Dépenses = Recettes)	22 126 000 ��	22 126 000 ��

2) L'action foncière

Nous poursuivrons en outre notre politique d'action foncière qui préfigure les espaces verts, équipements et logements de demain.

Cette politique nous met à l'abri de la spéculation foncière.

- **Programmes présentés en AP/CP**

Programme	AP Globale	CP 2014
ACTION FONCIERE	10 000 000 €	2 000 000 €

3) Le renouvellement urbain

Attentifs à ne délaisser aucun quartier, nous poursuivrons en 2014 l'ensemble des opérations de renouvellement urbain avec 2 axes :

- le travail tenace et déterminé que nous avons lancé en partenariat avec l'ANRU.
- la Convention Publique (CPA) **Grand-Cœur**.

Enfin, en 2014, nous vous proposons de mettre en place des actions structurantes dans les quartiers afin d'améliorer de façon immédiate le cadre de vie de ses habitants.

- **Programmes présentés en AP/CP**

Programme	AP Globale	CP 2014
PRU CEVENNES SUBVENTIONS	6 491 055 €	1 855 000 €
REQUALIFICATION CITE GELY	5 077 612 €	450 000 €
NOUVELLE CONCESSION AMENAGEMENT GRAND CŒUR	4 640 000 €	300 000 €
PAE MARQUEROSE	3 001 326 €	900 000 €
CONCESSION AMENAGEMENT GRAND COEUR	2 484 000 €	700 000 €
OPAH COPRO LES CEVENNES	1 799 555 €	294 199 €
PLACE TRITONS	1 265 000 €	100 000 €
PAE AQUEDUC RUE DENIZOT	1 250 743 €	500 000 €
OPAH ANIMATION	1 039 000 €	251 400 €
OPERATION CAMPERIOLS	757 211 €	400 000 €
PRU CENTRE	747 000 €	272 425 €
RAVALEMENT SUBVENTIONS	600 000 €	100 000 €
ALLEE DU TIERS ETAT	305 211 €	305 211 €

4) La cohésion sociale

Au-delà des actions qu'elle mène dans le domaine de la cohésion sociale au travers notamment du contrat urbain de cohésion sociale et de la future génération des contrats de ville, la ville doit se mettre **en conformité avec le plan départemental d'accueil des gens du voyage**, et à ce titre, elle s'est engagée dans la réalisation d'une seconde aire d'accueil ainsi que d'une aire de grand passage. Par ailleurs, s'agissant des populations ROMS, la ville inscrit les crédits nécessaires à la réalisation d'un village d'insertion pour un maximum de 20 familles. Ce projet, conduit en partenariat étroit avec les services de la Préfecture, doit permettre d'accueillir dans des conditions décentes les familles pour lesquelles les possibilités d'insertion sont les plus fortes, en tenant compte notamment de la situation de scolarisation des enfants. A cet égard, la ville a engagé en lien avec les services de l'Etat, un travail de diagnostic individuel auprès de l'ensemble de la population concernée. La réalisation de ce village, dont le lieu d'implantation n'a pas encore été décidé, permettra de conforter nos demandes relatives à la libération de l'ensemble des autres sites occupés sans droit ni titre.

- **Programmes présentés en AP/CP**

Programme	AP Globale	CP 2014
AIRE DE GRAND PASSAGE GDV	1 475 811 €	834 139 €
VILLAGE INSERTION FAMILLES ROM	2 000 000 €	2 000 000 €

5) L'environnement et la biodiversité urbaine

Le développement du projet urbain de la Ville repose sur une relation harmonieuse entre la ville et la nature avec la réalisation d'espaces verts publics de qualité et la sécurisation des cours d'eau.

Les crédits proposés au budget 2014 devront permettre de maintenir cette qualité de nos espaces naturels ainsi que la **biodiversité urbaine** dans notre Ville.

- **Programmes présentés en AP/CP**

Programme	AP Globale	CP 2014
ERP DARWIN	7 285 000 €	3 045 000 €
RUE PAUL RIMBAUD PLUVIAL	1 193 263 €	53 263 €
SCHEMA PLUVIAL VERDANSON	1 100 000 €	580 000 €

6) L'innovation et l'emploi

Montpellier, occupe une place de leader régional dans le domaine de l'innovation et de l'emploi. Nous possédons des atouts majeurs pour nous affirmer comme métropole européenne.

2014 permettra de poursuivre les projets de Cité du Corps Humain et Montpellier Territoire Numérique.

- **Programmes présentés en AP/CP**

Programme	AP Globale	CP 2014
CITE DU CORPS HUMAIN	37 032 946 €	465 881 €

7) La promotion internationale et touristique

Le développement raisonné et durable de notre Ville passe aussi par une politique volontariste de **rayonnement international et touristique**.

Montpellier, de par ses festivals, ses équipes sportives à dimension européenne, ses équipements structurants permettant l'organisation de congrès, de rencontres de haut niveau, est une Ville qui attire. Les retours sur investissement sont réels.

Le rayonnement international et touristique est donc un capital pour notre Ville que le budget 2014 viendra faire fructifier.

Vitrine de la Ville auprès des touristes français et étrangers, l'**Office du Tourisme** porte des missions d'accueil, d'information et de promotion de Montpellier. La subvention proposée en 2014 est reconduite à 1,9 M€



C. Montpellier : la proximité au cœur de nos actions

La Ville de Montpellier poursuivra en 2014 des actions quotidiennes en phase avec la réalité que vivent nos concitoyens, réalité que nous nous devons en tant que porteur de **service public**, de gérer avec efficience et dans la concertation.

1) La gestion de proximité

Notre action quotidienne doit s'ancrer sur les habitants des quartiers. Deux dispositifs leur facilitent l'accès au service public sans avoir à appréhender les subtilités d'une administration :

- **Montpellier au Quotidien** est un service offrant à l'usager une proximité et une réactivité sur son cadre de vie immédiat. En appelant le numéro vert 0 800 340 707, les demandes sont dirigées vers les services en charge de la problématique soulevée.
- **Les Conseils Citoyens de Secteur** apportent leur expertise sur leur quartier afin d'adapter aux spécificités de leur cadre de vie les actions municipales et d'impulser des mesures concrètes améliorant le quotidien de tout un chacun.



Il sera proposé dans le budget 2014 d'affirmer fortement et avec des moyens financiers adaptés cet axe de gestion participative qui est une volonté forte de notre équipe municipale.



2) Les Maisons Pour Tous

Les **Maisons pour Tous** représentent des **lieux de proximité privilégiés** où toutes les générations peuvent se retrouver pour pratiquer différentes disciplines et activités et partager des moments conviviaux. De nombreuses manifestations rythment la vie des différents quartiers.

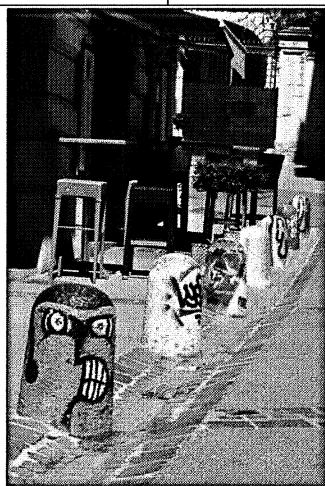
Le budget 2014 viendra conforter notre politique ambitieuse dans ce domaine

3) La voirie et les pistes cyclables

La **gestion des voiries** communales et la poursuite du maillage en pistes cyclables de notre territoire est une de nos **missions primordiales** que nous nous devons de porter avec la plus grande ambition.

- Programmes présentés en AP/CP

Programme	AP Globale	CP 2014
PLAN LOCAL DE DEPLACEMENT	6 000 000 €	672 000 €
RENOVATION TUNNEL COMEDIE	3 224 680 €	734 000 €
AVENUE DU PONT TRINQUAT	2 685 000 €	1 100 000 €
PISTES CYCLABLES	2 060 000 €	412 000 €
VOIES DESSERTE ILOTS PRIORITAIRES	2 000 000 €	100 000 €
THEROIGNE DE MERICOURT	1 811 000 €	1 194 000 €
SUBVENTION CG BLAYAC	1 600 000 €	1 319 977 €
PONT VIALLETON	1 500 000 €	480 000 €
RUE PAUL RIMBAUD ANRU CEVENNES	1 435 000 €	1 245 000 €
ACCOMPAGNEMENT TRAVAUX EDF	500 000 €	190 000 €



4) La tranquillité publique

La gestion au plus près des habitants du respect de l'espace public, de la nécessaire citoyenneté de chacun constitue un pilier majeur de ce qui fonde l'envie de «**vivre ensemble**».

Le budget 2014 devra permettre une poursuite des actions de prévention, de lutte contre les nuisances et les incivilités, d'insertion harmonieuse de l'animal dans la Ville.

- **Programmes présentés en AP/CP**

Programme	AP Globale	CP 2014
PV ELECTRONIQUES	420 000 €	420 000 €



5) Le nettoyage

Le nettoyage est une demande importante des montpelliérains. Le budget qui y est consacré sera ambitieux en 2014.

Il devra en outre prendre en compte l'augmentation des taux de TVA, et l'évolution du marché et s'établira ainsi à 19,4 M€.

Ce budget majeur que nous consacrons à ces prestations est un signe de notre volontarisme afin de garantir un cadre de vie préservé à tous. Il ne doit pas faire oublier que l'esprit civique que nous appelons de nos souhaits est une condition nécessaire pour garder une Ville propre.

6) L'activité commerciale

La Ville a la double ambition de favoriser l'implantation de **commerces de proximité** dans les quartiers et de réguler l'activité commerciale qui utilise le domaine public afin d'aboutir à un équilibre commercial.

Au-delà de ces actions quotidiennes, nous maintiendrons en 2014 les manifestations phares que sont devenues les **Hivernales**, les **Estivales**, le **Grand Bazar** et les **Dimanches du Peyrou**. Elles permettent de faire connaître les artisans et producteurs locaux de qualité et elles offrent aux Montpelliérains, dans des périodes de vacances, des lieux de convivialité et de rencontre créateurs de lien social.

7) Les sports

Ce budget 2014 devra nous permettre de mener une politique sportive tonique, en étroite collaboration avec les **clubs de quartier et les usagers**.

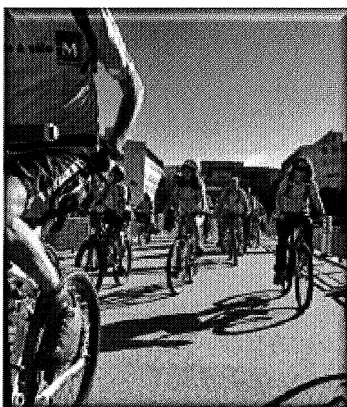
Le sport vecteur de valeurs et de cohésion sociale est porté au quotidien par des bénévoles qui forment un **tissu social exceptionnel** mais aussi par le monde professionnel qui porte haut les couleurs de Montpellier.

- **Programmes présentés en AP/CP**

Programme	AP Globale	CP 2014
VESTIAIRES GRAMMONT	2 150 000 €	1 360 000 €

- **Enveloppe des subventions**

En 2014 nous maintiendrons les enveloppes de subvention, afin de soutenir les associations sportives. (1,8 M€ de budget total)



8) La culture

Montpellier bénéficie dans le domaine culturel de deux atouts maîtres :

- la densité, la créativité et la qualité de la production de nos artistes locaux
- l'attrait que la Ville exerce sur les artistes européens et internationaux.

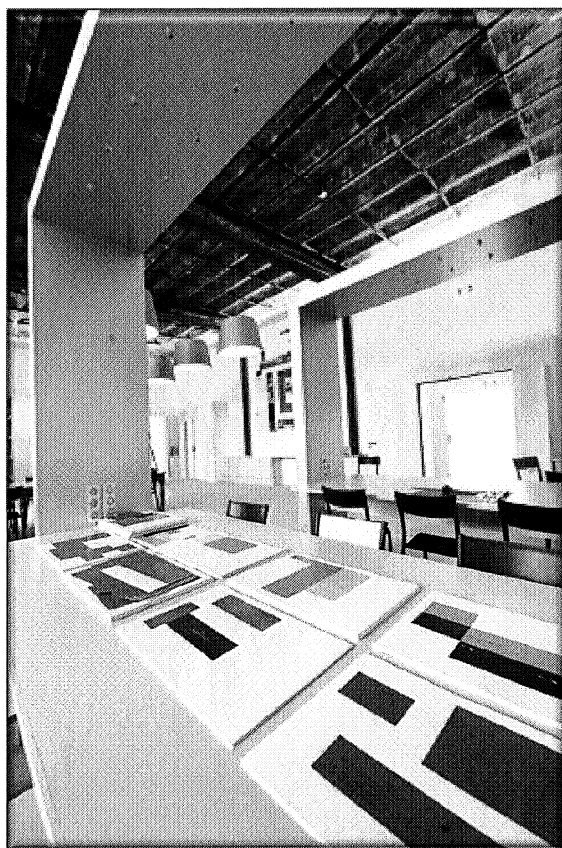
2014 verra se concrétiser la réhabilitation des anciennes archives départementales qui vont devenir le nouveau lieu de conservation de la mémoire montpelliéraine.

- **Programmes présentés en AP/CP**

Programme	AP Globale	CP 2014
ACQUISITION ET TRAVAUX ARCHIVES	7 000 000 €	2 550 000 €
RENOVATION SALLE LOUIS FEUILLADE	650 000 €	400 000 €
GESTION ELECTRONIQUE DES ARCHIVES	500 000 €	200 000 €

- **Enveloppe des subventions**

A l'instar des années précédentes, la Ville affectera plus de 2 M€ de subventions en soutien aux associations culturelles.



La Panacée ouverte en 2013

D. Montpellier : Ville de Solidarités

La politique que porte notre municipalité est construite sur une volonté inébranlable : faire profiter des richesses et du dynamisme de la Ville à **chaque Montpelliérain**.

Plus que jamais, la période de crise nous oblige à prendre en compte la diversité des situations que vivent nos habitants afin de répondre à leurs besoins.

Tous les tarifs de la Ville bénéficient de **clauses sociales** afin que chacun puisse contribuer au service rendu selon ses moyens.

1) Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS)

2014 verra la subvention au CCAS maintenue afin de permettre à cette structure de poursuivre la politique sociale qu'il gère avec une efficacité et un sens des priorités reconnus. Que ce soit dans l'aide d'urgence aux personnes en difficulté, dans l'organisation de la vie et du bien-être de nos seniors dans la Ville, notre **Centre Communal d'Action Sociale** doit bénéficier de notre soutien sans faille.

2) Le soutien au tissu associatif

La quatrième édition du « Rendez-Vous des Subventions et Partenariats » qui s'est tenue dans le hall de l'Hôtel de Ville, a une nouvelle fois démontré le **formidable dynamisme** du tissu associatif montpelliérain.

Ainsi, ce sont près de 900 associations qui ont déposé un total de 1230 dossiers début octobre 2013.

Nous proposons en 2014 de maintenir notre effort en direction du secteur associatif dont le travail doit être salué.

3) L'accès au logement des plus jeunes

2014 nous permettra de poursuivre la politique active que nous menons directement, mais aussi avec les partenaires institutionnels, pour favoriser l'accès au logement. Pour nos jeunes concitoyens, deux axes de travail seront privilégiés : la consolidation de notre dispositif Montpellier Clé Logement, et la mixité générationnelle entre les seniors et les jeunes locataires.

4) L'aide au handicap

La Ville de Montpellier poursuit son action pour améliorer l'accès aux différents équipements publics et sur le domaine public aux personnes à mobilité réduite.

- Programmes présentés en AP/CP

Programme	AP Globale	CP 2014
ACCESSIBILITE ESPACES PUBLICS	2 103 000 €	800 000 €
MISE EN CONFORMITE ACCESSIBILITE	625 000 €	250 000 €

5) Clauses d'insertion dans les marchés

Montpellier a mis en place depuis plusieurs années, une politique de commande publique qui intègre dans ses procédures administratives la nécessité pour les soumissionnaires à nos appels d'offre, de prévoir dans leur offre l'intégration de personnes en difficulté d'insertion professionnelle.

Chers collègues,

Je vous propose de préparer ensemble un budget 2014 qui sera un socle de gestion rigoureux pour l'exercice à venir.

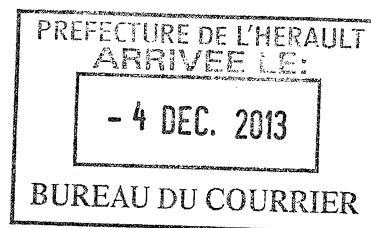
Ce budget viendra traduire nos choix politiques, et dégagera une capacité d'épargne garantissant le financement des actions en faveur des Montpelliérains de façon durable, dans une volonté de justice et de solidarité.

Ce budget prépare l'avenir des Montpelliérains et laisse à la majorité issue des élections toute latitude dans le contexte actuel pour mener sa propre politique.

1

- **Déroulé de séance**
- **Question (s) d'actualité – Réponse (s)**
- **Ordre du jour**

Séance publique du lundi 25 novembre 2013



Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

Absents :

Marie-Josée AUZE-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Rapport de développement durable de la Ville de Montpellier 2013

Frédéric TSITSONIS rapporte :

En application de l'article 255 de la loi Grenelle 2 dont les dispositions ont été introduites dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et en référence à la circulaire du 3 août 2011, relative à la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales et EPCI de plus de 50.000 habitants, celles-ci doivent rédiger leur rapport de situation en matière de développement durable, et le présenter à l'assemblée délibérante, préalablement aux débats sur le projet de budget (loi du 12 /7/2010) et faire l'objet d'une délibération spécifique.

Consciente des enjeux liés au développement durable, la Ville de Montpellier met en œuvre depuis de nombreuses années des démarches concrètes sur son territoire pour contribuer à son échelle aux nécessaires changements de pratiques et de mentalités.

Les cinq thèmes en transversalité du rapport de développement durable sont :

1- Les modes de production et de consommation responsables

- La politique d'achats responsable de la ville
- Le plan de déplacement d'entreprise (PDE)
- La production énergétique renouvelable et notamment pour ses réseaux de chaleur (en partenariat avec la SERM)
- L'entrée dans la démarche Cit'ergie : La ville est entrée dans cette dynamique en 2013, afin de poursuivre ses actions d'amélioration continue et de disposer d'un outil intégrateur des différentes démarches de développement durable de la collectivité.

2- La lutte contre le changement climatique

- 28 ans de politique énergétique à Montpellier, alliant sobriété, efficacité énergétique et développement des énergies renouvelables sur son patrimoine. Assurer le confort des usagers au meilleur coût, tel est l'objectif que s'est fixé la Ville de Montpellier par une réflexion sur le coût global des bâtiments, incluant le coût de la construction et les coûts de fonctionnement pendant toute la durée de vie du bâtiment. 50,9 millions d'euros ont ainsi pu être économisés depuis 1986.

- La Convention des Maires a été signée le 10 février 2009 avec l'union européenne. Rappelons que les villes signataires s'engagent à réduire sur leur territoire leurs émissions de CO2 et leur consommation d'énergie de plus de 20% et d'accroître la production des énergies renouvelables au-delà de 20% d'ici à 2020.
- Le Plan Climat Energie Territorial qui a terme est un outil-support de planification concernant la stratégie de développement durable de la ville, en partenariat avec Montpellier Agglomération et les villes de Baillargues, Lattes et Pérols. Le diagnostic de territoire et le bilan carbone sont finalisés. Des assises ont été organisées en 2012 et 2013; un plan d'action sera proposé durant l'année 2014.

La politique en matière d'urbanisme et d'aménagement, planifiée par la ville dans la perspective à long terme d'une ville des courtes distances, de l'inter modalité, de l'équilibre « végétal/mixité fonctionnelle », s'inscrit dans une anticipation de la qualité de vie vue au travers du prisme du développement durable aux horizons 2020, 2040 et 2050. La planification des 11 éco-quartiers, pour certains en cours de réalisation, avec le Guide AURA (Améliorer l'Urbanisme par un Référentiel d'Aménagement) et la grille AURA participent concrètement à cet objectif. Cette politique a été saluée par l'obtention du prix Ecocité. Dans le cadre du palmarès national Eco Quartier 2011, la Ville de Montpellier avait déjà reçu deux prix Eco Quartier récompensant deux projets d'urbanisme.

S'en suivent deux Labellisations nationales pour ces deux mêmes Eco Quartier en 2013 :

- la ZAC Parc-Marianne, lauréate dans la catégorie « *Approche écologique globale* ».
- la ZAC des Grisettes, lauréate dans la catégorie « *Nature en ville* ».

Par ailleurs, en 2013, dans ces ZAC, il y a eu l'ouverture de 2 écoles BEPOS sur la Ville : l'école Chengdu (Parc-Marianne) et l'école Ludwigvan Beethoven (Grisettes).

L'élaboration du projet Montpellier 2040 est une démarche de prospective. Son objectif : dessiner une vision de la ville pour les prochaines décennies. Ensemble, il nous appartient de penser les enjeux du développement de notre ville et de son territoire pour inspirer les réponses que nous devons apporter aux défis de demain.

Le Projet Urbain - imaginons ensemble la ville de demain a donc proposé aux Montpelliérains de participer à cette démarche, au travers d'ateliers et d'Assises en 2013.

3- La préservation de la biodiversité

- La ville a rejoint en 2009-10, le réseau « Global Partnership on Cities and Biodiversity » de la CDB, afin de partager toutes les avancées en matière de développement urbain respectueux de la biodiversité, et est membre de la Convention sur la diversité biologique de l'ONU
- Elle est également l'une des premières villes françaises à se doter d'un plan d'action pluriannuel pour la période 2010-2014
- Elle introduit une thématique « Forêt urbaine » et de « développement méditerranéen de la biodiversité » dans ses délégations et sous délégations.
- Elle participe à la création du réseau MEDIVERCITES (dont le bureau sera localisé à Montpellier), afin d'accompagner les collectivités Méditerranéennes dans leur volonté d'améliorer leurs stratégies en faveur de la biodiversité.
- Elle met en place sa Trame Verte et Bleue.

4- La cohésion sociale

- Les Maisons pour tous œuvrent depuis 30 ans à la qualité de vie et au bien-être des Montpelliérains. Ces structures offrent un lieu propice à l'expression de la citoyenneté et favorisent la cohésion sociale.
Cette année, une nouvelle impulsion est donnée par la municipalité en replaçant la culture au cœur de son action.
- La Ville a créé récemment des services dédiés à la cohésion sociale et à la démocratie participative
- Le projet Territoire Numérique contribue à la libération de données publiques
- La Ville fait partie du réseau OMS Ville-Santé
- Le Centre communal d'action sociale (CCAS) propose un ensemble de prestations pour remédier aux situations de précarité ou de grande difficulté sociale. Notamment :

- Pour les personnes âgées, il intervient dans la gestion du Plan Canicule, qui est une des déclinaisons du PCET, en regard du volet « Adaptation » au changement climatique. Il suit également les dossiers de personnes en situation de précarité énergétique.
- Pour les personnes handicapées, il intervient en faveur de l'accès aux droits, aux aides et services, mais aussi pour faciliter l'insertion professionnelle.

5- L'épanouissement de tous les êtres humains

- Les diverses actions des Maisons pour tous déjà citées
- La politique culturelle riche de la Ville et la mise en valeur de son patrimoine
- La politique de réussite éducative volontaire
- La politique d'urbanisme et d'aménagement déjà évoquée précédemment est complétée par les projets d'amélioration de l'existant (Grand Cœur).

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver le rapport de développement durable 2013
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

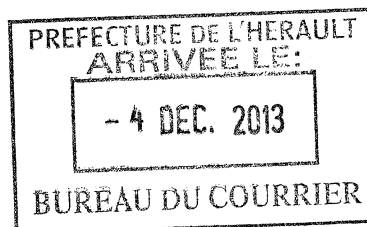
Le Conseil prend acte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MENDROUX

Publiée le : 26 novembre 2013



Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Gestion Multimodale des Déplacements dans l'Agglomération de Montpellier Participation financière de la Ville de Montpellier

Max LEVITA rapporte :

Le territoire de l'agglomération de Montpellier connaît, depuis plusieurs années, une croissance démographique, urbaine et économique parmi les plus fortes de France générant des flux de déplacements de plus en plus importants.

Malgré une politique très volontariste de développement des modes alternatifs à la voiture et plus particulièrement des transports collectifs avec la réalisation de cinq lignes de tramway, dont une en cours, en une dizaine d'années, force est de constater que les saturations des différents réseaux de déplacement sont de plus en plus nombreuses et récurrentes et menacent de fragiliser, à terme, le développement économique et de menacer l'équilibre écologique du territoire.

Au-delà des créations d'infrastructures nouvelles, l'optimisation de l'usage des différents réseaux passe par une plus grande coordination entre les différents acteurs, notamment en définissant des stratégies d'exploitation partagées et en apportant un niveau d'information satisfaisant aux usagers et professionnels se déplaçant sur le territoire.

Face à ces constats, Montpellier Agglomération, dans le cadre de ses compétences en matière d'organisation des déplacements, propose d'engager, en lien avec l'Etat, le Conseil Régional Languedoc Roussillon, le Conseil Général de l'Hérault et la Ville de Montpellier un projet global baptisé GEMDAM (GESTION Multimodale des Déplacements dans l'Agglomération de Montpellier) permettant le développement du concept de gestion multimodal des déplacements.

Cette démarche vise plusieurs objectifs :

- optimiser le fonctionnement de l'ensemble des réseaux de déplacements (voiries, transports en commun...) afin de limiter la congestion et de prévenir les perturbations,
- améliorer la sécurité et la qualité de services offerte aux usagers (confort de déplacement),
- informer les usagers sur les conditions de déplacements dans l'agglomération (en amont et pendant le déplacement),
- avoir une meilleure connaissance de la mobilité des habitants et de leurs conditions de déplacements pour mieux appréhender leurs besoins et orienter les choix politiques,
- être innovant dans le domaine des transports et de la gestion des déplacements en déployant sur le territoire de l'agglomération un système global s'appuyant sur des outils dynamiques.

Elle est en cohérence avec la politique globale de déplacements portée par l'ensemble des partenaires sur l'agglomération, et s'inscrit également dans la logique du protocole d'intermodalité régional signé par toutes les autorités organisatrices de Languedoc-Roussillon. Ainsi, en optimisant la capacité des réseaux existants et les niveaux de service offerts, on contribue à limiter les nuisances sur les réseaux les plus vulnérables, à favoriser l'intermodalité et à promouvoir l'usage des modes alternatifs à la voiture.

Pour atteindre ces objectifs, la démarche est concrétisée sous la forme d'un projet possédant plusieurs composantes :

- la réalisation d'outils facilitant la coopération entre gestionnaires, sur trois volets complémentaires :
 - la connaissance des mobilités (observatoire, Système d'Information Géographique, modélisation...)
 - l'information des usagers
 - la gestion des trafics en temps réel (régulation temps réel, exploitation coordonnée, plans de gestion des déplacements, simulation dynamique...)
- la mise en place d'une équipe d'optimisation des déplacements, dont le but est d'améliorer au quotidien le fonctionnement de secteurs ou d'axes d'agglomération en coordonnant si nécessaire les actions des gestionnaires

Ces développements profiteront à chacun des partenaires du projet en facilitant la coordination des services, tant au niveau des études que de l'exploitation.

L'organisation de ce projet s'appuie autour des trois instances suivantes :

- un Comité de Pilotage : regroupant les différents maîtres d'ouvrage et composé d'élus, son rôle est de prendre les décisions concernant la direction, les orientations stratégiques, la mise en place et les moyens de fonctionnement (financiers et humains) du projet ;
- un Comité de Suivi du projet : regroupant les techniciens (niveau Directeur / Directeur Général des Services Techniques) des différentes structures, il se réunit 4 fois par an. Son rôle est de préparer et de mettre en œuvre les actions décidées par le comité de pilotage.
- un Groupe de Travail Technique : regroupant les exploitants de réseaux de transport ainsi que les gestionnaires d'infrastructures du territoire de l'agglomération. Selon les sujets, il peut être élargi (police, Service Départemental d'Incendie et de Secours, association...). Son rôle est de s'emparer de 'sujets de fond' et d'alimenter les phases de production des différentes composantes du projet.

L'Agglomération pour mener à bien ce projet, est appuyée, pour la période 2012/2014, par une assistance à maîtrise d'ouvrage. Une consultation a été lancée, et le bureau d'études SETEC ITS a été retenu. Le montant du marché s'élève à 266 605€ HT. La Ville de Montpellier propose de participer à hauteur de 50 000€ TTC.

Les missions du prestataire SETEC ITS sont les suivantes :

- mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la 1ère phase du projet
- coordination générale et animation technique du projet
- animation du Groupe de Travail Technique
- gestion des marchés relatifs au développement des outils informatiques de mutualisation des informations (temps différé et temps réel) : rédaction des Cahiers des Clauses Techniques et Particulières, suivi des consultations, suivi des bureaux d'études jusqu'à mise en service, réception)
- définition opérationnelle d'une équipe « optimisation des déplacements »
- mise en place d'un portail d'information multimodale sur les déplacements sur la base d'un prototype développé dans le cadre d'un projet européen en 2006/2007, cette mission regroupe le développement et la mise en service d'un portail d'information multimodale sur Internet donnant accès à l'ensemble des informations déplacements disponibles pour l'Agglomération, pour l'ensemble des modes et réseaux.
- assistance et alimentation du portail (selon un volume d'heures fixé), l'internet donnant accès à l'ensemble des informations déplacements disponibles pour l'ensemble des modes et réseaux
- rédaction du CCTP relatif à une seconde version intégrant une fonction de calculateur d'itinéraire multimodal

La prestation s'achèvera en juin 2014.

La participation financière de la Ville sera inscrite sur la ligne budgétaire : nature 204 1582, fonction : 908 241

Par conséquent, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver le versement, à l'Agglomération de Montpellier, d'une subvention de 50 000€ pour le financement
 - d'une partie de l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents se rapportant à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MARROUX

Publiée le : 26 novembre 2013

Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Requalification du boulevard du Jeu du Paume entre la place Edouard Adam et la rue Marceau Approbation de l'avenant n°1 au marché n°2M2292301 Autorisation de signer

Max LEVITA rapporte :

La Ville de Montpellier a souhaité procéder à la requalification du boulevard du Jeu de Paume entre la place Edouard Adam et la rue Marceau.

Les travaux, dévolus sur procédure adaptée ouverte, ont été attribués en commission du 24 avril 2012 au groupement Eiffage (mandataire) / Solatrag pour un montant de 2.700.280,14 € H.T..

En phase d'exécution du chantier, un certain nombre de travaux, de sujétions techniques et d'organisation du chantier ne pouvait être prévu à l'origine du projet. Ces prestations nécessitent la conclusion d'un avenant sur le marché de travaux n° 2M2292301 pour les raisons suivantes:

- mise en place d'un complément d'alternat de circulation sur une durée de 22 semaines à la demande expresse du maître d'ouvrage, représentant une plus-value de 54.661,86 € H.T.;
- remise en état des pierres du Gabarit Limite d'Ouvrage du tramway, pierres affaissées entre rails existants du tramway, ces désordres s'étant aggravés durant le chantier du fait du maintien d'une circulation par alternat, représentant une plus-value de 2.699,00 € H.T.;
- reprises ponctuelles sur la rue André Michel des pierres affaissées et leur remplacement par des enrobés, représentant une plus-value de 2.251,00 € H.T.;
- traitement anti tag et nettoyage avec renouvellement de couche de peinture 3 fois par semaines pour panneaux de communication de la ville, représentant une plus-value de 4.400,00 € H.T.;

- terrassement manuel complémentaire du fait de l'encombrement des réseaux pour le prolongement de la pose de pierres de façades rue Four des Flammes sur demande du maître d'ouvrage, représentant une plus-value de 876,00 € H.T.;
- réalisation supplémentaire de revêtement résine gravillonné pépité sur la partie basse du boulevard Jeu de Paume non prévue au marché initial, y compris le rabotage manuel en rive du Gabarit Limite d'Ouvrage du tramway, représentant une plus-value de 16.634,60 € H.T.;
- fourniture et mise en œuvre d'un sable stabilisé couleur beige en pied de palmiers dans l'attente de la plantation définitive des palmiers et pose de l'entourage d'arbre, représentant une plus-value de 3.749,00 € H.T.;
- plus-value pour fabrication des pierres spécifiques de Gabarit Limite d'Ouvrage du tramway avec rainurage et congé de 1cm à la demande du maître d'ouvrage comme suite à la concertation avec le Comité de Liaison et de Coordination des Associations de Personnes Handicapées et Malades Chroniques, représentant une plus-value de 23.916,30 € H.T.;
- plus-value pour le rainurage non prévu au marché initial des planches d'entourage d'arbres et traitement antitache spécifique par vernis, représentant une plus-value de 2.753,33 € H.T.;
- fourniture et pose de clous inox, représentant une plus-value de 1.932,00 € H.T.;
- fourniture et mise en œuvre de drains dans le platelage d'entourage d'arbre à la demande du maître d'ouvrage, représentant une plus-value de 5.510,80 € H.T.;
- plus-value pour l'emploi de moyens renforcés de manière à garantir le respect du délai global du chantier, au vu des conditions particulières d'exécution des travaux durant l'intervention d'un marché tiers qui aurait dû être achevé au démarrage des travaux du Jeu de Paume, représentant une plus-value de 43.579,68 € H.T., cette plus-value ayant été actée sur la base de constats contradictoires menée entre le maître d'œuvre chargé de l'exécution des travaux et le titulaire de ce marché de travaux.
- par ailleurs, afin de respecter le coût d'objectif de l'opération, le maître d'œuvre a recherché les ajustements et optimisations à proposer en moins-value au maître d'ouvrage, le marché de travaux étant conclu à prix unitaires et rémunéré sur les quantités réellement exécutées, cette optimisation représentant une moins-value de 116.064,27 € H.T..

Il résulte du détail qui précède un montant en plus-value par rapport au montant du marché de initial de 46.899,30 € H.T.; ce qui représente une augmentation de 1,74%; ce qui porte le nouveau montant du marché à 2.747.179,44 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 au marché n°2M2292301 à conclure avec le groupement Eiffage (mandataire) / Solatrag ;
- autoriser Madame de Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour ~~extraire~~ conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 novembre 2013

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

**VILLE DE MONTPELLIER
DIRECTION GENERALE EN CHARGE DU DEVELOPPEMENT
MISSION TRAMWAY
1 PLACE GEORGES FRECHE
34267 MONTPELLIER CEDEX 2**

**REQUALIFICATION DU BOULEVARD DU JEU DE PAUME
ENTRE LA PLACE EDOUARD ADAM ET LA RUE
MARCEAU**

AVENANT N°1

VILLE DE MONTPELLIER

**4 – BORDEREAU DES PRIX
SUPPLEMENTAIRES**

N° de Prix	DÉSIGNATION DES OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES Prix en lettres (€ HT)	PRIX € HT Prix en chiffres
	SÉRIE 1000 - SOUS ENSEMBLE 1	
1100	GENERALITES - DISPOSITIFS D'INSTALLATION	
1180	PRIX SUPPLEMENTAIRES	
PN1181	Mise en place à la demande du maître d'ouvrage d'un complément d'alternat de circulation manuel sur des plages horaires de 10 heures en continu pour la fluidité et la sécurité de la circulation bus Ce prix rémunère, à la semaine, la mise en place à la demande du maître d'ouvrage d'un complément d'alternat manuel sur l'ensemble du itinéraire du boulevard du jeu de paume en travaux Ce prix comprend notamment : La mise en place des moyens humains sur une plage horaire continue de 10 heures y compris sujétions liées aux plus-values pour heures supplémentaires journalières et hebdomadaires La mise à disposition au personnel des moyens matériels spécifiques nécessaires à la signalisation : piquets K10, talées Wiatkes, fourgon et tout moyen de l'ensemble des documents techniques des matériaux mis en œuvre, LA SEMAINE : _____	2 484,63
PN1182	Entretien et mise en sécurité des pierres de glo affaissées entre les rails existant (ligne 3) après le passage des bus (entre Edouard Adam et Andre michel) ,travaux en intermittence entre chaque passage de rame de tramway et pour la durée totale du chantier ce prix rémunère au forfait l'entretien et la mise en sécurité des pierres de GLO existantes affaissées entre rails existants de la ligne 3. Il comprend notamment l'intervention sous circulation de tramway dans l'intervalle de celle-ci et ce pour la durée totale du chantier LE FORFAIT : _____	2 484,63
PN1183	Intervention ponctuelle en urgence pour la reprise des pierres affaissées rue Andre Michel Ce prix rémunère au forfait l'intervention en urgence sous circulation tramway pour la reprise des pierres affaissées rue Andre Michel, travaux effectués en intermittence entre chaque passage de rame et ce pour la durée totale du marché et substitution des pierres par le ferrobé. LE FORFAIT : _____	2 251,00
PN1184	Traitement anti tag et nettoyage avec renouvellement de la couche 3 fois par semaine des panneaux de la MOA Ce prix rémunère mensuellement le nettoyage, le traitement anti-tag et le renouvellement de la couche de peinture 3 fois par semaine pour les panneaux d'information de la Ville concernant le chantier du jeu de paume. LE MOIS : _____	550,00
1200	PRÉPARATION DE CHANTIER	
1300	PRIX SUPPLEMENTAIRES	
PN 1300	Terrassement complémentaire à la main pour le prolongement de la pose de pierre de façade rue four au flammes suite aux modifications demandées de la MOA (avec encombrement de réseaux dans du béton en surface) Ce prix rémunère au forfait l'intervention y compris fournitures pour prolongement de la pierre de façade rue four des flammes suite aux modifications demandées par le maître d'ouvrage. L'UNITÉ : _____	876,00
3120	COUCHE DE ROULEMENT PRIX SUPPLEMENTAIRES	
PN3123	rabotage en rive de chaussée pour réalisation revêtement pépite a posteriori sur la partie basse du Boulevard du jeu de paume Ce prix rémunère, au mètre linéaire, le rabotage en rive de chaussée côté pierre de GLO déjà réalisée en vue de la réalisation d'une couche de revêtement pépite, a posteriori, non initialement prévue et ce à la demande expresse du maître d'ouvrage ce prix comprend notamment la finition manuelle contre la bordure déjà posée par grignoteuse à main LE MÈTRE LINEAIRE : _____	12,44
3200	STRUCTURES DE TROTTOIRS	
3210	REVETEMENTS DE TROTTOIR PRIX SUPPLEMENTAIRES	
PN 3216	Fourniture et mise en place d'un sable de pignon JAUNE stabilisé au rolac à l'intérieur des fosses d'arbres Ce prix rémunère, à l'unité de pied d'arbre, la fourniture, la mise en œuvre et son enlèvement d'une couche de revêtement provisoire en sable jaune stabilisé de PIGNAN avant mise en place des arbres et de leurs entourages compte tenu de la période de plantation différée à l'été 2013. Ce prix comprend toutes fournitures et mise en œuvre nécessaires y compris l'ant ROLAC L'UNITÉ : _____	163,00
3430	BORDURES PIERRE SPECIFIQUES PRIX SUPPLEMENTAIRES	
PN3437	Plus value pour fabrication de pierre de GLO bouchardées avec méplat et 1/4 de rond Ce prix rémunère en plus value aux prix de bordures de GLO de la série 3430 la fabrication spéciale de pierre de GLO, bouchardée, avec méplat et 1/4 de rond de 1cm à la demande expresse du maître d'ouvrage suite à concertation avec les associations de PHMR. PV à L'UNITÉ : _____	64,98
3450	ENTOURAGE D'ARBRES PRIX SUPPLEMENTAIRES	
PN3453	Plus value pour rainurage des planches d'entourages d'arbres et traitement avec verni antitache Ce prix rémunère en plus value aux prix d'entourage d'arbres de la série 3450 le rainurage des planches et le traitement antitache par vernis spécifique à la demande expresse du maître d'ouvrage Ce prix devra être conforme au descriptif et au schéma du CCTP et du détail de l'architecte. PV à L'UNITÉ : _____	119,71
3670	AUTRES PANNEAUX ET SIGNALISATION : PRIX SUPPLEMENTAIRES	
PN3672	Fourniture et pose de clous Ce prix rémunère à l'unité, la fourniture et la pose de clous en séparation voie tramway/voie circulée Ce prix comprend notamment : la fourniture et le transport à pied d'œuvre des clous la pose des clous dans le revêtement béton toutes sujétions de réalisation à proximité du tramway en service L'UNITÉ : _____	27,60

N° de Prix	DÉSIGNATION DES OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES <small>Prix en toutes lettres (€ HT)</small>	PRIX € HT <small>Prix en chiffres</small>
SÉRIE 5000 - SOUS ENSEMBLE 5 ESPACES VERTS ET ARROSAGE		
5900	PRIX SUPPLEMENTAIRES	
PN 5900	<p>Fourniture et mise en œuvre de drains non prévus dans le platelage bois d'entourage d'arbres</p> <p>Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et mise en œuvre de drains remontés dans le platelage bois d'entourage d'arbres, non prévus, et à la demande expresse du maître d'ouvrage</p> <p>Ce prix comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> La fourniture du bouchon L'usinage sur place Le démontage des lames précédemment mises en place pour reprise et raccordement du drain Le décalage du matériau terreux pour approfondissement du drain Le perçage La fourniture et le montage d'une bague La fourniture et la mise en œuvre d'un collier de serrage La fixation avec vis inox Le remontage des lames <p>L'UNITÉ : _____</p>	238,60
SÉRIE 6000 - SOUS ENSEMBLE 6 - RESEAUX HUMIDES DEVIES		
6100	PRIX GENERAUX - PRIX SUPPLEMENTAIRES	
PN6104	<p>Plus value pour conditions particulières d'exécution liées à l'intervention des travaux de chélagage et de branchements par un marché tiers de l'agglomération l'agglomération</p> <p>Ce prix rémunère forfaitairement la plus value pour conditions particulières d'exécution liées au renforcement des moyens nécessaires de façon à ne pas rallonger les délais de livraison du chantier, de façon à passer à l'intervention d'un marché tiers de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur le réseau unitaire coté centre historique en partie haute</p> <p>Ce prix résulte de constats contradictoires effectués entre le maître d'œuvre et le titulaire.</p> <p>LE FORFAIT : _____</p> <p>SIGNATURE DE L'ENTREPRISE :</p> <p>DATE :</p>	43 579,68

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

**VILLE DE MONTPELLIER
DIRECTION GENERALE EN CHARGE DU DEVELOPPEMENT
MISSION TRAMWAY
1 PLACE GEORGES FRECHE
34267 MONTPELLIER CEDEX 2**

REQUALIFICATION DU BOULEVARD DU JEU DE PAUME ENTRE LA PLACE EDOUARD ADAM ET LA RUE MARCEAU AVENANT N°1

VILLE DE MONTPELLIER

5 - DETAIL ESTIMATIF APRES AVENANT

Détail estimatif après avenant n°1
VILLE DE MONTPELLIER
Requalification du Boulevard du Jeu de Paume

N° Prix	Désignation	Unité	Quantité TOTALE Réalisée	Quantité Marché	Prix Unitaire	Montant Réalisé
	Requalification du Boulevard du Jeu de Paume entre la place Edouard Adam et la rue Marceau					
	SERIE 1000 SOUS ENSEMBLE 1					
1100	GENERALITES - DISPOSITIFS D'INSTALLATION					
1110	GENERALITES					
1111	Installation de chantier	FT	1.00	1.00	181 400.56	181 400.56
1112	Fourniture et mise en place de la signalisation provisoire de chantier	FT	1.00	1.00	2 618.68	2 618.68
1113	Constat d'huissier	U	30.00	40.00	412.00	12 360.00
1114	Barrières Provisoire de chantier et balisage conformément au CCEC	FT	1.00	1.00	10 301.37	10 301.37
1115	Installation supplémentaire de barrières provisoires de chantier H=1,00m, panneaux pleins selon directive expresse et particulière du maître d'œuvre.	5	385.00	400.00	18.22	7 014.70
1116	Déplacement supplémentaire de clôtures et barrières provisoires de chantier selon directive expresse et particulière du maître d'œuvre.	ML	931.00	1 000.00	4.93	4 589.83
1117	Entretien supplémentaire du balisage , des cheminements et de la tenue de chantier (hors astreinte)	SEMAINE OUVRABLE	40.00	52.00	112.76	4 510.40
1120	DISPOSITIFS DE SECURITE					
1121	Séparateurs provisoires en plastique de type DBA	ML	557.62	600.00	18.54	10 338.27
1122	Déplacement supplémentaire de séparateurs plastique de type DBA selon prescription expresse et particulière du maître d'œuvre	ML	0.00	600.00	7.72	0.00
1123	Ripage supplémentaire de séparateurs plastiques de type DBA	ML	40.00	600.00	3.60	144.00
1124	Séparateurs provisoires en béton de type DBA	ML	145.00	600.00	28.84	4 181.80
1125	Déplacement de séparateurs béton de type DBA	ML	298.00	1 800.00	8.24	2 455.52
1126	Ripage supplémentaire de séparateurs plastiques de type DBA	ML	290.00	600.00	6.18	1 792.20
1130	ETUDES D'EXECUTIONS					
1131	Etudes d'exécution des ouvrages courants en béton	FT	1.00	1.00	2 436.02	2 436.02
1132	Compléments d'études d'exécution des ouvrages d'assainissement	FT	1.00	1.00	2 548.92	2 548.92
1133	Etudes d'exécution des réseaux secs secondaires	FT	1.00	1.00	1 575.01	1 575.01
1134	Compléments d'études d'exécution des Multitubulaires	FT	1.00	1.00	1 575.01	1 575.01
1135	Plannings détaillés et plans d'emprise	FT	1.00	1.00	1 118.25	1 118.25
1140	FOURNITURE, AMENEE, MISE EN PLACE ET REPLIEMENT D'UNE PASSERELLE PIETONS OU PONT PROVISOIRES					
1141	Fourniture, amenée, mise en place et repliement d'une passerelle piétons provisoire, L = 2m.	U	39.00	20.00	513.29	20 018.31
1142	Fourniture, amenée, mise en place et repliement d'une passerelle piétons provisoire, L = 8m.	U	1.00	10.00	1 877.83	1 877.83
1143	Fourniture, amenée, mise en place et repliement d'un pont provisoire pour accès riverain largeur minimale 2,50m, longueur minimale 10m	U	0.00	10.00	3 137.83	0.00
1150	DÉPLACEMENT D'UNE PASSERELLE PIÉTONS PROVISOIRE					
1151	Déplacement d'une passerelle piétons provisoire, L = 2m	U	141.00	10.00	264.97	37 360.77
1152	Déplacement d'une passerelle piétons provisoire, L = 8m	U	14.00	5.00	665.39	9 315.46
1153	Déplacement d'un pont provisoire pour accès riverains	U	0.00	2.00	778.79	0.00
1160	ARRET BUS PROVISOIRE					
1161	Quai bus en bois + abris bus provisoire	U	0.00	2.00	3 231.60	0.00
1170	DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES					
1171	Dossier des ouvrages Executés (DOE)	FT	1.00	1.00	4 564.40	4 564.40
PN 1181	Mise en place à la demande du maître d'ouvrage d'un complément d'alternat de circulation manuel sur des plages horaire de 10 heure en continu pour la fluidité et la sécurité de	semaines	22.00	0.00	2 484.63	54 661.86
PN 1182	Entretien et mise en sécurité des pierres de glo affaissées entre les rails existant (ligne 3) après le passage des bus (entre Edouard Adam et Andre michel) ,travaux en intermittence entre chaque passage de rame de tramway et pour la durée totale du chantier	FT	1.00	0.00	2 699.00	2 699.00

Détail estimatif après avenant n°1
VILLE DE MONTPELLIER
Requalification du Boulevard du Jeu de Paume

N° Prix	Désignation	Unité	Quantité TOTALE Réalisée	Quantité Marché	Prix Unitaire	Montant Réalisé
PN 1183	Intervention ponctuelle en urgence pour la reprise des pierres affaissées rue Andre Michel entre les rails de tramway ,travaux en intermittence entre chaque passage de rame de tramway substitution des pierres par de l'enrobés	FT	1.00	0.00	2 251.00	2 251.00
PN 1184	Traitement anti tag et nettoyage avec renouvellement de la couche 3 fois par semaine des panneaux de la MOA	mois	8.00	0.00	550.00	4 400.00
	Total 1100 GENERALITES - DISPOSITIFS D'INSTALLATION					388 109.17
1200	PREPARATION DE CHANTIER					
1210	NETTOYAGE - ARRACHAGE D'ARBRES					
1211	Arrachage d'arbres	U	0.00	8.00	398.16	0.00
1220	DECOUPE DE CHAUSSEE ET DE TROTTOIR					
1221	Decoupe de chaussée	ML	388.00	200.00	2.85	1 105.80
1230	DEMOLITIONS-DEPOSES DIVERSES					
1231	Demolition de chaussée Existante	M2	2520.00	900.00	6.18	15 573.60
1232	Démolition de trottoir ou d'ilot	M2	3117.26	3 600.00	6.18	19 264.67
1233	Rabotage de chaussée existante	M2	1829.00	1 800.00	3.80	6 950.20
1234	Démolition de maçonnerie et béton ordinaire	M3	189.82	45.00	56.24	10 675.48
1235	Démolition de Béton Armé	M3	70.00	45.00	70.21	4 914.70
1236	Démolition de revêtement Pierre	M2	16.00	20.00	30.69	491.04
1237	Démolition de la fontaine : pour mémoire	FT	0.00	1.00	4 275.00	0.00
1238	Dépose de panneaux de signalisation-jalonnement et de mobilier urbain (poubelle, etc...)	U	16.00	10.00	48.74	779.84
1239	Dépose de barrière, bornes et potelets	ML	26.00	200.00	9.50	247.00
1240	Dépose de candélabre, feux	U	2.00	10.00	257.50	515.00
1241	Dépose d'abri bus + mobilier	FFT	0.00	2.00	950.00	0.00
1242	Dépose de jardinière	U	4.00	10.00	47.50	190.00
1260	VOIRIE PROVISOIRE					
1261	Réalisation d'une chaussée provisoire lourde	M2	1309.00	1 500.00	39.50	51 705.50
1270	SONDAGES					
1271	Realisation de sondage pour repereage des reseaux existants	U	46.00	50.00	190.00	8 740.00
1291	Depose de portillon existant	FFT	0.00	0.00	367.50	0.00
1292	Depose soignée et mise en stock pour sa réutilisation du systeme d'automatisme du portail existant	FFT	0.00	0.00	1 575.01	0.00
1293	Depose soignée et repose de panneau pûb (2,60m x 3,80m) électrique y compris raccordement et massif	FFT	0.00	0.00	2 625.01	0.00
1294	Depose soignée de boites aux lettres, interphones, sonnette ou visiophone	U	0.00	0.00	630.00	0.00
1295	Depose de cloture grillagée ou grille existante	ML	0.00	0.00	31.50	0.00
1296	Repose de grille de cloture existantes	ML	0.00	0.00	47.25	0.00
1297	Depose et repose soignée du reseau d'eclairage du portail existant - UF0013 y compris adaptation	FFT	0.00	0.00	682.50	0.00
1298	Depose et repose de borne anti stationnement	U	0.00	0.00	472.50	0.00
1299	Depose et repose d'une plaque professionnelle	U	0.00	0.00	157.50	0.00
PN 1300	Terrassement complémentaire à la main pour le prolongement de la pose de pierre de façade rue four au flammes suite aux modifications demandé de la MOA (avec encombrement de réseaux dans du béton en surface)	FT	1.00	0.00	876.00	876.00
	Total 1200 PREPARATION DE CHANTIER					122 028.82
	SERIE 2000 SOUS ENSEMBLE 2					
2100	TERRASSEMENTS, REMBLAIS, RESEAUX					
2110	TERRASSEMENTS					
2111	Deblais en terrain de Toute Nature	M3	2397.72	2 500.00	13.82	33 136.46
2112	Plus Value pour Terrassement a la Main	M3	89.00	100.00	45.36	4 037.04
2113	Purge en terrain de toute nature y compris remblais	M3	625.00	100.00	66.13	41 331.25
2120	REMBLAIS					
2121	Fourniture et mise en remblais de materiaux 0/80	M3	52.00	100.00	49.62	2 580.24
2122	Fourniture et mise en remblais de materiaux type GNT 0/20	M3	1095.00	1 000.00	38.61	42 277.95
2123	Geotextille anti contaminant	M2	3168.00	3 800.00	0.92	2 914.56
2125	Traitement du remblais a la chaux ou au ciment	M2	0.00	0.00	11.34	0.00
2130	BETON DE FONDATION DE PLATEFORME					

Détail estimatif après avenant n°1
VILLE DE MONTPELLIER
Requalification du Boulevard du Jeu de Paume

N° Prix	Désignation	Unité	Quantité TOTALE Réalisée	Quantité Marché	Prix Unitaire	Montant Réalisé
2131	Dalle de fondation sous chaussée, y compris coffrage en muret	M3	939.70	1 000.00	235.53	221 327.54
2132	Fourniture et mise en œuvre tapis résilient silomère ép 3cm	M²	2194.60	2 200.00	31.48	69 085.92
2140	FOSES D'ARBRES		0.00			
2141	Fosse d'arbres de 10,8m3	U	23.00	23.00	237.54	5 463.42
2142	Plus value au prix 2141 pour mise en œuvre de traitement anti racinaires dans la fosse d'arbre	U	23.00	23.00	157.89	3 631.47
2143	Dalle de Renforcement d'entourage d'arbre avec ou sans grille	U	23.00	23.00	544.84	12 531.32
2144	Remplissage mélange terre-pierre drainant	U	23.00	23.00	228.10	5 246.30
	Total 2100 TERRASSEMENTS, REMBLAIS, RESEAUX					443 563.47
2200	MULTITUBULAIRES ET RESEAUX SECS					
2210	MULTITUBULAIRES TYPES (EGR)					
2211	Multitubulaire (3DN110)	ML	89.00	35.00	234.03	20 828.67
2212	Multitubulaire (11DN110)	ML	19.11	30.00	319.18	6 100.00
2213	Multitubulaire mutualisée : Courant Fort (CF) (1DN160 + 6DN110) + Courant Faible (cf) (9DN110)	ML	157.92	180.00	386.52	61 039.24
2214	Multitubulaire (14DN110 + 2DN63)	ML	49.00	120.00	383.08	18 770.92
2215	Plus value pour passage des fourreaux en nappe	ML	100.00	0.00	121.83	12 183.00
2220	CHAMBRES DE TIRAGE DE MULTITUBULAIRE		0.00			
2221	Chambre de Tirage Multitubulaire Type K2C	U	6.00	1.00	1 893.88	11 363.28
2222	Chambre de Tirage Multitubulaire Type L5T	U	5.00	8.00	2 415.10	12 075.50
2255	Chambre de Tirage Multitubulaire Type L5T de hauteur réduite	U	0.00	0.00	2 462.01	0.00
2223	Chambre de Tirage Multitubulaire Type L5T modifié ou L5TL	U	0.00	2.00	4 144.26	0.00
2224	Chambre de Tirage Multitubulaire Type L5TS y compris support d'armoire	U	0.00	2.00	4 245.13	0.00
2225	Chambre de Tirage Multitubulaire Type M1C	U	0.00	1.00	3 610.14	0.00
2226	Plus value Pour mise en œuvre de tampon a remplissage a la place de tampon fonte	U	18.00	10.00	2 295.46	41 318.28
2227	Chambre de tirage L2 T	U	0.00	2.00	753.06	0.00
2228	Dépose, déplacement et repose d'une chambre RT/EP existante au carrefour avec la place E. Adam	FT	0.00	1.00	1 409.32	0.00
2230	TRANCHEE POUR RESEAUX SECONDAIRES					
2231	Tranchée pour fourreaux Eclairage, Regulation trafic, multi, pégase	ML	1393.00	1 730.00	55.48	77 283.64
2232	Enrobage en béton des fourreaux	M3	93.00	10.00	201.23	18 714.39
2240	FOURREAUX POUR RESEAUX SECONDAIRES					
2241	Fourreaux PVC 2DN 45	ML	358.90	150.00	5.42	1 945.26
2242	Fourreaux PVC 5DN 45	ML	150.00	190.00	13.54	2 031.00
2243	Fourreaux PVC 1DN 63	ML	495.00	40.00	3.58	1 772.10
2244	Fourreaux PVC 1DN 63 + 2DN90	ML	140.00	150.00	12.43	1 740.20
2245	Fourreaux PVC 1DN 90	ML	48.00	10.00	4.43	212.64
2246	Fourreaux PVC 3DN 90	ML	305.00	400.00	13.28	4 050.40
2247	Fourreaux PVC 4DN 90	ML	108.00	200.00	17.70	1 911.60
2248	Fourreaux PVC 8DN 90	ML	19.00	40.00	35.39	672.41
2249	Fourreaux PVC 5DN 45 + 3DN90	ML	228.00	180.00	26.80	6 110.40
2250	REGARDS					
2251	Regard 50x50 sous trottoir	U	3.00	6.00	315.58	946.74
2252	Regard 80x80 sous trottoir	U	8.00	8.00	402.04	3 216.32
2253	Regard 80x80 sous chaussée	U	0.00	2.00	521.64	0.00
2254	Regard type L3T devant armoire de commande	U	0.00	1.00	1 121.82	0.00
2255	Regard Type L3T	U	2.00	5.00	1 121.82	2 243.64
2260	LIAISON A LA TERRE					
2261	Cablette de terre	ML	496.00	460.00	4.45	2 207.20
2270	RACCORDEMENTS ET ARMOIRES					
2271	Raccordement sur regard Existant	U	26.00	30.00	334.32	8 692.32
2272	Armoire RT Four aux flammes	FT	0.00	0.00	5 886.26	0.00
	Total 2200 MULTITUBULAIRES ET RESEAUX SECS					317 429.15
2300	PETITS OUVRAGES DE GENIE CIVIL					
2310	MASSIFS POUR POTEAU SUPPORT DE FEU					
2311	Massifs pour feu piéton	U	0.00	6.00	257.74	0.00
2312	Massifs pour feu h=4m routier	U	3.00	2.00	257.74	773.22

Détail estimatif après avenant n°1
VILLE DE MONTPELLIER
Requalification du Boulevard du Jeu de Paume

N° Prix	Désignation	Unité	Quantité TOTALE Réalisée	Quantité Marché	Prix Unitaire	Montant Réalisé
2320	MASSIFS DE FONDATION POUR PANNEAU DE POLICE					0.00
2321	Massifs de poteau de panneau de police	U	0.00	18.00	105.06	0.00
2330	MASSIFS DE FONDATION POUR PANNEAU DE JALONEMENT DIRECTIONNEL					
2331	Massif de fondation de Type MC	U	0.00	2.00	105.06	0.00
2332	Massif de fondation de Type MG	U	0.00	1.00	366.68	0.00
2333	Massif de fondation de Type MI	U	0.00	1.00	742.63	0.00
2340	SOCLES POUR ARMOIRES					
2341	Socles pour armoires d'eclairage et de feux tricolore	U	0.00	3.00	360.50	0.00
2342	Socle pour coffret en ligne et CIT	U	0.00	1.00	669.50	0.00
2350	BETON POUR OUVRAGES DIVERS					
2351	Béton C20/25 pour ouvrages divers y compris coffrage	M3	10.00	10.00	546.00	5 460.00
2352	Béton C30/37 armé pour ouvrages divers	M3	9.40	10.00	682.50	6 415.50
	Total 2300 PETITS OUVRAGES DE GENIE CIVIL					12 648.72
2400	MACONNERIES - SERRURERIE - ENDUITS					
2410	MARCHES D'ESCALIER					
2411	Marches d'escalier en pierre (largeur : 80 cm)	ML	0.00	50.00	139.93	0.00
2420	SERRURERIE					
2421	Garde coprs	ML	0.00	20.00	190.00	0.00
2430	ENDUITS					
2431	Reprise de pied de mur ou de facade	M2	151.00	150.00	3.14	474.14
	Total 2400 MACONNERIES - SERRURERIE - ENDUITS					474.14
2500	ASSAINISSEMENT					
2510	BLINDAGE DE TRANCHEE					
2511	Blindage de tranchée de profondeur 1,30£h < 2,50 m	ML	119.57	160.00	14.54	1 738.55
2512	Blindage de tranchée profondeur 2,50 £ h < 4,00 m	ML	0.00	50.00	21.76	0.00
2520	BETON					
2521	Béton C16/20 pour protection des reseaux	M3	22.27	20.00	165.97	3 696.15
2522	Béton C20/25 pour ouvrages divers d'assainissement y compris coffrage	M3	15.49	20.00	268.19	4 154.26
2530	CANALISATION BETON 135A					
2531	Canalisation béton DN 200 mm	ML	51.50	60.00	127.02	6 541.53
2532	Canalisation béton DN 315 mm	ML	72.50	110.00	154.38	11 192.55
2533	Canalisation béton DN 400 mm	ML	25.00	80.00	193.80	4 845.00
2540	REGARD DE VISITE OU AVALOIR					
2541	Regard a grille plate ou concave 600 x 600 mm	U	13.00	2.00	1 271.76	16 532.88
2542	Regard DN 1000 avec tampon chaussée	U	0.00	12.00	1 000.63	0.00
2543	Regard de branchement 500x500	U	10.00	10.00	377.91	3 779.10
2544	Surprofondeur pour regard (hauteur strictement au-delà de 2,50m)	DM	0.00	100.00	27.17	0.00
2550	FONTE DE REGARD DE VISITE OU AVALOIR					
2551	Plus value pour dispositif anti odeurs sur reseau unitaire	U	13.00	10.00	389.03	5 057.39
2552	Plus value Pour mise en œuvre de tampon a remplissage a la place de tampon fonte	U	0.00	22.00	186.77	0.00
2560	CANIVEAU BETON					
2561	Caniveau a grille circulaire sous chaussée largeur 40 cm	ML	127.82	85.00	347.49	44 416.66
2570	RACCORDEMENTS SUR RESEAUX EU OU EP					
2571	Raccordement sur reseau existant ou dévié (Regard ou canalisation)	U	18.00	20.00	463.60	8 344.80
2572	Raccordement des chambres de multitubulaire	U	5.00	8.00	884.64	4 423.20
	Total 2500 ASSAINISSEMENT					114 722.07
	SERIE 3000 SOUS ENSEMBLE 3					
3100	STRUCTURES ET REVETEMENTS DE CHAUSSEES					
3110	REVETEMENTS DE CHAUSSEE CLASSIQUE					
3111	Reprofilage de chaussée en Béton Bitumineux Semi Grenu (BBSG) 0/10	T	218.95	100.00	97.74	21 399.96
3112	EME 0/14	T	470.00	400.00	98.27	46 186.90
3113	BBME 0/10	T	282.00	250.00	100.89	28 450.98
3120	COUCHE DE ROULEMENT					
3121	Béton Bitumineux Phonique (BBPh) 0/6	M2	0.00	1 600.00	8.72	0.00
3122	Revetement resine pepite	M2	961.00	750.00	27.81	26 725.41
PN 3123	rabotage en rive de chaussée pour réalisation revêtement pépite a postriori sur la partie basse du Boulevard du jeu de paume	ML	130.00		12.44	1 617.20

Détail estimatif après avenant n°1
VILLE DE MONTPELLIER
Requalification du Boulevard du Jeu de Paume

N° Prix	Désignation	Unité	Quantité TOTALE Réalisée	Quantité Marché	Prix Unitaire	Montant Réalisé
3130	REVETEMENT DE CHAUSSEE EN PIERRE					
3131	Revetement de chaussée en pierre	M2	0.00	0.00	152.25	0.00
3140	PREPARATION DU SUPPORT					
3141	Confection de la couche d'accrochage	M2	2377.00	3 200.00	0.53	1 259.81
3142	Confection de la couche d'impregnation	M2	1840.00	1 600.00	1.21	2 226.40
3143	Enduit superficiel bi couche	M2	0.00	1 600.00	3.39	0.00
3150	MISE A LA COTE DE FONTE					
3151	Mise a la cote de bouche a clef	U	20.00	20.00	54.25	1 085.00
3152	Mise a la cote de tampon ou grille sous trottoir	U	81.00	2.00	171.10	13 859.10
3153	Mise a la cote de tampon ou grille sous voirie	U	16.00	2.00	171.10	2 737.60
3154	Mise a la cote de chambre de tirage sous trottoir	U	18.00	14.00	246.43	4 435.74
3155	Mise a la cote de chambre de tirage sous chaussée. Surface du tampon < 1m2	U	1.00	1.00	246.43	246.43
3156	Changement de classe d'un tampon fonte (passage de 250kN a 400kN)	U	46.00	15.00	509.68	23 445.28
	Total 3100 STRUCTURES ET REVETEMENTS DE CHAUSSEES					173 675.81
3200	STRUCTURES ET REVÊTEMENTS DE TROTTOIRS ET D'ÎLOTS					
3210	REVETEMENTS DE TROTTOIR					
3211	Revetement en Béton Désactivé sur Trottoir	M2	839.00	1 150.00	46.35	38 887.65
3212	Revetement en Béton Désactivé sur Trottoir Circulé (entrée charretiere et entre alignements d'arbres)	M2	806.00	750.00	59.74	48 150.44
3213	Revetement en pierre sur trottoir ou îlot (Grand Cœur)	M2	0.00	0.00	169.05	0.00
3214	Revetement pavé	M2	0.00	0.00	130.20	0.00
3215	Traitement Anti Taches	M2	1645.00	1 900.00	10.30	16 943.50
PN 3216	Fourniture et mise en place d'un sable de pignan JAUNE stabilisé au roloc à l'intérieur des fosses d'arbres	U	23.00	0.00	163.00	3 749.00
3220	CADRE METALLIQUE					
3221	Cadre métallique 60cm x 60 cm	U	0.00	20.00	161.12	0.00
3222	3232 - Cadre métallique 150cm x 150 cm	U	0.00	2.00	241.40	0.00
	Total 3200 STRUCTURES ET REVÊTEMENTS DE TROTTOIRS ET D'ÎLOTS					107 730.59
3300	GENIE CIVIL - FONDATIONS d'OUVRAGES DIVERS					
3310	FONDATIONS					
3311	Fourniture et mise en remblais de matériaux type GNT 0/31,5	M3	197.13	105.00	38.00	7 490.94
3312	Béton B25 de fondation sous revêtement dalles béton ou pierre	M3	188.00	84.00	196.56	36 953.28
3313	Muret	ML	235.00	84.00	175.18	41 167.30
	Total 3300 GENIE CIVIL - FONDATIONS d'OUVRAGES DIVERS					85 611.52
3400	BORDURES					
3410	BORDURES BETON					
3411	Bordure Béton Type T3 provision chaussée provisoire	ML	30.00	300.00	12.87	386.10
3412	Bordure Béton Type CC1 (Caniveau double pente) - provision	ML	0.00	20.00	40.18	0.00
3413	Dalles Podo Dactiles - provision	ML	0.00	50.00	86.37	0.00
3420	BORDURES PIERRE SPECIFIQUES					
3421	Bordure 40x40 (avec vue et arrasée)	ML	136.00	370.00	220.31	29 962.16
3422	Bordure braise	ML	435.00	250.00	183.08	79 639.80
3430	BORDURES PIERRE (GRAND CŒUR)					
3431	Dalles Podo Dactiles	ML	20.00	100.00	322.82	6 456.40
3432	Bordure Pierre de largeur 30 cm	ML	0.00	45.00	157.79	0.00
3433	Bordure Pierre de largeur 20 cm	ML	218.00	250.00	76.58	16 694.44
3434	Bordure Pierre Type CC1	ML	0.00	15.00	120.47	0.00
3435	Bande structurante de largeur variable (maxi 100 cm) en bord de facade à rescier	ML	410.00	470.00	137.32	56 301.20
3436	Bordure Pierre Escalier Largeur 30cm	U	0.00	15.00	119.28	0.00
PN 3437	Plus value pour fabrication de pierre de GLO bouchardées avec méplat et 1/4 de rond	ML	435.00	0.00	54.98	23 916.30
3450	ENTOURAGE D'ARBRES					
3451	Entourage d'arbres en bordure 20x30 pierre	U	23.00	23.00	2 045.70	47 051.10
3452	Grille d'entourage d'arbre	U	23.00	23.00	1 493.50	34 350.50

Détail estimatif après avenant n°1
VILLE DE MONTPELLIER
Requalification du Boulevard du Jeu de Paume

N° Prix	Désignation	Unité	Quantité TOTALE Réalisée	Quantité Marché	Prix Unitaire	Montant Réalisé
PN 3453	Plus value pour rainurage des planches d'entourages d'arbres et traitement avec verni antitache	U	23.00	0.00	119.71	2 753.33
	Total 3400 BORDURES					297 511.33
3500	SIGNALISATION HORIZONTALE - MARQUAGE					
3510	MARQUAGE VOIRIE - LIGNES					
3511	Ligne Type Continue de largeur 2u (10cm)	ML	896.00	200.00	2.32	2 078.72
3512	Ligne d'effet de feux Type T'2 de largeur 15 cm	ML	20.00	20.00	1.75	35.00
3513	Ligne de "STOP" Type Continue de largeur 50 cm	ML	10.00	15.00	10.81	108.10
3514	Ligne "CEDEZ LE PASSAGE" Type T'2 de largeur 50 cm	ML	0.00	15.00	6.69	0.00
3515	Bandes pour passage piétons	M2	205.50	50.00	12.67	2 603.69
3516	Zebra, ilots, peinture de surface	M2	0.00	20.00	16.48	0.00
3520	MARQUAGE VOIRIE - FIGURINES					
3521	Fleche simple	U	20.00	5.00	26.78	535.60
3522	Figurine Handicapé (2 petites + 1 grande)	U	3.00	5.00	101.97	305.91
3523	Mention livraison	U	3.00	20.00	37.08	111.24
3524	Bande d'éveil et de vigilance	ML	0.00	90.00	35.02	0.00
3530	MARQUAGE BUS					
3531	Mention BUS	U	12.00	5.00	77.25	927.00
3532	Arret de bus de couleur Jaune	ML	0.00	60.00	3.19	0.00
3540	EFFACEMENT MARQUAGE					
3541	Effacement de la peinture par peinture noire	M2	159.00	20.00	7.11	1 130.49
	Total 3500 SIGNALISATION HORIZONTALE - MARQUAGE					7 835.75
3600	SIGNALISATION VERTICALE					
3610	PANNEAU D'OBLIGATION					
3611	Panneau de gamme petite	U	7.00	3.00	100.94	706.58
3620	PANNEAU D'INDICATION					
3621	Panneau de gamme petite	U	6.00	3.00	91.67	550.02
3630	PANNEAU DE PRIORITE					
3631	Panneau de gamme petite	U	0.00	3.00	113.30	0.00
3640	PANNEAU DE DANGER					
3641	Panneau de gamme petite	U	0.00	3.00	92.70	0.00
3650	PANONCEAU					
3651	Panonceau	M2	6.00	6.00	468.65	2 811.90
3660	SUPPORT DE PANNEAU					
3661	Support de panneau de police	U	14.00	10.00	56.65	793.10
3662	Support de 2 panneaux de police	U	2.00	6.00	66.95	133.90
3663	Plus-value pour support de panneau fusible	U	0.00	6.00	84.46	0.00
3670	AUTRES PANNEAUX					
3671	Plaque de rue ; Numéro de rue	U	0.00	2.00	185.40	0.00
PN 3672	Fourniture et pose de clou inox	U	70.00	0.00	27.60	1 932.00
	Total 3600 SIGNALISATION VERTICALE					6 927.50
4100	SERIE 4000 SOUS ENSEMBLE 4 REVETEMENTS DIVERS					
4131	Bande structurante de carrefour L=20 cm	ML	0.00	30.00	32.96	0.00
4132	Bande Structurante de Passage Piéton L=15 cm	ML	0.00	70.00	27.81	0.00
	Total 4100 REVETEMENTS DIVERS					0.00
5200	SERIE 5000 SOUS ENSEMBLE 5- ESPACES VERTS ET ARROSAGE)					
5210	MATERIAUX TERREUX POUR LES ESPACES VERTS					
	REMPLACEMENT D'UNE PARTIE DU MELANGE DRAINANT TERRE-PIERRE PAR DU MELANGE TERREUX					
5211	Exécution d'un trou dans le mélange drainant terre-pierre et évacuation (quantité "en place")	M3	23.00	23.00	15.45	355.35
5212	Fourniture et mise en place de mélange terreux pour les palmiers en mélange terre-pierre (quantité "en place")	M3	23.00	23.00	28.84	663.32
5300	VEGETAUX		0.00			
5310	FOURNITURE ET PLANTATION D'ARBRES		0.00			
5311	Washingtonia robusta 550/600 stipe CT en motte cir;1,50m mini	U	23.00	23.00	772.50	17 767.50
5400	ACCESSOIRES A LA PLANTATION		0.00			
5410	FOURNITURE ET MISE EN ŒUVRE DES DRAINS INDIVIDUELS POUR LES ARBRES		0.00			

Détail estimatif après avenant n°1
VILLE DE MONTPELLIER
Requalification du Boulevard du Jeu de Paume

N° Prix	Désignation	Unité	Quantité TOTALE Réalisée	Quantité Marché	Prix Unitaire	Montant Réalisé
5411	Drain annelé perforé de diamètre 50 et de 5 m de long pour les arbres	U	23.00	23.00	41.20	947.60
5420	FOURNITURE ET MISE EN ŒUVRE DU GUIDES RACINES		0.00			
5421	Guide-racines Ht 1,50m mini	U	23.00	23.00	25.75	592.25
5430	FOURNITURE ET MISE EN ŒUVRE DE HAUBANNAGE		0.00			
5431	Hubannage Palmiers sur treillis soudé	23	23.00	23.00	206.00	4 738.00
5440	AMENDEMENTS ET ENGRAIS		0.00			
5441	Amendements organiques (12 kg / unité d'arbre)	KG	276.00	276.00	1.54	425.04
5442	Engrais minéral 10/8/8 + 4 (1kg/m3)	KG	23.00	23.00	1.03	23.69
5450	FOURNITURE ET MISE EN ŒUVRE DES PAILLAGES		0.00			
5451	Paillage en gravier concassé ocre clair en pieds des arbres sur sol minéralisé, sans grille d'arbre.	M2	55.00	55.00	7.21	396.55
5500	ALIMENTATION EN EAU		0.00			
5511	Piquage après nouveau compteur	FFT	0.00	1.00	515.00	0.00
5512	Abonnement compteur jusqu'à fin période de parfait achèvement	FFT	0.00	1.00	1 545.00	0.00
5513	TRANCHEES POUR POSE DE CANALISATIONS D'ARROSAGE	ML	0.00	210.00	5.15	0.00
5514	LIT DE POSE EN SABLE ET REMBLAI DES TRANCHEES ET CALAGE DES CONDUITES	ML	0.00	210.00	1.54	0.00
5515	REMBLAI EN GNT SOUS VOIRIES	ML	0.00	210.00	5.15	0.00
5516	Fourreaux DN 200 sous voirie pour conduites d'arrosage	ML	0.00	210.00	5.15	0.00
5517	Conduites d'arrosage - Tubes PeHd DN 32mm	ML	0.00	210.00	4.12	0.00
5518	GRILLAGE AVERTISSEUR	ML	0.00	210.00	0.51	0.00
5519	Bouches d'arrosage DN 25	U	0.00	4.00	257.50	0.00
5600	DOSSIER SPECIFIQUE DES OUVRAGES EXECUTES	U	1.00	1.00	309.00	309.00
5700	PARACHEVEMENT DES PLANTATIONS					
5711	Parachèvement d'arrosage manuel à la tonne à eau	MOIS	1.00	11.00	309.00	309.00
5712	Parachèvement de la fertilité y/c lutte biologique intégrée & taille	MOIS	1.00	11.00	51.50	51.50
5713	Parachèvement des plantations et garantie de reprise	MOIS	1.00	11.00	82.40	82.40
5800	CONFORTEMENT DES PLANTATIONS					
5811	Confortement d'arrosage manuel à la tonne à eau	U.TRI	4.00	4.00	1 030.00	4 120.00
5812	Confortement de la fertilité y/c lutte biologique intégrée & taille	U.TRI	4.00	4.00	154.50	618.00
5813	Parachèvement des plantations et garantie de reprise	U.TRI	4.00	4.00	226.60	906.40
PN 5900	Fourniture et mise en œuvre de drains non prévus dans le platelage bois d'entourage d'arbres	U	23.00		239.60	5 510.80
	Total SERIE 5000 SOUS ENSEMBLE 5- ESPACES VERTS ET ARROSAGE)					37 816.40
	SERIE 6000 SOUS ENSEMBLE 6 - RESEAUX HUMIDES DEVIES					
6100	PRIX GENERAUX					
6101	Dossier des Ouvrages conformes à l'Exécution	FFT	1.00	1.00	7 270.45	7 270.45
6102	Signalisation, balisage, barrièrage, maintien des accès	FFT	1.00	1.00	11 489.10	11 489.10
6103	Réfection provisoire des revêtements de surface après travaux	FFT	1.00	1.00	23 427.00	23 427.00
PN 6104	Plus value pour la mise en place des moyens nécessaire de façon à ne pas rallonger les délais de livraison du chantier ,de façon à palier à l'intervention de l'agglo sur le réseau unitaire coté centre historique en partie haute	FFT	1.00	0.00	43 579.68	43 579.68
	Total 6100 PRIX GENERAUX					85 766.23
6200	TERRASSEMENT VOIRIE					
6201	Démolition d'ouvrages existants	M3	414.00	184.00	42.47	17 582.58
6202	Terrassement dans terrain ordinaire	M3	2488.15	2 101.00	25.65	63 821.05
6203	Terrassement dans rocher franc	M3	0.00	221.00	29.93	0.00
6204	Démolition de chaussée	M2	899.50	869.00	6.18	5 558.91
6205	Découpe de chaussée	ML	601.60	752.00	2.85	1 714.56
6206	Croisement d'un réseau existant de largeur inférieure ou égale à 0,5 m	U	107.00	103.00	115.90	12 401.30
6207	Croisement d'un réseau existant de largeur supérieure à 0,5 m	U	15.00	27.00	192.85	2 892.75
6208	Soutènement de réseau existant	ML	323.00	321.00	7.60	2 454.80
6209	Blindage d'une tranchée hS 1,30 m	ML	301.10	0.00	14.00	4 215.40

Détail estimatif après avenant n°1
VILLE DE MONTPELLIER
Requalification du Boulevard du Jeu de Paume

N° Prix	Désignation	Unité	Quantité TOTALE Réalisée	Quantité Marché	Prix Unitaire	Montant Réalisé
6210	Blindage d'une tranchée 1,30 < h < 2,50 m	ML	301.10	0.00	15.30	4 606.83
6211	Blindage d'une tranchée 2,50 < h < 4,00 m	ML	309.90	343.00	21.90	6 786.81

Détail estimatif après avenant n°1
VILLE DE MONTPELLIER
Requalification du Boulevard du Jeu de Paume

N° Prix	Désignation	Unité	Quantité TOTALE Réalisée	Quantité Marché	Prix Unitaire	Montant Réalisé
6212	Blindage d'une tranchée h > 4,00 m.	ML	0.00		70.00	0.00
6214	Tout venant de carrière 0/31,5 mm ou 14/20 mm	M3	1411.54	1 060.00	24.70	34 865.04
6215	Matériau d'enrobage des conduites	M3	751.68	647.00	27.55	20 708.78
6226	Dépose de bordure de trottoir	ML	239.70	321.00	11.50	2 756.55
6227	Remise à niveau de tampon de regard	U	35.00	16.00	171.10	5 988.50
6228	Remise à niveau de bouche à clé	U	0.00	4.00	54.25	0.00
						186 353.86
6300	GENIE CIVIL					
6302	Béton C 25/30	M3	118.84	85.00	202.35	24 047.27
6303	Béton C35/40	M3	53.55	55.00	254.22	13 613.48
6306	Coffrage soigné	M2	472.97	385.00	51.02	24 130.93
6308	Aciers pour béton armé	KG	8486.30	6 600.00	2.28	19 348.76
6309	Béton de remblai liquide	M3	80.18	89.00	162.83	13 055.71
6315	Construction d'un branchement particulier d'eaux usées	U	26.00	29.00	1 596.00	41 496.00
6316	Plus-value au prix de branchement particulier d'eaux usées	ML	0.00	40.00	183.83	0.00
6317	Construction, sur branchement particulier, d'un regard	U	26.00	29.00	172.90	4 995.40
6318	Construction d'un branchement d'avaloir	U	15.00	20.00	1 051.56	15 773.40
6319	Plus-value au prix de branchement d'avaloir	ML	0.00		450.00	0.00
6322	Regard de visite sur gravitaire neuf en béton DN 631 à DN 2000	U	4.00	8.00	3 611.52	14 446.08
6323	Regard de visite sur gravitaire existant en béton DN 631 à DN 2000	U	5.00	3.00	4 869.99	24 349.95
6324	Regard de visite sur gravitaire neuf DN 150 à DN 630	U	2.00	5.00	1 003.39	2 006.78
6325	Regard de visite sur gravitaire existant DN 150 à DN 630	U	2.00	4.00	4 499.39	8 998.78
6327	Plus-value par décimètre applicable aux prix de regards pour h > 3,0 m	DM	0.00	95.00	27.65	0.00
6329	Fourniture d'un tampon fonte	U	20.00	20.00	371.93	7 438.60
6331	Réalisation d'une attente bouchonnée 315 sur regard	U	6.00	10.00	138.99	833.94
6332	Plus value pour réalisation d'un regard à accès déporté	U	11.00	10.00	505.60	5 561.60
6340	Etude d'exécution des ouvrages béton armé	FFT	1.00	1.00	926.35	926.35
	Total 6300 GENIE CIVIL					220 523.04
6400	TRAVAUX DIVERS					
6401	Sondage dans terrain de toute nature	U	56.00	64.00	199.31	11 161.36
6407	Maintien en service d'un collecteur eaux usées existant	J	73.00	20.00	357.96	26 131.08
6408	Epuisement de venues d'eau de nappe débits 1 m3/h par ml	ML	0.00	343.00	24.22	0.00
6413	Plus value pour intervention sur conduite existante en amiante ciment	U	42.00	29.00	354.90	14 905.80
	Total 6400 TRAVAUX DIVERS					52 198.24
6500	FOURNITURE ET POSE DE CANALISATIONS D'ASSAINISSEMENT					
6529	6530 - Tuyaux PVC CR 8 DN 500 mm	ML	21.00	22.00	94.05	1 975.05
6533	Tuyau PRV, SN 10000, DN 400 mm	ML	0.00	11.00	147.25	0.00
6534	Tuyau PRV, SN 10000, DN 600 mm	ML	105.00	143.00	252.70	26 533.50
6535	Tuyau PRV, SN 10000, DN 800 mm	ML	123.00	146.00	382.85	47 090.55
6536	Tuyau PRV, SN 10000, DN 900 mm	ML	21.00	22.00	449.35	9 436.35
6537	Tuyau PRV, SN 10000, DN 1200 mm.	U	0.00	20.00	38.48	0.00
6540	Manchon inter - matériaux pour diamètre extérieur 250 mm	U	26.00	8.00	46.84	1 217.84
6541	Manchon inter - matériaux pour diamètre extérieur 300 mm.	U	0.00	6.00	90.06	0.00
	Total 6500 FOURNITURE ET POSE DE CANALISATIONS D'ASSAINISSEMENT					86 253.29

Détail estimatif après avenant n°1
VILLE DE MONTPELLIER
Requalification du Boulevard du Jeu de Paume

N° Prix	Désignation	Unité	Quantité TOTALE Réalisée	Quantité Marché	Prix Unitaire	Montant Réalisé
	RECAPITULATION					
	SERIE 1000 SOUS ENSEMBLE 1					
	<i>Total 1100 GENERALITES - DISPOSITIFS D'INSTALLATION</i>					388 109.17
	T.V.A. 19,6 %					76 069.40
	Montant T.T.C.					464 178.57
	<i>Total 1200 PREPARATION DE CHANTIER</i>					122 028.82
	T.V.A. 19,6 %					23 917.65
	Montant T.T.C.					145 946.47
	<i>Total SERIE 1000 SOUS ENSEMBLE 1</i>					510 137.99
	T.V.A. 19,6 %					99 987.05
	Montant T.T.C.					610 125.04
	SERIE 2000 SOUS ENSEMBLE 2					
	<i>Total 2100 TERRASSEMENTS, REMBLAIS, RESEAUX</i>					443 563.47
	T.V.A. 19,6 %					86 938.44
	Montant de l'offre T.T.C.					530 501.91
	<i>Total 2200 MULTITUBULAIRES ET RESEAUX SECS</i>					317 429.15
	T.V.A. 19,6 %					62 216.11
	Montant de l'offre T.T.C.					379 645.26
	<i>Total 2300 PETITS OUVRAGES DE GENIE CIVIL</i>					12 648.72
	T.V.A. 19,6 %					2 479.15
	Montant de l'offre T.T.C.					15 127.87
	<i>Total 2400 MACONNERIES - SERRURERIE - ENDUITS</i>					474.14
	T.V.A. 19,6 %					92.93
	Montant de l'offre T.T.C.					567.07
	<i>Total 2500 ASSAINISSEMENT</i>					114 722.07
	T.V.A. 19,6 %					22 485.53
	Montant de l'offre T.T.C.					137 207.60
	<i>Total SERIE 2000 SOUS ENSEMBLE 2</i>					888 837.55
	T.V.A. 19,6 %					174 212.16
	Montant T.T.C.					1 063 049.71
	SERIE 3000 SOUS ENSEMBLE 3					
	<i>Total 3100 STRUCTURES ET REVETEMENTS DE CHAUSSEES</i>					173 675.81
	T.V.A. 19,6 %					34 040.46
	Montant de l'offre T.T.C.					207 716.27
	<i>Total 3200 STRUCTURES ET REVÊTEMENTS DE TROTTOIRS ET D'ÎLOTS</i>					107 730.59
	T.V.A. 19,6 %					21 115.20
	Montant de l'offre T.T.C.					128 845.79
	<i>Total 3300 GENIE CIVIL - FONDATIONS d'OUVRAGES DIVERS</i>					85 611.52
	T.V.A. 19,6 %					16 779.86
	Montant de l'offre T.T.C.					102 391.38
	<i>Total 3400 BORDURES</i>					297 511.33
	T.V.A. 19,6 %					58 312.22
	Montant de l'offre T.T.C.					355 823.55
	<i>Total 3500 SIGNALISATION HORIZONTALE - MARQUAGE</i>					7 835.75
	T.V.A. 19,6 %					1 535.81
	Montant de l'offre T.T.C.					9 371.56
	<i>Total 3600 SIGNALISATION VERTICALE</i>					6 927.50

Détail estimatif après avenant n°1
VILLE DE MONTPELLIER
Requalification du Boulevard du Jeu de Paume

N° Prix	Désignation	Unité	Quantité TOTALE Réalisée	Quantité Marché	Prix Unitaire	Montant Réalisé
	T.V.A. 19,6 %					1 357.79
	Montant de l'offre T.T.C.					8 285.29
	Total SERIE 3000 SOUS ENSEMBLE 3					679 292.50
	T.V.A. 19,6 %					133 141.33
	Montant T.T.C.					812 433.83
	SERIE 4000 SOUS ENSEMBLE 4					
	Total 4100 REVETEMENTS DIVERS					0.00
	T.V.A. 19,6 %					0.00
	Montant de l'offre T.T.C.					0.00
	Total SERIE 4000 SOUS ENSEMBLE 4					0.00
	T.V.A. 19,6 %					0.00
	ttc					0.00
	Total SERIE 5000 SOUS ENSEMBLE 5- ESPACES VERTS ET ARROSAGE)					37 816.40
	T.V.A. 19,6 %					7 412.01
	Montant T.T.C.					45 228.41
	SERIE 6000 SOUS ENSEMBLE 6 - RESEAUX HUMIDES DEVIES					
	Total 6100 PRIX GENERAUX					85 766.23
	T.V.A. 19,6 %					16 810.18
	Montant de l'offre T.T.C.					102 576.41
	Total 6200 TERRASSEMENT VOIRIE					186 353.86
	T.V.A. 19,6 %					36 525.36
	Montant de l'offre T.T.C.					222 879.22
	Total 6300 GENIE CIVIL					220 523.04
	T.V.A. 19,6 %					43 222.52
	Montant de l'offre T.T.C.					263 745.56
	Total 6400 TRAVAUX DIVERS					52 198.24
	T.V.A. 19,6 %					10 230.86
	Montant de l'offre T.T.C.					62 429.10
	Total 6500 FOURNITURE ET POSE DE CANALISATIONS D'ASSAINISSEMENT					86 253.29
	T.V.A. 19,6 %					16 905.64
	Montant de l'offre T.T.C.					103 158.93
	Total SERIE 6000 SOUS ENSEMBLE 6 - RESEAUX HUMIDES DEVIES					631 094.66
	T.V.A. 19,6 %					123 694.55
	Montant T.T.C.					754 789.21
	Total DGD Requalification du Boulevard du Jeu de Paume entre la place Edouard Adam et la rue Marceau					2 747 179.10
	T.V.A. 19,6 %					538 447.10
	DGD Montant T.T.C.					3 285 626.20
	Montant marché de base H.T					2 700 280.10
	Montant de l'avenant H.T					46 899.00
	T.V.A avenant 19.6%					9 192.20
	Montant de l'avenant T.T.C					56 091.20

Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Marché n° 0G832111 relatif à "l'Enlèvement des graffitis et de l'affichage sauvage, nettoyage de mobilier urbain et d'ouvrages d'art". Autorisation de signer l'avenant

Max LEVITA rapporte :

Une consultation n° 3D0173 a été lancée le 31 mai 2013 selon la procédure d'appel d'offres européen ouvert dans le but de relancer le marché « enlèvement des graffitis et de l'affichage sauvage, nettoyage du mobilier urbain et ouvrages d'art ».

Cette consultation a été déclarée sans suite au motif que les candidats n'ont pas respecté les prescriptions imposées au règlement de consultation. L'analyse des offres a démontré une incompréhension des candidats sur une partie de l'analyse des critères (cohérence entre prix et mémoire technique) rendant celle-ci difficile à effectuer dans des conditions satisfaisant les principes de la commande publique.

Afin de ne pas interrompre la continuité du service public et en attendant l'attribution du futur appel d'offres, il y a lieu de prolonger la durée du marché actuel de 3 mois par un avenant.

Il est à noter que le montant maximum, des prestations à bons de commande n'est pas atteint ; quant aux prestations à prix forfaitaires, le nouveau montant s'élève pour les 3 mois du marché, à 218 747, 43 € HT (prix marché de base), soit 231 930, 03 € HT (avec révisions de prix), soit une augmentation de 8, 84 %.

Lors de la réunion du 5 novembre 2013, la Commission d'appel d'offres a donné un avis favorable à la passation de cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser Mme le Maire, ou M. l'Adjoint Délégué, à signer l'avenant au marché n° 0G832111 en cours « enlèvement des graffitis et de l'affichage sauvage, nettoyage du mobilier urbain et ouvrages d'art ».

- D'autoriser Mme le Maire ou M. l'Adjoint Délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

PROJET D'AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de Montpellier
1 place Georges FRECHE
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Représenté par
Madame Le Maire

Titulaire du marché :

CIEL VERT
Représenté par
Monsieur le Directeur

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :

ENLEVEMENT DES GRAFFITIS ET DE L'AFFICHAGE SAUVAGE, NETTOYAGE DE MOBILIER URBAIN ET D'OUVRAGES D'ART

N° du marché :

0G832111

Notifié le :

31 décembre 2010

Montant initial du marché :

Montant HT : 874 990,00 Euros

Date d'examen du projet d'avenant par la Commission d'appels d'offres : 05/11/2013

Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet de modifier le délai d'exécution du contrat pour le motif suivant :

Une consultation lancée le 31 mai 2013 selon la procédure d'appel d'offres européen a été déclarée sans suite pour le motif suivant : les candidats ne respectent pas les prescriptions imposées au règlement de consultation. L'analyse des offres a démontré une incompréhension des candidats sur une partie des critères d'analyse (cohérence entre prix et mémoire technique) rendant celle-ci difficile à effectuer dans des conditions satisfaisant les principes de la commande publique.

Afin de ne pas interrompre la continuité du service public et en attendant l'attribution du futur appel d'offres, il y a lieu de prolonger la durée du marché actuel par un avenant.

ARTICLE 2

Le délai initial est prolongé de 3 mois.

Le montant maximum des prestations à bons de commande n'est pas atteint, quant aux prestations à prix forfaitaires le nouveau montant s'élève pour les 3 mois à 218 747,43 € prix marché de base, soit 231 930,03 € révisé hors taxes, représentant une augmentation de 8,84%.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

40 mois.

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A Montpellier le

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué

Serge FLEURENCE

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le



VILLE DE MONTPELLIER
DIRECTION DE L'ESPACE URBAIN
1, Place Georges Frêche
34064 MONTPELLIER CEDEX 2

**ENLEVEMENT DES GRAFFITIS ET DE L'AFFICHAGE
SAUVAGE, NETTOYAGE DE MOBILIER URBAIN ET
D'OUVRAGES D'ART**

MARCHE N° 0G832111

Rapport d'avenant

1. OBJET DU MARCHE

1.1. NATURE DES PRESTATIONS

ENLEVEMENT DES GRAFFITIS ET DE L’AFFICHAGE SAUVAGE, NETTOYAGE DE MOBILIER URBAIN ET D’OUVRAGES D’ART

Ce marché a été attribué à l’entreprise Ciel vert par décision du conseil municipal n° 559, le 13 décembre 2010.

Ce marché de 3 ans à prix global et forfaitaire comprend aussi des prestations occasionnelles de traitements de portes, volets, devantures et autres surfaces. Ces prestations font l’objet de bons de commandes (ordres de services) dont les montants sont compris entre un minimum et un maximum annuels définis tels que :

Seuil minimum annuel : 42 000€ HT

Seuil maximum annuel : 200 000€ HT

1. OBJET DE L’AVENANT

Une consultation a été lancée le 31 mai 2013 selon la procédure de l'appel d'offres européen ouvert. Cet appel d'offre n° 3D0173, « enlèvement des graffitis et de l’affichage sauvage, nettoyage de mobilier urbain et d’ouvrages d’art » a été publié le 31 mai 2013 au J.O.U.E ., au B.O.A.M .P et au Moniteur.

L’adjoint délégué, a ouvert le 18 juillet 2013 les plis des quatre candidats.

Les candidatures étaient les suivantes :

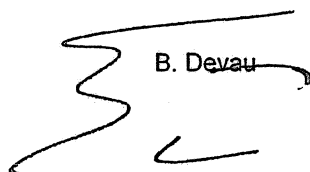
- DECAP’EXPRESS, 9 rue du Maréchal de Lattre de Tassigny, 69 330 Meyzieu.
- STOP GRAFF, 58 rue Léon Blum, 59 370, Mons en Bareuil
- SUD SERVICE, parc d’activité de la Garrigue, 34 171, Castelnau le Lez
- CIEL VERT, parc de la Méditerranée, 34 470 Pérols

Cette consultation a été déclarée sans suite pour le motif suivant : les candidats ne respectent pas les prescriptions imposées au règlement de consultation. L'analyse des offres a démontré une incompréhension des candidats sur une partie des critères (cohérence entre prix et mémoire technique) d'analyse rendant celle-ci difficile à effectuer dans des conditions satisfaisant les principes de la commande publique.

Afin de ne pas interrompre la continuité du service public et en attendant l'attribution du futur appel d'offres, il y a lieu de prolonger la durée du marché actuel de 3 mois par un avenant.

Le montant maximum des prestations à bons de commande n'est pas atteint, quant aux prestations à prix forfaitaires le nouveau montant s'élève pour les 3 mois à 218 747.43€ prix marché de base, soit 231 930.03 € révisé Hors Taxes, représentant une augmentation de 8.84%.

Le directeur de l'espace public

 B. Devau

Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Bourse Initiatives Jeunes 2013 Participation de la Ville

Michel PASSET rapporte :

La Ville de Montpellier, avec la mise en place de la Bourse Initiatives Jeunes par son Service Jeunesse, témoigne de l'intérêt qu'elle porte à sa jeunesse.

La Bourse Initiatives Jeunes est une aide financière qui vise à soutenir toutes les actions et les initiatives permettant l'intégration et l'implication de la jeunesse. Elle est destinée aux jeunes de 16 à 29 ans résidant à Montpellier.

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale et le vivre ensemble à Montpellier. Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels ou associatifs.

Le dossier doit comporter une présentation du projet et son budget. Outre l'intérêt du projet pour qu'une action soit éligible, le candidat doit faire appel à d'autres financeurs.

Les attributions sont établies conformément au règlement interne joint à la délibération du Conseil Municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois de novembre, il vous est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2013 du Service Jeunesse (nature 6714, fonction 924222, CRB : 140, ligne de crédit 1938) la somme de **5 500 €**, et de la répartir de la manière suivante :

Dorothee Lasne, salariée

« A la rencontre des paysannes du Sud-Est asiatique »

Destination monde

Partir à la rencontre des paysannes d'Asie du Sud Est pour appréhender et mieux comprendre le rôle des femmes dans les systèmes agraires traditionnels. De ce périple de 6 mois, un récit graphique verra le jour ainsi qu'une conférence débat sur la place de la femme dans l'agriculture.

Montant proposé : 1 000 €

Margot Dyen, étudiante

« Jouons nous avec la terre ? »

Production culturelle

Réaliser un film sur les acquisitions de terres en Indonésie où les mines de charbon envahissent l'espace agricole afin de sensibiliser le grand public lors de soirées-débat.

Montant proposé : 800 €

Viviane Inckot Morteau, étudiante

« *JABUTICABA* »

Production culturelle

Réaliser un solo de danse contemporaine explorant plusieurs points de vue sur le fait d'être étranger dans un autre pays.

Montant proposé : 400 €

Elise Grenon, en recherche d'emploi

« *Sur les ailes des abeilles* »

Destination monde

Partir à la rencontre des apiculteurs entre l'Europe et l'Amérique Latine afin de recueillir des témoignages et de sensibiliser les jeunes à l'environnement.

Montant proposé : 1 000 €

Simon Ronceray, étudiant en agronomie

« *Agrovélocités: l'agriculture urbaine européenne, à vélo !* »

Destination monde

Partir à vélo à travers l'Europe pour aller à la rencontre des personnes qui font de l'agriculture urbaine et partager ce mode d'agriculture avec les montpelliérains.

Conférences débat.

Montant proposé: 600 €

Romain Bollon, en recherche d'emploi

« *Ecovolontariat au Galapagos* »

Destination monde

Participer à la protection de la biodiversité des îles Galapagos et travaux de recherches sur la faune et la flore.

Nettoyage des côtes du littoral et sensibilisation sur les problèmes environnementaux.

Immersion dans la culture des îles et leurs habitants. Retour sur carnet de voyage, photographies.

Montant proposé : 1 200 €

Manon Constanty, étudiante en 2^{ème} année ingénieur en agronomie

« *Transatlantique en solidaire* »

Destination monde

Construction d'un éco-village en Guadeloupe avec mise en place d'un mode de vie alternatif aux côtés d'associations locales.

Développer un mode de vie et de voyage respectueux de l'environnement.

Montant proposé : 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter la répartition figurant ci-dessus pour un montant total de **5 500 €**,
- d'attribuer aux différents candidats les subventions correspondantes sur les crédits inscrits à la fonction 924 222, nature 6714, CRB 140, ligne de crédit 1938, budget 2013,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour être en conformité, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 novembre 2013

Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

Absents :

Marie-Josée AUGE-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

COMEDIE DES BOUQUINISTES Changement de fréquence du Marché Passage d'un cycle mensuel en cycle hebdomadaire -

Michel ASLANIAN rapporte :

En juin 1997, la « Comédie des Bouquinistes » a été créée sur l'espace piétonnier de la rue des Etuves. Ce marché aux livres anciens et d'occasion a été depuis quelques années transféré sur l'Esplanade Charles de Gaulle et s'y déroule chaque dernier samedi du mois.

Devant le succès de ce marché et en accord avec l'association « La mémoire du Livre » qui fédère les exposants, la Ville souhaite passer d'un marché mensuel à un marché hebdomadaire.

Les membres de la Commission Municipale des Marchés réunie le 7 octobre 2013 ont émis un avis favorable à cette demande.

Il est proposé l'organisation suivante du marché afin de répondre aux attentes des commerçants et de renforcer l'attractivité de ce rendez-vous et lui donner un nouvel essor commercial :

3 (ou 4) samedis dans le mois : 10 exposants

Dernier samedi du mois : 20 exposants

L'arrêté réglementant ce marché reprendra et précisera les prescriptions concernant les horaires, l'esthétique de l'étal et des parasols : une attention toute particulière sera portée sur l'esthétique et la qualité des matériels utilisés par les commerçants ainsi que leur homogénéité sur l'ensemble du marché.

En conséquence il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver le passage du marché « Comédie des Bouquinistes » en cycle hebdomadaire, les samedis.
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document utile à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 26 novembre 2013

Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

MARCHE DE PLEIN AIR PORT MARIANNE Déplacement de la Place de Phocée vers la Place Thermidor Extension des horaires d'ouverture du marché au samedi -

Michel ASLANIAN rapporte :

Le marché Port Marianne a été créé sur la place de Phocée lors du conseil municipal du 29 mars 2010. Entre 15 et 20 commerçants pouvaient être accueillis sur le site sur des emplacements de 6m². Le marché devait se tenir les jeudis après-midi.

Il se trouve que le positionnement du marché, les horaires et le manque de commerçants n'ont pas permis à ce marché de prendre son essor.

La Ville soucieuse de soutenir un développement commercial, fort, dans le quartier Port Marianne souhaite :

-dynamiser l'offre du marché en changeant le positionnement de ce marché pour offrir une visibilité commerciale plus importante

-adapter les horaires du marché aux attentes de la population du quartier en proposant une nouvelle journée, les samedis matins en plus du jeudi comme précédemment.

Lors de la Commission Municipale des Marchés en date du 7 octobre 2013, les membres de la Commission des marchés ont émis un avis favorable à ces changements de lieu et d'horaires. Entre 15 et 20 commerçants pourront être accueillis sur un site qui bénéficiera d'une grande exposition (marché situé à proximité de l'arrêt de tramway Port Marianne).


L'ouverture du marché Port Marianne – Place Thermidor pourra avoir lieu fin décembre. L'arrêté réglementant ce marché précisera les prescriptions concernant les horaires, les conditions de stationnement, l'esthétique de l'étal, des parasols et les conditions d'élimination des déchets : une attention toute particulière sera portée sur l'esthétique et la qualité des matériels utilisés par les commerçants ainsi que leur homogénéité sur l'ensemble du marché.

En conséquence il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver le déplacement du marché de plein air de PORT MARIANNE de la place de Phocée vers la place Thermidor.
- D'approuver la demande d'extension du marché au samedi matin en plus du jeudi.
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document utile à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 novembre 2013

Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

HALLES LAISSAC Mesures d'exonération Décision Autorisation

Michel ASLANIAN rapporte :

Mercredi 14 Aout 2013, le parking des Halles LAISSAC a été fermé suite à des dégâts occasionnés par une plaque de béton qui s'est effritée dans la rampe d'accès et qui est tombée dans le local de stockage des Halles.

Aussitôt une décision de sécurisation du site a été prise en commun par la Ville de Montpellier, propriétaire des Halles LAISSAC et la TaM, gestionnaire du parc de stationnement entraînant la fermeture du parking dès le 14 août et pour une période de deux mois.

En effet, suite aux expertises réalisées, des travaux de mise en sécurité ont été entrepris dans les meilleurs délais. Les travaux ont duré trois semaines dont une fermeture totale des Halles pendant une semaine.

Compte tenu de l'impact de la fermeture du parking et des nuisances liées aux travaux, il est proposé que la Ville puisse accompagner les commerçants par une mesure d'exonération du loyer et des charges pour le 4^{ème} trimestre 2013.

La perte de recettes pour la Ville est estimée à 21165 Euros (loyers 17592,96 € ; charges 3572,80 €).

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De décider d'exonérer du loyer et des charges l'ensemble des 23 commerçants locataires visés à l'annexe 1 d'un étal aux Halles LAISSAC pour le 4^{ème} trimestre 2013,
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document utile à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 26 novembre 2013

106

HALLES LAISSAC : LISTE DES
COMMERCANTS

N° Etal	NOM	PRENOM	ACTIVITE	SURFACE
0	CASELLI	Lory	olives et légumes secs	18,70
1	CRETEUR	Corinne	commerce de détails vin, café, buvette	34,20
2	MARTINEZ	Jean Raphael	charcuterie et viande de porc	17,00
3	MENU	Philippe	boucherie-chevaline	13,40
4 et 5	Vide			19,80
6	NEVADO	William	fruits et légumes	33,20
7	CHRISTOFOLI	Dominique	fruits et légumes, confitures, jus de fruits frais	18,80
8	SAYSSET	Patrice	poissonnerie	24,00
9	BRU - GUIRAUD	Isabelle	Boucherie/Charcuterie/ Triperie et Volaille	15,00
10	BOMY	Thierry	Fromage-Produits laitiers	14,70
11	SNC PANIER JARDIN	Lens Bruno	fruits et légumes	19,60
12	BESTIEU	Yvan	charcuterie	11,60
13	Vide			36,70
14	PIC	Jean Michel	fruits et légumes	22,60
15	PONS	Alain	Boucherie	25,40
16	CAPON	Olivier	olives, fruits secs et condiments	21,50
17	CHARIF	Adile	pizzeria, snack, salades	23,20
18	KAOUK	Maher	Traiteur Libanais	24,20
19	KORID	Nadia	Sandwicherie/Point chaud/Pain	25,80
20	ARGIOLAS	Emilie	Fleuriste	26,60
21	SNC PANIER JARDIN	Lens Robert	fruits et légumes	19,00
22	BRUME	Jean	boucherie	13,50
23	ARNAL - Sarl O Délices de la Mer	Valérie	poissonnerie, coquillages	29,60
24	Vide			18,70
25	RAVESE	Agostino	brandade de morue et pâtes fraîches	22,80
26	BOUHALI	Aziz	boucherie/Poulets rôtis Halal	18,40
	SURFACE OCCUPEE ET FACTUREE			492,80
	TOTAL SURFACE			568,00

Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Convention de partenariat du dispositif "Chèque parking" Autorisation de signer l'avenant n°2

Michel ASLANIAN rapporte :

La Ville de Montpellier met en œuvre différentes actions et dispositifs concourant au renforcement de l'attractivité du centre-ville et de ses commerces.

La mise en place en décembre 2009 de l'opération Chèque parking, en partenariat avec la Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier et les exploitants des parcs de stationnement du centre-ville, permet aux commerçants de fidéliser leur clientèle et de faire un geste commercial.

Le dispositif Chèque parkings connaît un réel succès depuis et à ce jour plus de 500 commerçants du centre-ville sont partenaires de l'opération.

En 2012, plus de 26 500 chèques parkings ont été utilisés dans les différents parcs de stationnement du centre-ville.

Il est proposé d'autoriser la signature d'un avenant à la convention de partenariat du dispositif Chèque parking initialement adoptée lors du conseil municipal du 14 décembre 2009 et qui stipule dans son article 12 les modalités de modification.

Par le présent avenant, le dispositif Chèque parking est étendu aux parcs de stationnement de Port-Marianne. La Ville, attentive aux équilibres économiques de son territoire, souhaite soutenir l'activité commerciale de ce quartier.

A ce titre, les chèques parkings seront désormais utilisables dans le parking de l'Hôtel de Ville desservant notamment les commerces de la place Georges Frêche et dans le parc provisoire du bassin Jacques Cœur avant son transfert au parking de la Mantilla actuellement en construction sur l'avenue Raymond Dugrand.

La répartition du financement de l'opération est inchangée, pour un chèque parking d'une valeur de 1 € : 0,30 € Ville / 0,30€ CCI / 0,30€ commerçant/ 0,10€ exploitant du parking.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'autoriser Madame le Maire, ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer l'avenant n°2 à la convention de partenariat du dispositif Chèque parking
- D'autoriser Madame le Maire, ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait en forme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 novembre 2013

AVENANT n°2 – CONVENTION DE PARTENARIAT DU DISPOSITIF « CHEQUE PARKING »

Comme le prévoit l'article 12 de la convention de partenariat du dispositif « Chèque parking » adoptée en conseil municipal du 14 décembre 2009, le présent avenant vise à étendre le dispositif à deux nouveaux parcs de stationnement et à prendre en compte la dissolution de l'association Manager centre-ville.

ARTICLE 1 – Extension du dispositif chèque parking au parking de l'Hôtel de Ville et au parc de stationnement « Bassin Jacques Cœur ».

Les chèques parking émis dans le cadre de l'opération objet de la convention précitée sont utilisables dans deux nouveaux parkings dits du groupe 1 (matériel de péage permettant une prise un paiement direct avec les chèques parking) :

- Parking de l'Hôtel de Ville (quartier Port Marianne), dont le concessionnaire est la Sté EFFIA. C'est un parking de 682 places dont 446 dédiées au public, desservant l'Hôtel de Ville mais également les commerces de la place George Frêche et de ses environs.
- Parking du « Bassin Jacques Cœur », dont le concessionnaire est TaM. Ce parc en aérien offre une capacité de 70 places et dessert les établissements et commerces situés autour du bassin Jacques Cœur et sur l'avenue Raymond Dugrand. Ce parc est provisoire et restera en fonctionnement jusqu'à la mise en service du parking de la Mantilla qui le remplacera dans l'opération « Chèque parking ».

ARTICLE 2 - RECETTES

Compte tenu de la dissolution de l'association Manager centre-ville, l'article 4 de l'avenant n°1 prévoyant l'affectation des éventuelles recettes de l'opération Chèque parking à ladite association, est abrogé.

ARTICLE 3 –

Les autres articles de la convention et de l'avenant n°1 ne sont pas modifiés.

Montpellier, le

Pour Madame le Maire,

Monsieur le Président de la CCI de Montpellier

Monsieur l'adjoint délégué



Monsieur le directeur de TaM,

Monsieur le Directeur de la société EFFIA,

Monsieur le directeur de la société des
Parkings du Polygone

Monsieur le directeur de VINCI Park

Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Adhésion à l'association MediverCities

Jacques TOUCHON rapporte :

MediverCities est un réseau de gouvernements nationaux, sous-nationaux, d'autorités locales, d'institutions scientifiques et d'organisations internationales qui vise à améliorer la protection et la gestion de la biodiversité dans le bassin méditerranéen. MediverCities a pour objectif de faciliter la mise en œuvre des objectifs de la Convention sur la Diversité Biologique au niveau local dans la zone méditerranéenne.

Les objectifs de MediverCities sont les suivants :

- Protéger la biodiversité au niveau local grâce à la mise en œuvre des Stratégies Nationales et Plans d'Action Biodiversité de la CBD et autres conventions internationales ou régionales, ayant pour objet la conservation, l'usage durable de la biodiversité ainsi que le partage juste et équitable des bénéfices de son utilisation.
- Intégrer la biodiversité au cœur des politiques locales.
- Participer à la réduction de l'empreinte écologique des zones urbaines méditerranéennes
- Faciliter et catalyser le partage d'expérience entre les partenaires du réseau
- Promouvoir et défendre les intérêts des autorités et gouvernements locaux méditerranéens.

L'idée de ce réseau a vu le jour durant le premier atelier régional des Gouvernements Méditerranéens sur les Stratégies Nationales et Plans d'Actions qui s'est tenu à Montpellier du 17 au 19 janvier 2012. Suite à cette conférence, un comité directeur de création du réseau a été constitué. La Ville de Montpellier en partenariat avec le Secrétariat de la Convention sur la Diversité Biologique (CBD) et l'ICLEI-Gouvernements locaux se charge d'assurer le secrétariat du réseau dans la phase initiale de sa mise en œuvre.

L'implication de la Ville de Montpellier dans ce réseau fait suite aux engagements internationaux de la Ville en faveur de la Biodiversité (cf. Délibérations du conseil municipal n°2012/448 n°2012/88), dans le contexte du Plan Biodiversité de la Ville et notamment l'action n°16 du Plan « Diffusion des bonnes pratiques de gestion de la biodiversité ».

La conférence officielle de lancement de Medivercities s'est tenue à Sarajevo du 15 au 17 mai 2013. Organisée par le Canton de Sarajevo, la Ville de Montpellier et le secrétariat de la CBD, elle a rassemblé de nombreux participants issus des différentes rives de la Méditerranée.

Cette conférence a été l'occasion de renforcer la coopération régionale et de partager les expériences et outils pour la protection de la biodiversité et des services écosystémiques dans le bassin Méditerranéen.

Les participants ont signé ensemble la Déclaration de Sarajevo, s'engageant à lancer le réseau MediverCities. A ces fins l'association MediverCities a été créée, le bureau provisoire de l'association a été désigné à Sarajevo lors de l'assemblée générale constitutive et il a été proposé la constitution suivante:

Président: Maire de la Ville de Montpellier,

Vice-président: Président de la commune urbaine de Chefchaouen,

Vice-président: Président du Conseil Régional Languedoc-Roussillon.

Trésorier: Député Maire de la Ville de Fès,

Secrétaire: Ministre de l'aménagement du Territoire et de la protection de l'environnement du Canton de Sarajevo.

L'adhésion à l'association a été fixée à 50 euros par an et sera financé sur la section fonctionnement 928 au budget primitif 2013.

L'association MediverCities a été déclarée à la préfecture de l'Hérault, Identification R.N.A. : W343015816, Numéro de parution : 20130029.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- d'autoriser l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'association MediverCities.
- d'autoriser le Maire de Montpellier ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à représenter la Ville de Montpellier au sein de l'association MediverCities.
- d'autoriser l'association MediverCities à avoir son siège social et son siège administratif au 1 place Georges Frêche, 34267 Montpellier Cedex 2- France.
- d'autoriser Mme le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 novembre 2013

No d'annonce : **579**
Paru le : **20/07/2013**

Association : **MEDIVERCITIES.**

Identification R.N.A. : **W343015816**

No de parution : **20130029**
Département (Région) : **Hérault (Languedoc-Roussillon)**

Lieu parution : **Déclaration à la préfecture de l'Hérault.**
Type d'annonce : **ASSOCIATION/CREATION**

Déclaration à la préfecture de l'Hérault. **MEDIVERCITIES.** *Objet* : améliorer la protection et la gestion de la biodiversité et des services écosystémiques dans le bassin méditerranéen. *Siège social* : 1, place Georges Frêche, 34267 Montpellier Cedex 2. *Site Internet* : <http://medivercities.org/>. *Date de la déclaration* : 8 juillet 2013.

17/05/2013

STATUTS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE MEDIVERCITIES

MediverCities est un réseau ouvert de gouvernements locaux méditerranéens* et de leurs partenaires (gouvernements nationaux et sous-nationaux, institutions scientifiques et organisations internationales) qui vise à améliorer la protection et la gestion de la biodiversité dans le bassin méditerranéen.

I – CONSTITUTION ET OBJET

Article 1 – Nom

Le présent statut fonde l'association, régie par le droit français en sa loi du 1er juillet 1901 et décret du 16 Août 1901, dénommée MediverCities.

Article 2 – Durée

Sa durée est illimitée.

Article 3 – Siège

Elle a son siège social et son siège administratif au 1 place Georges Frêche, 34267 Montpellier Cedex 2- France.

(La zone méditerranéenne comprend ici les pays qui sont autour du bassin Méditerranéen et qui sont sous influence climatique méditerranéenne)*

Article 4 – Objet

MediverCities est un réseau ouvert de gouvernements locaux méditerranéens, leurs associations et leurs partenaires (gouvernements nationaux et sous-nationaux, institutions scientifiques et organisations internationales) qui vise à améliorer la protection et la gestion de la biodiversité et des services écosystémiques dans le bassin méditerranéen. Ce réseau a été créé en vue de faciliter la mise en œuvre de la Convention sur la Diversité Biologique (CBD) et les accords internationaux (Convention de Barcelone, Plan d'Action pour la Méditerranée) dans la zone méditerranéenne.

MediverCities aura la vision stratégique et les buts de combler les différences entre les scientifiques et les institutions gouvernementales, et rechercher des solutions transdisciplinaires concernant la biodiversité et la gestion et la planification des services écosystémiques.

Les objectifs pour les membres de l'association sont les suivants :

- Protéger la biodiversité au niveau local grâce à la mise en œuvre locale de la Convention sur la Diversité Biologique et autres conventions internationales ou régionales ayant pour objet la conservation et l'usage durable de la biodiversité et des services écosystémiques ainsi que le partage juste et équitable des bénéfices de son utilisation
- Intégrer la biodiversité au centre des préoccupations au niveau local, par l'aménagement du territoire et la gestion intégrée
- Réduire l'empreinte écologique des zones urbaines méditerranéennes
- Promouvoir et défendre les intérêts des autorités et gouvernements locaux méditerranéens face aux décideurs tels que les gouvernements nationaux ou les institutions internationales.
- D'autres actions ayant trait à la connaissance et la protection de la biodiversité.

MediverCities est un modèle pour la mise en œuvre locale du Plan stratégique Biodiversité 2011-2020 de la CBD et ses plans d'actions pour la biodiversité concernant les gouvernements sous nationaux, les villes et autres autorités locales. Elle a été créée grâce au travail collaboratif de la CBD, de la Ville de Montpellier (France), le Canton de Sarajevo (Bosnia and Herzegovina) et de l'ICLEI-Gouvernements locaux.

Article 5 - Moyens d'actions de l'association

- **Partage d'informations**

Le réseau est basé sur le partage d'informations. Les participants partageront les résultats de leurs recherches locales, leurs expériences et rapports sur les actions locales concernant la biodiversité avec les autres membres du réseau.

Son secrétariat assurera la promotion et la coordination des échanges entre les membres de manière à améliorer l'efficacité des actions locales (expertises, bonnes pratiques et capacités de mise en œuvre).

La communication entre les participants et avec le public sera réalisée grâce au site internet MediverCities.

- **Mobilisation des acteurs méditerranéens**

Les membres de MediverCities assistés du Secrétariat, mobiliseront les autorités locales Méditerranéennes afin de mettre en œuvre les objectifs de la CBD. L'association soutiendra ses membres qui candidatent à des financements concernant des projets ayant trait à l'objet de l'association.

- **Développement d'outils locaux de gestion des écosystèmes**

Les membres de MediverCities développeront des outils régionaux et lignes directrices pour la gestion des écosystèmes méditerranéens, ou adapteront des outils existants au contexte méditerranéen.

II - COMPOSITION ET ADMINISTRATION

Article 6 - Membres

L'Association se compose uniquement de personnes morales de statut national ou international : les autorités et gouvernements locaux méditerranéennes telles que les villes, les collectivités territoriales de rang NUTS (Nomenclature d'unités territoriales statistiques) 2 (régions) ou NUTS 3 (départements), les autorités intercommunales, les syndicats de villes, les villes, mais aussi leurs organismes partenaires (instituts, associations, ONGs) ayant pour objet la connaissance, protection ou gestion de la biodiversité.

L'association se compose de :

- Membres

- Membres Bienfaiteurs. Les Membres Bienfaiteurs sont les personnes morales qui viennent en aide à l'association. La qualité de membre bienfaiteur est attribuée sur proposition du bureau portée à la connaissance de tous. Les membres bienfaiteurs n'ont pas droit de vote.
- membres fondateurs (steering committee de création du réseau, dont la liste figure en annexe du document présent). Ils jouissent des mêmes droits et obligations que les membres et peuvent apporter un soutien financier au réseau.

Les personnes morales qui sollicitent leur adhésion à la présente association doivent être en accord avec les statuts de l'association et poursuivre les objectifs de l'association.

La demande d'adhésion doit être agréée par le bureau de l'association qui n'a pas à justifier son refus.

Chaque organisation désignera un représentant.

Chaque structure possède une voix.

Les membres et membres fondateurs doivent payer leurs cotisations annuelles.

Adhésions mutuelles pour les associations partenaires

Les gouvernements locaux pourront devenir membres de MediverCities à travers leur adhésion à une association internationale, nationale ou régionale qui poursuit les mêmes objectifs. Ces adhésions mutuelles devront être basées sur des accords écrits entre ces associations respectives et MediverCities (Protocole d'Entente).

Les associations internationales, nationales et régionales coopérant avec MediverCities à travers un Protocole d'Entente s'engagent à travailler sur la biodiversité à travers MediverCities en tant que réseau local dans le bassin Méditerranéen.

Les Protocoles d'Entente incluront des accords sur les cotisations pour les gouvernements locaux devenant membres de MediverCities à travers des associations existantes internationales, nationales ou régionales, et les statuts de ces associations concernant la gouvernance et la structure seront soumis à accord dans le Protocole d'Accord.

Article 7 - Organisation

L'association présente les organes suivants :

- L'Assemblée générale de l'Association, qui comprend tous les membres de l'Association à jour de leurs obligations statutaires. Elle se réunit au minimum une fois par an. Elle est présidée par le président.

- Le Bureau. Le bureau est composé d'un Président, d'un Secrétaire, d'un Trésorier et de Vice-Présidents (Vice-président Networking, Vice-Président pour les relations Institutionnelles, Vice-président pour le développement de Projets, puis d'autres Vice-présidents qui seront définis ultérieurement).

Le bureau doit être composé de représentants d'institutions issues des différentes rives de la Méditerranée.

Les membres du Bureau sont élus, dans leur fonction, pour une période de 3 ans et sont rééligibles dans cette fonction une fois.

Le fonctionnement de l'association est détaillé dans le règlement intérieur de l'association, il est établi par le bureau et soumis à l'approbation de l'assemblée générale.

III - RESSOURCES FINANCIERES

Article 8 - Ressources

Les ressources de l'Association proviennent :

- des cotisations de ses membres (les cotisations des membres qui ont des accords d'adhésion mutuelle avec des associations internationales, nationales et régionales seront incluses)
- des contributions financières et des dons des membres bienfaiteurs
- des subventions publiques ou privées
- des rémunérations pour services rendus dans le cadre des missions de l'association
- de toutes autres ressources compatibles avec l'objet de l'association et non interdites par la loi.

IV - MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION

Article 9 - Modification des statuts

Les statuts ne peuvent être modifiés que sur proposition du Bureau ou à la demande de plus des 2/3 des membres votant (membres et membres fondateurs) de l'Association. La modification est soumise pour approbation à l'Assemblée Générale Extraordinaire qui est convoquée spécialement à cet effet.

Article 10 - Dissolution de l'association

La dissolution de l'association ne peut être décidée qu'en Assemblée Générale Extraordinaire, convoquée spécialement à cet effet à la demande du bureau ou à la demande de plus des 2/3 des membres de l'Association. L'assemblée générale nomme un liquidateur pour procéder aux opérations de liquidation.

L'Assemblée générale attribue ensuite l'actif net à toute association déclarée œuvrant dans le domaine de la connaissance et la protection de la biodiversité.

– Le président



Mme Hélène Marchoux

Vice-président Networking

Vice-Président pour les relations Institutionnelles

Vice-président pour le développement de Projets

Le trésorier

– Le secrétaire

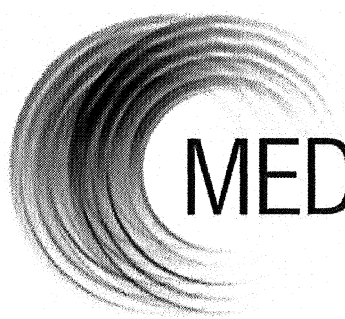


Mr Zlatko Petrović

Annexe

Membres fondateurs (Steering Committee)

- Oliver Hillel, SCBD
- Kobie Brandt, ICLEI
- Patrick Berger, Director of the green spaces department of Montpellier, France
- Haris Piplas, Sarajevo, Bosnia
- Georgi Hristov, Macedonia, Network of Association for Local Authorities (NALAS)
- Salima Demnati, Morocco
- Edmond Panariti, Tirana, Albania
- Mohammed Mahassneh, Palestinian territories
- Eulalia Comas, Generalitat de Catalunya, Spain
- Simon Woodworth, Region Languedoc Roussillon, France
- Danijel Katicin, Mayor of Tkon, Croatia
- Florence Clap, IUCN France
- Chantal Van Ham, IUCN

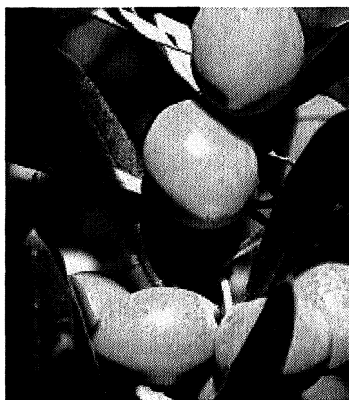
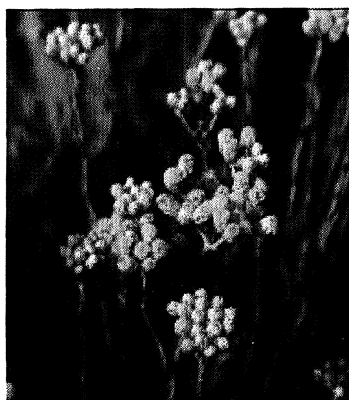


MEDIVERCITIES

MEDITERRANEAN
BIODIVERSITY
NETWORK

*MediverCities est un **réseau** de gouvernements nationaux, sous-nationaux, d'autorités locales, d'institutions scientifiques et d'organisations internationales qui vise à améliorer la **protection** et la gestion de la **biodiversité** dans le bassin méditerranéen.*

*La création de MediverCities a pour objectif de faciliter la mise en œuvre des objectifs de la Convention sur la Diversité Biologique au niveau local dans la zone **méditerranéenne**.*



BACKGROUND

Le bassin méditerranéen est reconnu comme un *hotspot* de biodiversité au niveau mondial, cette biodiversité qui procure également des ressources et services nécessaires au bien-être humain doit être protégée et gérée de manière durable. Le réseau MediverCities est issu de la volonté d'impliquer de manière croissante les acteurs locaux en vue d'améliorer la protection et la gestion de notre patrimoine commun.

L'idée de ce réseau a vu le jour durant le premier atelier régional des Gouvernements Méditerranéens sur les Stratégies Nationales et Plans d'Actions qui s'est tenu à Montpellier du 17-19 janvier 2012.

Suite à cette conférence, un comité directeur de création du réseau a été constitué. La Ville de Montpellier en partenariat avec le Secrétariat de la Convention sur la Diversité Biologique (CBD) et

l'ICLEI-Gouvernements locaux se charge d'assurer le secrétariat du réseau dans la phase initiale de sa mise en œuvre.

OBJECTIFS

Les objectifs de MediverCities sont les suivants :

- **Protéger la biodiversité au niveau local** grâce à la mise en œuvre des Stratégies Nationales et Plans d'Action Biodiversité de la CBD et autres conventions internationales ou régionales, ayant pour objet la conservation, l'usage durable de la biodiversité ainsi que le partage juste et équitable des bénéfices de son utilisation.
- Intégrer la biodiversité au cœur des **politiques locales**.
- Participer à la réduction de l'**empreinte écologique** des zones urbaines méditerranéennes

- Faciliter et catalyser le **partage d'expérience**.
- Promouvoir et défendre les intérêts des autorités et **gouvernements locaux méditerranéens**.

PARTICIPANTS

Villes : Barcelona, Belgrad, Fes, Le Cannet, Montpellier, Palermo, Podgorica, Sarajevo, Tkon, Tlemcen, Tirana, Tunis ...

Autorités locales : Generalitat de Catalunya, Region Languedoc-Roussillon, Region Provence Alpes Cote d'Azur...

Gouvernements, Ministères : Bosnia and Herzegovina, Croatia, Egypt, France, Lebanon, Malta, Monaco, Morocco, Palestinian territories, Tunisia...

Réseaux régionaux: MedPan, NALAS...

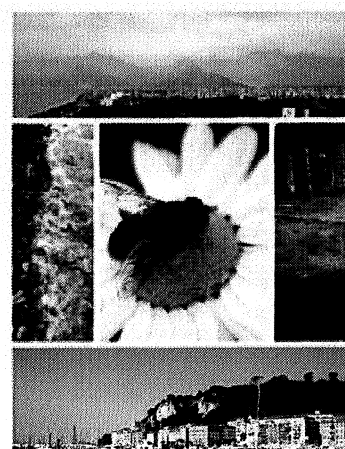
Institutions Internationales : SCBD, ICLEI, IUCN, Nrg4SD, Center for Mediterranean Integration/The World Bank, Committee of Regions European Union, UNEP...

Instituts techniques, Universités: ATEN, CEFE, OSU, Regional Observatory of Environment and Sustainable Development, University of Bejaia, University Montpellier II, University of Sarajevo...

ACTIVITES

Les partenaires développeront les actions suivantes :

- la **mobilisation** des autorités locales pour améliorer la mise en œuvre de la CBD,
- la promotion et la coordination des échanges entre les membres du réseau de manière à améliorer l'efficacité des **actions locales**,
- le développement d'**outils régionaux** et de lignes directrices pour la gestion des écosystèmes méditerranéens,
- la **communication** au public des objectifs et réalisations du réseau.



CONFERENCE MEDIVERCITIES

La **conférence de lancement officiel** du réseau se tiendra à Sarajevo **du 15 au 17 mai 2013**, grâce au Canton de Sarajevo qui accueillera la première réunion officielle du réseau.

Les membres du réseau signeront la déclaration de Sarajevo et la charte de Medivercities. Ils devront également **développer des Stratégies locales de protection de la biodiversité** et réaliser au moins un projet en relation avec la protection de la Biodiversité.

La conférence de Sarajevo sera l'occasion de rassembler tous les partenaires du bassin méditerranéen intéressés ou impliqués dans l'initiative Medivercities. Elle permettra aux participants de **partager leurs expériences et leurs outils**, et de renforcer la coopération régionale avec comme objectif commun la protection de la biodiversité et des services écosystémiques dans le bassin Méditerranéen.

Pour plus d'informations concernant le réseau MediverCities et la prochaine conférence à Sarajevo n'hésitez pas à nous contacter.

Contact

Stéphanie Grosset, Ville de Montpellier
stephanie.grosset@ville-montpellier.fr

<http://www.cbd.int/en/subnational/partners-and-initiatives/medivercities>



Convention on
Biological Diversity



Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Convention de gestion et d'entretien des ouvrages d'art situés à l'intersection du réseau routier de la Ville de Montpellier et du réseau ferré national Financement de la convention

Philippe THINES rapporte :

Par délibération en date du 17 juin 2013, le conseil municipal a approuvé la convention de gestion et d'entretien des ouvrages d'art du réseau routier de la Ville de Montpellier situés en surplomb du réseau ferré national.

Pour rappel, la Ville de Montpellier a conclu cette convention avec RFF et la SNCF dans le but d'assurer la gestion de son patrimoine en matière de surveillance, de maintenance, d'entretien courant ou spécialisé des ouvrages d'art communaux. La ville, ne disposant des moyens techniques d'accès et d'interception ferroviaire pour réaliser l'inspection détaillée des intrados de ces ouvrages, cette convention permet à la ville de confier cette mission à RFF et à la SNCF.

Par ailleurs, la ville n'avait pas les moyens, ni en terme de dépenses d'investissement, ni en terme d'outil de commande publique pour réaliser les travaux d'entretien courant de ses ouvrages d'art. De fait, les dépenses d'inspections étaient jusqu'à présent imputées sur la section de fonctionnement, puisque ces études n'étaient pas suivies de travaux.

La Ville de Montpellier, s'étant dotée désormais d'un véritable outil de recensement de son patrimoine d'ouvrages d'art et d'un plan de surveillance périodique de ce patrimoine, entend conduire un véritable programme de maintenance sur ses ouvrages d'art.

Dès lors, les études et diagnostics qui seront menés dans le cadre de l'exécution de la convention conclue avec RFF et la SNCF entrent bien dans le cadre de la politique d'investissement que conduit la ville pour assurer la maintenance de son patrimoine et son renouvellement.

En conséquence nous demandons au Conseil Municipal de :

- de dire que les crédits nécessaires pour l'exécution de cette convention sont inscrit au budget de la ville, non plus sur la section fonctionnement au chapitre 908;
- autoriser Madame de Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX
(Hérault)



Publiée le : 26 novembre 2013



**CONVENTION DE GESTION DES PONTS-ROUTES ET DES PONTS-RAILS
SITUES A L'INTERSECTION DU RESEAU ROUTIER DE LA VILLE DE MONTPELLIER
ET DU RESEAU FERRE NATIONAL**

Entre

L'Etablissement Public Industriel et Commercial, Réseau ferré de France, immatriculé au Registre du Commerce de Paris, sous le n°B.412.280.737, dont le siège est 92 avenue de France, 75648 Paris Cedex 13, représenté par Monsieur Christian PETIT, Directeur Régional, ayant reçu délégation du Président, et ci-après dénommé "**RFF**".

D'une part,

L'Etablissement Public Industriel et Commercial, Société Nationale des Chemins de Fer Français, dont le siège est à 75699 PARIS CEDEX 14-34, rue du Commandant Mouchotte, représenté par Monsieur Bertrand LATAPIE, Directeur de l'Infrapôle Languedoc-Roussillon, agissant au nom et pour le compte de ladite Société, et ci-après dénommée "**SNCF**".

D'autre part,

La Ville de Montpellier, dont le siège est à 34000 Montpellier, 1, place Georges Frêche, représenté par Madame Hélène Mandroux, Maire de Montpellier, en vertu des dispositions de la délibération n°2013/245 en date du 17 juin 2013, et ci-après dénommée "**Ville de Montpellier**".

De troisième part.

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUI.

Il est rappelé, d'une part, que la loi n° 97-135 du 13 février 1997 portant création de l'établissement public Réseau Ferré de France en vue du renouveau du transport ferroviaire a apporté notamment en pleine propriété à cet établissement les biens constitutifs de l'infrastructure.

En application de ces textes, RFF est propriétaire des voies ferrées et de ses dépendances, la SNCF, gestionnaire délégué d'infrastructure ferroviaire, étant chargée quant à elle du fonctionnement et de l'entretien du réseau ferroviaire pour le compte et selon les objectifs et principes de gestion définis par RFF (article 1^{er} alinéa 2 de la loi n°97-135).

Aussi, dans la suite de la présente convention, la SNCF est désignée en tant que gestionnaire déléguée de l'infrastructure ferroviaire.

Il est rappelé, d'autre part, que la jurisprudence constante du Conseil d'Etat désigne comme propriétaire d'un pont, la personne publique propriétaire et gestionnaire de la voie dont il relie les parties séparées.

La Ville de Montpellier, quant à elle, est propriétaire et gestionnaire d'un certain nombre d'ouvrages en surplomb du domaine public ferré. A ce titre, dans sa mission en matière de surveillance et de maintenance de ces ouvrages, la Ville de Montpellier ne dispose pas des moyens techniques d'accès et d'interception du trafic ferroviaire pour réaliser les inspections détaillées d'ouvrage (en particulier dans leurs intrados) ainsi que, le cas échéant, les travaux d'entretien courant ou spécialisé découlant de ces inspections.

Il s'avère donc nécessaire de se doter d'une convention qui permette à la ville de répondre à ses obligations de gestionnaire en étroite collaboration avec RRF et la SNCF.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUI.

φ

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de superposition d'affectations et de gestion (opérations de surveillance, entretien, modification, renouvellement, démolition), des ouvrages d'art situés à l'intersection des réseaux routiers et ferrés, ainsi que l'organisation des travaux sur ces ouvrages.

ARTICLE 2 – PROPRIETE DES OUVRAGES

Le principe général de la répartition des ouvrages est le suivant :

- les ponts-routes, ainsi que les passerelles pour piétons, sont la propriété de la Ville de Montpellier;
- les ponts-rails sont la propriété de RFF.

L'ensemble des ouvrages concernés par la présente convention sont définis en annexe 1. On retrouve le propriétaire de l'ouvrage, l'entité ayant sa charge financière et l'entreprise ou le service effectuant la surveillance de celui-ci.

Ces ouvrages s'entendent dans leur intégralité. Ils comprennent notamment les tabliers, leurs équipements, les appuis, les fondations. Sont également concernés les ouvrages associés et/ou intégrés de soutènement, les remblais d'accès, et, plus généralement, tous ouvrages annexes et installations techniques permettant d'assurer la pérennité des ouvrages visés.

ARTICLE 3 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de 8 (huit) ans à compter de sa signature par l'ensemble des parties.

Sauf dénonciation par l'un des signataires par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, intervenant au moins 1 (un) an avant l'expiration de la présente convention, cette dernière sera renouvelée par tacite reconduction pour une nouvelle période de 8 (huit) ans.

ARTICLE 4 – CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

La présente convention a vocation à s'appliquer à tous les ouvrages d'art existants visés à l'article 2 et aux ouvrages futurs.

Il est entendu, entre les parties, que la présente convention abroge les conventions d'entretien et de gestion antérieures et les divers procès verbaux de remise d'ouvrage ou conventions spécifiques d'origine. Une liste des conventions abrogées figure en annexe 2.

L'annexe 1 pourra faire l'objet de modifications, notamment par l'incorporation d'autres ouvrages d'art susceptibles de répondre à la définition donnée à l'article 2 de la présente convention ou par la prise en compte des éventuelles précisions contenues dans les conventions spécifiques établies pour chacun des nouveaux ouvrages et validées préalablement par les représentants des parties.

La liste sera complétée en tant que de besoin par la partie la plus diligente. Cette mise à jour fera l'objet d'un avenant conformément à l'article 14 de la présente convention.

ARTICLE 5 – SUPERPOSITION D'AFFECTATIONS DES PONTS-ROUTES

Il est rappelé que la Ville de Montpellier dispose de l'ensemble des pouvoirs de gestion des ponts-routes et passerelles au titre de sa compétence en matière de voirie communale.

Par la présente convention, RFF, propriétaire du foncier supportant les infrastructures ferroviaires, autorise au profit de la Ville de Montpellier, une superposition d'affectation sur une partie de son domaine public, pour les ouvrages définis à l'article 5 de la présente convention, permettant le franchissement en passage supérieur des voies ferrées par les voies routières de la Ville de Montpellier. La présente superposition d'affectations porte sur le seul volume comprenant l'ouvrage tel que défini à l'alinéa 3 de l'article 2 de la présente convention.

Ces ouvrages sont dénommés « ponts-routes » par la présente convention.

RFF conserve la pleine propriété du terrain d'assiette.

En application de l'article 55 du décret n°97-444 du 5 mai 1997, cette superposition d'affectations est établie sans indemnité.

5.1. Transfert d'un ouvrage à une autre personne publique

Dans l'hypothèse où elle souhaiterait transférer à une autre personne publique la propriété ou la gestion d'un pont route, la Ville de Montpellier sera tenue d'en informer RFF par lettre recommandée avec un préavis d'au moins un an. Après avoir été informé des droits et obligations afférents à la propriété ou la gestion de l'ouvrage, le nouveau propriétaire ou gestionnaire de l'ouvrage devra se substituer par avenant à la Ville de Montpellier dans les droits et obligations de la présente convention. La Ville de Montpellier s'engage à obtenir l'accord écrit du nouveau propriétaire ou gestionnaire de l'ouvrage pour que ce dernier se substitue par avenant à la Ville de Montpellier dans les droits et obligations de la présente convention préalablement au transfert.

5.2. Désaffectation d'un pont-route

La Ville de Montpellier devra informer RFF par lettre recommandée, au moins un an à l'avance et dans le respect des délais précisés à l'article 7.1. de la présente convention, de son intention de désaffecter un pont route. Toutefois, tant que l'ouvrage n'est pas démoli, la Ville de Montpellier est responsable de l'intégrité de l'ouvrage et tenu d'assumer les obligations qui lui incombent au titre de la présente convention.

5.3. Désaffectation des parcelles d'assiette

En cas de désaffectation du service public ferroviaire des parcelles d'assiette du pont route, RFF pourra en proposer la cession en pleine propriété à la Ville de Montpellier, sur la base d'une estimation de France Domaines.

ARTICLE 6 – SUPERPOSITION D'AFFECTATIONS DES PONTS-RAILS

Il est rappelé que RFF dispose de l'ensemble des pouvoirs de gestion des ponts-rails au titre de sa compétence en tant que Gestionnaire d'Infrastructure ferroviaire.

Par la présente convention, la Ville de Montpellier, propriétaire des voiries communales, autorise au profit de RFF, une superposition d'affectation sur une partie de son domaine public, pour les ouvrages définis à l'article 2, alinéa 2, de la présente convention, permettant le franchissement en passage inférieur des voies routières de la Ville de Montpellier par des voies ferrées. La présente superposition

d'affectations porte sur le seul volume comprenant l'ouvrage tel que défini dans l'article 2 de la présente convention.

Ces ouvrages sont dénommés « ponts-rails » par la présente convention.

La Ville de Montpellier conserve la pleine propriété du terrain d'assiette.

En application de l'article 55 du décret n°97-444 du 5 mai 1997, cette superposition d'affectations est établie sans indemnité.

6.1. Transfert d'un ouvrage à une autre personne publique

Dans l'hypothèse où RFF souhaiterait transférer à une autre personne publique la propriété ou la gestion d'un pont rail, RFF sera tenue d'en informer la Ville de Montpellier par lettre recommandée avec un préavis d'au moins un an. Après avoir été informé des droits et obligations afférents à la propriété ou la gestion de l'ouvrage, le nouveau propriétaire ou gestionnaire de l'ouvrage devra se substituer par avenant à RFF dans les droits et obligations de la présente convention. RFF s'engage à obtenir l'accord écrit du nouveau propriétaire ou gestionnaire de l'ouvrage pour que ce dernier se substitue par avenant à RFF dans les droits et obligations de la présente convention préalablement au transfert.

6.2. Désaffectation d'un pont-rail

RFF devra informer la Ville de Montpellier par lettre recommandée, au moins un an à l'avance, de son intention de désaffecter un pont-rail. Toutefois, tant que l'ouvrage n'est pas démoli, RFF est responsable de l'intégrité de l'ouvrage et tenu d'assumer les obligations qui lui incombent au titre de la présente convention.

ARTICLE 7- SURVEILLANCE, GESTION DES PONTS-ROUTES ET TOUS OUVRAGES VISES A L'ARTICLE 2 LIES AU RESEAU ROUTIER

La SNCF assure, pour le compte de la Ville de Montpellier, la réalisation des visites nécessaires de l'ensemble des ponts-routes définis dans la présente convention, nécessitant l'accès aux emprises ferroviaires. Ceci comprend une inspection détaillée tous les six ans et une visite intermédiaire tous les trois ans.

La ville de Montpellier qui a la gestion (surveillance, entretien, réparation, renouvellement et démolition) et la garde de ces ouvrages assume les responsabilités correspondantes.

Elle répond notamment aux demandes des tiers pour le passage des réseaux divers.

En cas de demandes émanant de tiers, nécessitant des interventions sur l'ouvrage, la Ville de Montpellier sollicitera l'avis de la SNCF, agissant pour le compte de RFF, en vue de s'assurer de la compatibilité de ces demandes vis-à-vis des installations ferroviaires. Par ailleurs, la Ville de Montpellier autorisera les occupations temporaires du pont-route en vue d'assurer la continuité de réseaux tiers installés le long du domaine public ferroviaire, sauf à ce que ces occupations portent atteinte au bon fonctionnement des services publics ferroviaire et routier, ou qu'elles soient de nature à nuire à la conservation de l'ouvrage. Le pétitionnaire devra toutefois s'engager auprès la Ville de Montpellier à prendre en charge tous les frais ultérieurs liés à la présence de son réseau sur le pont-route (occupation temporaire).

Pour assurer la gestion des ponts-routes, la Ville de Montpellier doit se conformer aux lois et règlements sur la police de la Route et la police des Chemins de Fer.

La Ville de Montpellier peut convenir avec RFF ou avec la SNCF agissant pour le compte de RFF, par une convention spécifique, des conditions d'exercice de la maîtrise d'ouvrage liée aux interventions devant être effectuées sur certains ponts routes et du financement y afférent.

7.1. Opérations de maintenance (surveillance, entretien, réparations), de renouvellement, de démolition

La Ville de Montpellier, en sa qualité de gestionnaire des ponts-routes, est responsable de l'archivage des dossiers travaux et d'entretien y afférent.

Dans le cadre de la programmation des opérations de maintenance, de renouvellement ou de démolition à effectuer, la Ville de Montpellier informera RFF au plus tard le 31 décembre de l'année N-3, du programme prévisionnel de travaux pour toute intervention susceptible d'avoir des conséquences sur les circulations ferroviaires, de telle sorte que RFF soit en mesure d'élaborer le portefeuille travaux dans un délai compatible avec le processus lié à la planification stratégique des travaux. A défaut de toute autre disposition contraire ou dérogatoire applicable au moment de la décision de programmation de ces opérations, il appartient à la Ville de Montpellier de respecter ce délai. A défaut, les interventions sont susceptibles de ne pas avoir lieu dans les conditions souhaitées.

Les demandes d'intervention doivent en particulier mentionner les dates et durées des interventions, leur nature, les besoins éventuels d'occupation du domaine et les répercussions sur les circulations ferroviaires.

Dans les cas où la réalisation de ces opérations nécessite l'accès au domaine public ferroviaire sans conséquence sur les circulations ferroviaires, la Ville de Montpellier sera tenue d'aviser RFF, ou la SNCF agissant pour le compte de RFF, de son intervention sur ledit domaine et ce, en respectant un préavis de six mois, sauf dans les cas d'urgence, afin que la SNCF puisse intervenir en accompagnement des agents et personnels intervenant pour le compte de la Ville de Montpellier en application des textes réglementaires de sécurité en vigueur.

De même, dans le cadre de ce même délai et préalablement à l'engagement de tous travaux, il appartiendra la Ville de Montpellier de rédiger, sur la base des prescriptions de la SNCF et en application de la réglementation en vigueur, toute mesure de protection et de prévention qui s'impose et d'élaborer tous les documents nécessaires au titre de la coordination de la sécurité et de la protection de la santé. Ces différents documents feront nécessairement l'objet d'un accord des services de la SNCF. Cet accord préalable n'exonère pas la Ville de Montpellier de l'obligation de procéder à une déclaration de projet de travaux ou d'intention de commencer les travaux (DT/DICT).

Sur simple demande de la SNCF ou de RFF, la Ville de Montpellier communiquera à titre gratuit les documents dont elle dispose qui seraient nécessaires à l'installation et l'entretien de tout dispositif lié à la sécurité ou au bon fonctionnement des circulations ferroviaires.

La Ville de Montpellier devra transmettre à la SNCF une copie de tous les documents dont elle dispose liés à la surveillance des ponts-routes (procès-verbaux des inspections, rapports d'inspections détaillées,...).

La Ville de Montpellier devra prendre en charge le coût de l'ensemble des interventions sur l'ouvrage, notamment les interventions de la SNCF au titre de la sécurité ferroviaire, ainsi que les coûts liés aux éventuelles perturbations de l'exploitation du réseau ferroviaire et ceux liés à l'impact sur les sillons réservés du fait de ces travaux. Ces éléments seront formalisés au travers d'un contrat spécifique à l'opération concernée. Ce contrat précisera notamment les modalités d'indemnisation des parties en cas de non respect de leurs obligations respectives.

7.2. Installations et équipements ferroviaires

RFF, ou la SNCF agissant pour le compte de RFF, se réserve le droit, pour les besoins de l'exploitation ferroviaire, de procéder à l'installation d'équipement (support caténaire, signalisation lumineuse, ...) sur les ouvrages répertoriés dans l'annexe 1 de la présente convention. Ce type d'installation ne sera possible que sur accord technique exprès préalable de la Ville de Montpellier.

Le coût lié aux interventions sur les installations et équipements ferroviaires est pris en charge par RFF sauf si ces interventions sont induites ou rendues nécessaires par des interventions à l'initiative de la Ville de Montpellier. Dans ce dernier cas, le coût financier des interventions sera à l'entière charge de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 8 – COMMUNICATION DES DOCUMENTS AFFERENTS AUX OUVRAGES VISES A L'ARTICLE 2

La Ville de Montpellier, en sa qualité de propriétaire des ponts-routes, est responsable de l'archivage du dossier de construction et d'entretien y afférent.

Sur simple demande de la SNCF, la Ville de Montpellier lui communiquera gratuitement les documents en sa possession, nécessaires à l'installation et l'entretien de tout dispositif lié à la sécurité des circulations ferroviaires.

La SNCF transmettra, à la suite de chaque visite des ouvrages définis dans l'annexe 1 de la présente convention, le procès verbal d'inspection détaillé de l'ouvrage.

RFF ou la SNCF en tant que Gestionnaire d'Infrastructure Délégué des ponts rails, sont responsables de l'archivage du dossier de construction et d'entretien y afférent.

Sur simple demande de la Ville de Montpellier, RFF (ou la SNCF) lui communiquera gratuitement les documents en sa possession, nécessaires à l'installation et l'entretien de tout dispositif lié à la sécurité des circulations.

ARTICLE 9 – INFORMATIONS RECIPROQUES

Dans l'hypothèse où l'une des parties a connaissance d'un désordre sur les ouvrages objet de la présente convention, elle s'engage à en avertir les autres parties immédiatement et par tout moyen.

ARTICLE 10 – RESPONSABILITE

10.1. Responsabilités de la Ville de Montpellier

Les dommages causés aux installations de RFF et/ou la gêne apportée à leur exploitation, du fait de l'existence, de l'entretien ou de l'exploitation des ponts-routes de la Ville de Montpellier et des travaux s'y rapportant, sous réserve que RFF établisse le lien de causalité entre les dommages et/ou la gêne constatés et la présence, l'entretien, l'exploitation des ouvrages routiers ou l'exécution des travaux, seront pris en charge par la Ville de Montpellier.

Si ces dommages sont eux-mêmes générateurs de préjudices envers les tiers, les usagers, les agents de RFF ou de la SNCF, la Ville de Montpellier se substituera à RFF ou le garantira dans le cas où une action en responsabilité serait engagée à son encontre.

10.2. Responsabilités de RFF et de la SNCF

Les dommages causés aux installations de la Ville de Montpellier et/ou la gêne apportée à leur exploitation, du fait de l'existence, de l'entretien ou de l'exploitation des ponts-rails de RFF et des travaux s'y rapportant, sous réserve que la Ville de Montpellier établisse le lien de causalité entre les dommages et/ou la gêne constatés et la présence, l'entretien, l'exploitation des ouvrages ferroviaires ou l'exécution des travaux, seront pris en charge par RFF.

Si ces dommages sont eux-mêmes générateurs de préjudices envers les tiers, les usagers, les agents de la Ville de Montpellier, RFF se substituera à la Ville de Montpellier ou le garantira dans le cas où une action en responsabilité serait engagée à son encontre.

ARTICLE 11 – FRAIS, IMPOTS ET CHARGES

Chaque partie supportera les frais relatifs aux superpositions d'affectations dont il est bénéficiaire, notamment ceux afférents à la réalisation des plans de relevé d'emprise ou des documents d'arpentage et plus généralement elle supportera la charge des taxes, impôts et droits auxquels les ouvrages sont ou seront assujettis.

ARTICLE 12 – DATE D'EFFET DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par l'ensemble des parties.

ARTICLE 13 – SUIVI TECHNIQUE DE LA CONVENTION

L'ensemble des démarches visées par la présente convention, ayant pour objet d'informer ou d'obtenir l'autorisation du propriétaire de l'ouvrage concerné ainsi que l'envoi de tout document, devront être impérativement effectuées auprès des services suivants :

- RFF, propriétaire et gestionnaire des infrastructures ferroviaires : Direction Régionale Languedoc-Roussillon, 185 rue Léon Blum – BP 9252 – 34043 Montpellier Cedex 1;
- SNCF, gestionnaire délégué des infrastructures ferroviaires, agissant pour le compte de RFF : Direction de l'Etablissement Infrapôle Languedoc-Roussillon, 4 rue Catalan – BP 91242 – 34011 Montpellier;
- La Ville de Montpellier, propriétaire et gestionnaire des voiries routières de la Ville de Montpellier, Direction du Génie Urbain – Service de la Voirie – 1, Place Georges Frêche – 34000 Montpellier.

ARTICLE 14 – AVENANTS

Toute modification de la présente convention ou de l'une quelconque de ses annexes doit faire l'objet d'un avenant approuvé par l'ensemble des parties.

ARTICLE 15 – ENREGISTREMENT

Les frais de timbre et d'enregistrement seront à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la convention à cette formalité.

ARTICLE 16 – LITIGES


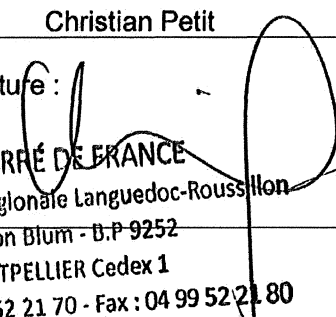

Avant toute action contentieuse, les parties s'efforcent de trouver une issue amiable à tout litige qui résulterait de l'exécution de la présente convention.

A défaut, les litiges seront portés devant le tribunal administratif de Montpellier.

ARTICLE 17 – MESURE D'ORDRE

La présente convention est établie en trois exemplaires originaux.

Convention établie à Montpellier,

Pour le représentant de RFF :	Pour le représentant de la SNCF :	Pour Madame le Maire de la Ville de Montpellier et par délégation
Date :	Date: 25/9/2013	Date: 31 JUL. 2013
Le Directeur Régional Languedoc-Roussillon Christian Petit	Le Directeur de l'Infrapôle Languedoc-Roussillon Bertrand Latapie	 Adjoint délégué Philippe Thinès
Signature : 	Signature: 	Signature:

RÉSEAU FERRÉ DE FRANCE
Direction Régionale Languedoc-Roussillon
185, Rue Léon Blum - D.P 9252
34043 MONTPELLIER Cedex 1
Tél. : 04 99 52 21 70 - Fax : 04 99 52 21 80

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAoui, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Convention de gestion et d'entretien des ouvrages d'art situés à l'intersection du réseau routier de la Ville de Montpellier et du réseau ferré national Autorisation de signer

Philippe THINES rapporte :

La Ville de Montpellier est propriétaire et gestionnaire d'un certain nombre d'ouvrages en surplomb du domaine public ferré.

A ce titre, dans sa mission en matière de surveillance et de maintenance de ces ouvrages, la Ville de Montpellier ne dispose pas des moyens techniques d'accès et d'interception du trafic ferroviaire pour réaliser les inspections détaillées d'ouvrage (en particulier dans leurs intrados) ainsi que, le cas échéant, les travaux d'entretien courant ou spécialisé découlant de ces inspections.

Par ailleurs, la loi n° 97-135 du 13 février 1997 portant création de l'établissement public Réseau Ferré de France en vue du renouveau du transport ferroviaire a apporté notamment en pleine propriété à cet établissement les biens constitutifs de l'infrastructure ferroviaire. En application de ces textes, RFF est propriétaire des voies ferrées et de ses dépendances, la SNCF, gestionnaire délégué d'infrastructure ferroviaire, étant chargée quant à elle du fonctionnement et de l'entretien du réseau ferroviaire pour le compte et selon les objectifs et principes de gestion définis par RFF (article 1^{er} alinéa 2 de la loi n°97-135).

Il s'avère donc nécessaire de se doter d'une convention qui permette à la ville de répondre à ses obligations de gestionnaire en étroite collaboration avec RFF et la SNCF.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir:

- approuver le projet de convention de gestion et d'entretien des ouvrages d'art situés à l'intersection du réseau routier de la Ville de Montpellier et du réseau ferré national à conclure avec RFF, propriétaire des infrastructures du réseau ferré national, et la SNCF, gestionnaire délégué de ces infrastructures,

- dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville, nature 6188 fonction 928822, ligne de crédit 20291,
- autoriser Madame le Maire de la Ville de Montpellier ou à défaut son adjoint délégué à signer la convention précitée et tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013

Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Travaux de réfection des tranchées Convention constitutive du groupement de commandes Modification de la constitution du groupement

Philippe THINES rapporte :

Dans sa séance du 4 février 2013, la ville de Montpellier a approuvé la constitution d'un groupement de commandes ayant pour objet la passation d'un marché public de travaux de réfection des tranchées sur le domaine public routier communal.

Il était envisagé jusqu'alors de regrouper les interventions des membres suivants:

- La Ville de Montpellier,
- La Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Veolia-Compagnie Générale des Eaux,
- Electricité réseau Distribution de France,
- GrDF,
- France Télécom,
- et FREE Infrastructure.

France Télécom ne manifestant plus sa volonté de poursuivre dans cette démarche de constitution de groupement de commandes, il convient d'acter de l'éviction de ce membre par une nouvelle délibération du conseil municipal.

Il est à préciser que la Communauté d'Agglomération de Montpellier délibèrera dans le même sens et pour les mêmes raisons que la ville.

Ce n'est qu'une fois cette régularisation de la composition du groupement faite que la consultation d'entreprises pour la conclusion du marchés de travaux de réfection des tranchées pour être engagée.

En conséquence nous demandons au Conseil Municipal de :

- prendre acte du changement de la constitution du groupement de commandes;
- autoriser Madame de Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extra conforme, Madame le Maire



Hélène MAUROUX

Publiée le : 26 novembre 2013



Convention constitutive de groupement de commande

Travaux de réfection de tranchées

Entre

La Ville de Montpellier, sise 1 place Georges Frêche – 34 267 Montpellier, représentée par son Maire, Madame Hélène MANDROUX, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal n°2013/11 en date du 4 février 2013;

Et

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, sise 50 place Zeus – 34045 Montpellier, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre MOURE, agissant en vertu de la délibération du Conseil Communautaire n° 11526 en date du 11 avril 2013;

Et

VEOLIA Eau – Compagnie Générale des Eaux, société en commandite par actions au capital de 2.207.287.340 euros, dont le siège social se situe 52 rue d'Anjou – 75008 Paris, immatriculée au Registre de Commerce de Paris sous le numéro 572 025 526 RCS Paris, représentée par Monsieur Jean-Pierre BUCHOUD, Directeur de la Région Sud, en vertu des pouvoirs qu'il détient par délégation suivant acte sous signé privé en date du 1^{er} juillet 2005;

Et

Electricité Réseau Distribution France, société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 270.037.000 euros, dont le siège social se situe Tour Winterthur – Paris La Défense Cedex 92 085, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 444 608 442, représentée par Monsieur Karim RAFAI, Directeur Régional de la Direction Languedoc-Roussillon dûment habilité par une délégation de pouvoirs de Monsieur Frédéric BUSIN, Directeur des Opérations Méditerranée en date du 15 mai 2012, et faisant élection de domicile au 382, rue Raimon de Trencavel – 37 926 Montpellier;

Et

GrDF, société anonyme au capital de 1.800.000.000 euros, dont le siège social se situe 6 rue Condorcet – 75009 Paris, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 444 786 511, représentée par Monsieur Maurice MENNEREAU en qualité de Directeur de l'Unité Réseau Gaz de la région Languedoc Roussillon, faisant élection de domicile à GrDF au 172, avenue Raimon de Trencavel – CS 77115 – 34 967 MONTPELLIER Cedex 2;

Et

FREE Infrastructure, société par actions simplifiée au capital social de 1.000.000 euros, dont le siège social se situe 16 rue de la Ville L'Evêque – 75008 Paris, immatriculée au Registre de Commerce de Paris sous le numéro 488 095 803, représentée par Monsieur Cyril POIDATZ, Président;

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :

La Ville de Montpellier est propriétaire et gestionnaire de la voirie communale sur son territoire. A ce titre, elle est garante de l'exercice de pouvoir de police de conservation de cette voirie. A ces fins, la ville s'est dotée d'un Règlement de Voirie, approuvé par la délibération du Conseil Municipal en date du 31 juillet 1998.

En particulier, l'article 14 du règlement de voirie susmentionné fixe les obligations faites aux intervenants en matière de remblaiement des tranchées; l'article 16 fixe quant à lui les obligations faites aux intervenants en matière de réfection de revêtements.

Or, dans le cadre de la coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique, tel que le prévoit l'arrêté en date du 31 juillet 1998, il est nécessaire de regrouper le cas échéant les interventions de réfection de voirie entre intervenants, de conjuguer une campagne de réfection de voirie avec une remise en état du patrimoine de voirie, de procéder à la réfection définitive des tranchées pour lesquelles la réfection provisoire réalisée par les intervenants concernés n'est pas satisfaisante en matière de tenue au foisonnement.

Afin d'optimiser l'exécution de ces prestations tant économiquement que techniquement, la ville et les intervenants décident de créer un groupement de commande ayant pour objet la passation d'un marché public de travaux de réfection de voirie.

La présente convention, signée par les différents membres du groupement de commandes:

- vaut constitution du groupement;
- définit les modalités de fonctionnement du groupement;
- désigne un coordonateur parmi les membres du groupement ayant le pouvoir adjudicateur.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

CHAPITRE 1^{er} – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1.1. Constitution du groupement de commande.

Conformément aux dispositions de l'article 8 – 4° du Code des Marchés Publics, il est constitué un groupement de commandes dont les membres sont :

- La Ville de Montpellier;
- l'Agglomération de Montpellier;
- VEOLIA Eau – Compagnie Générale des Eaux;
- Electricité Réseaux Distribution de France;
- Gaz réseaux Distribution de France;
- FREE Infrastructure.

Chacun des membres du groupement s'engage à appliquer, pour les achats appliqués dans le cadre du groupement, les règles prévues au Code des Marchés Publics.

Chacun des membres du groupement définit dans la présente convention les besoins à satisfaire. L'annexe n°1 à la présente convention fixe les montants minimum et maximum de commande qui résultent de cette définition des besoins pour chacun des membres du groupement.

Article 1.2. Objet du groupement

Le groupement de commandes est constitué pour la passation et l'exécution d'un marché unique de travaux, sous forme de marchés à bons de commandes d'une durée d'un an renouvelable 3 (trois) fois, ayant pour objet l'ensemble des travaux de réfection de voirie réalisés par les intervenants et coordonnés avec les travaux de maintenance de la voirie réalisés par la ville, sur le domaine public routier de la Ville de Montpellier.

Article 1.3. Adhésion au groupement

Chaque membre prend la décision d'adhérer au groupement selon ses propres règles de fonctionnement et de compétence préalablement notifiées au coordonnateur.

Article 1.4. Coordonnateur du groupement

Les intervenants conviennent de désigner la Ville de Montpellier en tant que coordonnateur du groupement. La Ville de Montpellier sera ci-après désignée sous le terme de "coordonnateur du groupement".

A ce titre, le coordonnateur du groupement ayant la qualité de pouvoir adjudicateur, est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues au Code des Marchés Publics, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection du (ou des) cocontractant(s).

Par délégation de l'ensemble des membres du groupement, le coordonnateur du groupement est chargé de signer le marché de travaux à intervenir, de le notifier et de l'exécuter au nom de l'ensemble des membres du groupement.

Enfin, le coordonnateur du groupement est responsable envers les membres du groupement de commandes de la bonne exécution des missions qui lui sont confiées dans le cadre de la présente convention.

CHAPITRE 2 – PROCEDURE DE CONSULTATION ET NOTIFICATION DU MARCHE DE TRAVAUX

Article 2.1. Procédure de passation du marché de travaux

Le marché de travaux à conclure sera passé selon une procédure adaptée conformément aux dispositions des articles 26-II-5° et 28-I du Code des Marchés Publics.

Conformément aux dispositions de l'article 40-III-1° du Code des Marchés Publics, un avis d'appel public à la concurrence sera publié dans le bulletin officiel des annonces des marchés publics, dans un journal habilité à recevoir des annonces légales, ainsi que sur le profil d'acheteur propre au coordonnateur du groupement. Cette publicité sera complétée autant que de besoin par un avis de publicité dans une publication écrite appropriée à l'objet et aux caractéristiques du marché.

Conformément aux dispositions de l'article 77 du Code des Marchés Publics, le marché de travaux à conclure sera un marché à bons de commande et prévoit un montant minimum annuel de 300.000 € H.T. et un montant maximum annuel de 1.200.000 € H.T..

A ce titre, la durée de ce marché de travaux ne dépassera pas 4 (quatre) ans. Conclu pour une durée initiale de 1 (un) an, ce marché est reconduit de manière tacite conformément aux dispositions de l'article 16 du Code des Marchés Publics.

Le cas échéant, chacun des membres du groupement devra faire part au coordonnateur du groupement, au plus tard 3 (trois) mois avant la fin de chacune des années d'exécution du marché, de son refus, motivé, quant à cette reconduction. La décision de ne pas reconduire ce marché sera prise collégalement, par l'ensemble des membres du groupement, et notifié de façon motivée par le coordonnateur du groupement.

Article 2.2. Association des membres du groupement à la passation du marché

Le coordonnateur du groupement recueille l'avis de chacun des membres du groupement à chacune des étapes des procédures de marchés publics, à savoir :

- Etablissement collectif des pièces techniques du Dossier de Consultation des Entreprises;
- Transmission du Dossier de Consultation des Entreprises pour validation par chaque membre du groupement avant lancement de la procédure de passation;
- Analyse des candidatures et des offres, négociations éventuelles et proposition de choix de l'offre économiquement la plus avantageuse dans le cadre du Code des Marchés Publics;
- Mise au point du marché dans les conditions du Code des Marchés Publics et dans le strict respect de la présente convention et des besoins qui y sont exprimés par chaque membre du groupement.

A ces fins, les membres du groupement constituent un groupe de travail technique dont l'intendance et le secrétariat est assuré par le coordonnateur du groupement.

Article 2.3. Instauration de la commission d'appel d'offres du groupement

La commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur du groupement.

Article 2.4. Fonctionnement de la commission d'appel d'offres du groupement

Le président de la commission d'appel d'offres peut désigner des personnalités compétentes dans la matière qui fait l'objet de la consultation. Celles-ci sont convoquées et peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission d'appel d'offres.

La commission d'appel d'offres du groupement peut également être assistée par des agents des membres du groupement, compétents dans la matière qui fait l'objet de la consultation ou en matière de marchés publics.

A ces fins, chaque membre du groupement désignera un représentant suivant les règles qui lui sont applicables.

Le comptable du coordonnateur du groupement, comptable public, et un représentant du service en charge de la concurrence peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission d'appel d'offres du groupement, lorsqu'ils y sont invités. Leurs observations sont consignées au procès-verbal.

Le titulaire est choisi par la commission d'appel d'offres du groupement en application des règles prévues par le Code des Marchés Publics.

Article 2.5. Signature et notification du marché de travaux

Le coordonnateur du groupement signe l'intégralité des pièces du marché de travaux à conclure conformément à l'article 1.4. de la présente convention de groupement de commandes.

Le coordonnateur du groupement est chargé d'assurer le contrôle de légalité et la notification de ce marché.

CHAPITRE 3 – MODALITES D'EXCUTION DU MARCHE DE TRAVAUX

Article 3.1. Direction d'exécution des travaux

La direction d'exécution des travaux est assurée par le coordonnateur du groupement, assurant ainsi le rôle de maître d'œuvre.

A ce titre, le coordonnateur du groupement a pour mission :

- De s'assurer que les documents d'exécution ainsi que les travaux exécutés respectent les dispositions du marché de travaux ;
- De s'assurer que les documents qui doivent être produits par le titulaire du marché, en application du dit-marché ainsi que l'exécution des travaux sont conformes audit contrat;
- De notifier tous les bons de commande et délivrer tous ordres de service, établir tous procès-verbaux nécessaires à l'exécution du contrat de travaux, procéder aux constats contradictoires et organiser et diriger les réunions de chantier ;
- De vérifier les projets de décomptes, d'établir les états d'acomptes, de vérifier le projet de décompte final établi par le titulaire du marché, d'établir le décompte général ;
- D'assister chacun des membres du groupement en cas de différend sur le règlement
- De gérer les différends avec le contractant lors de l'exécution des travaux;
- D'assurer le contrôle quantitatif et qualitatif des travaux exécutés, ainsi que le respect des coûts;
- D'assurer les obligations réglementaires incombant aux maîtres d'ouvrage en matière de sécurité du travail et de protection de la santé;
- D'assurer les obligations réglementaires incombant aux maîtres d'ouvrage et aux maître d'œuvre en matière d'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution;
- D'assurer les obligations réglementaires incombant aux maîtres d'ouvrage en matière de suivi des déchets de chantier;
- D'assurer les opérations de réception des travaux;
- De tenir informés les membres du groupement de tout événement significatif affectant l'exécution du marché de travaux.

Les membres du groupement peuvent être associés aux états des lieux avant travaux, aux réunions de préparation de chantier, aux réunions de chantier, aux états des lieux après travaux et opération préalables à la réception des travaux.

Article 3.2. Etablissement, engagement et notification des bons de commande

A l'issue de la phase de préparation de chacune des campagnes de réfection de la voirie, chacun des bons de commande du marché de travaux objet du groupement de commande est établi par le coordonnateur du groupement et adressé à chacun des membres du groupement concernés par les travaux de réfection pour acceptation.

Les bons de commande sont établis par le coordonnateur du groupement conformément à l'annexe n°2 à la présente convention. Chaque membre du groupement, chacun pour ce qui le concerne, est chargé d'assurer l'engagement comptable préalable de la dépense correspondant au bon de commande à notifier.

Chaque membre du groupement, chacun pour ce qui le concerne, est chargé de signer le bon de commande à notifier. Cette signature est assurée par la personne détenant le pouvoir d'engagement du membre du groupement concerné en tant que maître d'ouvrage et dont la liste figure en annexe n°3 à la présente convention.

Chaque membre du groupement, chacun pour ce qui le concerne, adresse le bon de commande signé au coordonnateur du groupement qui en assure la notification au titulaire du marché de travaux dans le cadre de sa mission de direction d'exécution des travaux.

CHAPITRE 4 – AUTRES DISPOSITIONS

Article 4.1. Frais de gestion des procédures, de la direction d'exécution des travaux et de certification

Les frais relatifs à la procédure de dévolution du marché de travaux à conclure, à l'établissement des bons de commande, à la direction d'exécution de travaux, à la réception des travaux et la certification des comptes sont pris en charge par le coordonnateur du.

Article 4.2. Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la passation du marché de travaux à conclure adjointe à la durée d'exécution de ce marché, soit 1 (un) an, renouvelable 3 (trois) fois.

La convention prend fin à la date d'expiration de la dernière année d'exécution du marché de travaux de réfection de voirie.

Article 4.3. Modalité de sortie du groupement – Résiliation de la convention

Chacun des membres du groupement de commande conserve la faculté de se retirer du groupement sous réserve d'un préavis de 3 (trois) mois par rapport au terme de chacune de période de reconduction notifié à l'ensemble des membres du groupement.

Le membre du groupement de commandes reste néanmoins engagé pour la part des travaux qui le concerne et qui ne sont pas encore achevés. A ce titre, il reste engagé à l'égard du contractant à hauteur de la somme des engagements souscrits antérieurement à la date de retrait effective du groupement de commandes.

Le retrait du coordonnateur du groupement entraîne la résiliation de la convention.

Toutefois, sauf décision unanime et contraire des membres du groupement restant, le retrait d'un des membres du groupement ou la résiliation de la convention ne peut intervenir qu'à l'issue de la passation du marché de travaux ou qu'au terme de chacune des années d'exécution du marché de travaux conclu et notifié.

Article 4.4. Règlement de différends et des litiges

Tout différend ou litige entre tout au partie des membres du groupement de commande portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention qui n'aurait pas pu être réglé par voie amiable entre membres fera l'objet d'un règlement devant le tribunal compétent à savoir le Tribunal Administratif de Montpellier.



A MONTPELLIER, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour Madame le Maire et par délégation,

Le Maire Adjoint

Philippe THINES



Montpellier
Agglomération

A MONTPELLIER, le

Pour l'Agglomération de Montpellier

Pour Monsieur le Président et par délégation,

Le Vice-Président

Louis POUGET



A, le

Pour VEOLIA – Compagnie Générale des Eaux

Le Directeur Régional

Jean-Pierre BUCHOUD



ÉLECTRICITÉ RÉSEAU DISTRIBUTION FRANCE

A, le

Pour Electricité réseau Distribution de France

Pour Monsieur le Directeur des Opérations Méditerranée,

Le Directeur Régional

Karim RAFAI



A, le

Pour GrDF

Le Directeur de l'Unité Réseau Gaz

Maurice MENNEREAU



A, le

Pour FREE Infrastructure

Le Président

Cyril POIDATZ

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Travaux de réfection de tranchées Convention constitutive de groupement de commandes Autorisation de signer les documents

Philippe THINES rapporte :

La Ville de Montpellier est propriétaire et gestionnaire de la voirie communale sur son territoire. A ce titre elle est garante de l'exercice de pouvoir de police de conservation de cette voirie. A ces fins la Ville s'est dotée d'un Règlement de Voirie approuvé par la délibération du Conseil Municipal en date du 31 juillet 1998.

En particulier l'article 14 du règlement de ce règlement fixe les obligations faites aux intervenants en matière de remblaiement des tranchées; l'article 16 fixe quant à lui les obligations faites aux intervenants en matière de réfection de revêtements.

Dans le cadre de la coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique, tel que le prévoit l'arrêté du Maire en date du 31 juillet 1998, il est nécessaire de regrouper le cas échéant les interventions de réfection de voirie entre intervenants, de conjuguer une campagne de réfection de voirie avec une remise en état du patrimoine de voirie, de procéder à la réfection définitive des tranchées pour lesquelles la réfection provisoire réalisée par les intervenants concernés n'est pas satisfaisante en matière de tenue au foisonnement.

Afin d'optimiser l'exécution de ces prestations tant économiquement que techniquement, la Ville et les intervenants décident de créer un groupement de commande ayant pour objet la passation d'un marché public de travaux de réfection de voirie.

A ces fins il est envisagé de constituer un groupement de commande entre les membres suivants :

- La Ville de Montpellier,
- La Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Veolia – Compagnie Générale des Eaux,
- Electricité réseau Distribution France,
- Gaz réseau Distribution France,

- France Télécom,
- FREE.

Il convient donc de conclure une convention de groupement de commande réunissant tous les membres précités;
Cette convention :

- vaut constitution du groupement,
- définit les modalités de fonctionnement du groupement,
- désigne la Ville de Montpellier comme coordonnateur du groupement ayant le pouvoir adjudicateur.

Dans son rôle de coordonnateur du groupement, la Ville de Montpellier sera chargée de conduire la procédure d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et exécuter le marché de travaux relatif aux réfections de tranchées.

La convention fixe les modalités de passation du marché de travaux à conclure pour satisfaire aux besoins du groupement.

La Commission d'Appel d'Offres de la Ville sera ainsi compétente pour choisir le titulaire de ce marché. Le président de la Commission d'Appels d'Offres de la Ville pourra désigner les représentants de chacune des membres du groupement de commande pour assister aux séances d'ouverture des plis et d'attribution des marchés.

Le marché à conclure étant un marché à bons de commande comprendra un montant minimum de 300.000 € H.T. et un montant maximum annuel de 1.200.000 € H.T.. Il aura une durée de 1 an reconductible 3 fois; ce qui portera sa durée maximale à 4 ans.

Dans son annexe, la convention fixe également les principes de répartition des montants minimum et maximum annuels de travaux mis à la charge de chacun des membres du groupement.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver le projet de convention constitutive de groupement de commandes en vue de la réalisation des travaux de réfection des tranchées sur la voirie communale ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer cette convention avec l'ensemble des membres du groupement et plus, généralement, tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 05 février 2013

Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013 le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHAR, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Maintenance et réparation des ouvrages d'art et des ouvrages de soutènement Attribution du marché de travaux Autorisation de signer

Philippe THINES rapporte :

[La Ville de Montpellier possède un patrimoine de 67 ouvrages d'art et de 47 ouvrages de soutènement. Ces ouvrages font l'objet d'un plan de surveillance périodique depuis désormais 3 ans. Cette surveillance a permis de mettre en évidence un certain nombre de pathologies et de constatations mettant en jeu la sécurité des usagers ou la pérennité de certains ouvrages. Dès lors, il convenait que la Ville de Montpellier se dote d'un outil de commande publique efficace pour assurer l'entretien et la réparation de ces ouvrages.

Le présent marché a pour objet de réaliser les travaux nécessaires à la maintenance et aux réparations des ouvrages d'art et des ouvrages de soutènement. Il s'agit d'un marché à bons de commande conforme aux dispositions de l'article 77 du Code des Marchés Publics, dévolu suivant la procédure adaptée ouverte conformément aux dispositions de l'article 28-I du Code des Marchés Publics.

La durée du marché à conclure est de un an. Ce marché n'est pas reconductible.

Le montant total des commandes pour la durée du marché est compris entre un minimum de 200.000 € H.T. et un maximum de 800.000 € H.T..

Le jugement des offres se fonde sur les critères suivants:

- pour l'analyse des candidatures:
 - o garanties et capacités techniques et financières;
 - o capacités professionnelles;
- pour l'analyse des offres:
 - o valeur technique (60%)
 - o prix des prestations (40%)

La Commission d'Appels d'Offres en date du 1^{er} octobre 2013 a retenu l'offre économiquement la plus avantageuse présentée par le groupement d'entreprises GAUTHIER/EUROVIA MEDITERRANEE.

Les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché sont inscrits au budget 2013 en investissement, sur les enveloppes globalisées (ligne de crédit n°14662, nature 2315, fonction 908 221).

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- d'approuver l'attribution du marché n°3D0337 au groupement d'entreprises GAUTHIER/EUROVIA MEDITERRANEE;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous les documents ou actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MATHIEU

Publiée le : 26 novembre 2013

Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Maintenance des ascenseurs du Corum et du passage Hermès Maintenance des escaliers mécaniques du Triangle et du passage Hermès Attribution du marché n° 3D02762300 et autorisation de signer

Philippe THINES rapporte :

Le présent marché a pour objet la maintenance des installations suivantes:

- Les ascenseurs du Corum assurant la liaison entre l'esplanade Lucie Aubrac, le Corum et la station du tramway;
- l'ascenseur du passage Hermès assurant la liaison entre la place Paul Bec et la servitude de passage du Polygone;
- les escaliers mécaniques du Triangle;
- l'escalier mécanique du passage Hermès.

La procédure de passation est un appel d'offres ouvert en application des articles 33 alinéas 3 et 57 à 59 du code des marchés publics. Le marché comprend 2 lots à attribution séparée :

- Lot n°1 Maintenance des ascenseurs;
- Lot n°2 Maintenance des escaliers mécaniques.

Les prestations feront l'objet d'un marché à bons de commande avec minimum et maximum passé en application de l'article 77 du Code des marchés publics. Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de l'ordre de service. Le marché peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

Le montant total des commandes pour la durée initiale du marché est compris entre un minimum et un maximum, définis comme suit :

- pour le lot n°1 – Maintenance des ascenseurs:
 - montant minimum : 7.000,00 € H.T.
 - montant maximum : 28.000,00 € H.T.
- pour le lot n°2 – Maintenance des escaliers mécaniques:
 - montant minimum : 30.000,00 € H.T.
 - montant maximum : 120.000,00 € H.T.

La Commission d'appel d'offres en date du 29 Octobre 2013 a retenu, pour chaque lot, l'offre économiquement la plus avantageuse présentée par l'entreprise SCHINDLER.

Les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché seront inscrits au BP 2014, nature 6156, en fonctionnement.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'attribution des lots 1 et 2 du marché n° 3D02762300 à l'entreprise Schindler ;
- de dire que la dépense sera prélevée sur le budget de la Ville, sur l'imputation budgétaire citée plus haut ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MENDROUX

Publiée le : 26 novembre 2013

Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

PRU Cévennes Travaux de réaménagement de la rue Paul Rimbaud Entre la rue d'Alco et la rue de l'Oasis Appel d'offres Autorisation de signer les marchés

Philippe THINES rapporte :

Dans sa séance du 6 mai 2013, le Conseil Municipal a approuvé le projet de convention constitutive de groupement de commande avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les travaux de réaménagement de la rue Paul Rimbaud entre la rue d'Alco et la rue de l'Oasis dans le cadre du Programme de Renouvellement Urbain du quartier Cévennes – Petit Bard.

En effet, la Ville doit renforcer le réseau pluvial de l'avenue Paul Rimbaud afin d'alimenter les ouvrages de rétention prévus dans le cadre du schéma d'aménagement hydraulique du quartier du Petit Bard et de son côté la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit procéder d'une part au changement de sa conduite d'eaux usées en mauvais état située sous la chaussée, et d'autre part à la reprise de son réseau d'eau potable.

Compte tenu de l'encombrement du sous-sol et de l'imbrication de ces projets, il était souhaitable, pour des raisons économiques, de planning et de phasage des travaux, de passer un marché unique pour la réalisation de l'ensemble de ces travaux. Dans la convention de groupement de commande, la Ville est désignée comme coordonnateur du groupement. A ce titre, elle a la charge de conduire la procédure d'appel à la concurrence, signer et exécuter les marchés.

Outre les réseaux humides, le projet prévoit le réaménagement de la rue Paul Rimbaud avec :

- la réduction de la largeur de la chaussée circulée à 6,00 m ;
- la création d'une piste cyclable à double sens côté nord de l'avenue ;
- la création de seuils d'entrées type « zone 30 » aux carrefours avec la rue d'Alco et la rue de la Gardiole ;
- la création de places de stationnement longitudinales ;
- la plantation d'arbres entre les places de stationnement ;
- l'enfouissement de tous les réseaux aériens jusqu'aux bâtiments ;

- Au droit du groupe scolaire du Petit Bard la création d'un parvis planté avec la création d'un plateau surélevé.

Afin de réaliser ces travaux, une consultation d'entreprises dans le cadre d'un appel d'offres ouvert soumis aux articles 33 3^{al}. et 57 à 59 du Code des Marchés Publics a été lancée selon les critères suivants :

- Critères relatifs à la candidature :
 - o Garanties techniques et financières ;
 - o Références professionnelles.
- Critères intervenant pour le jugement des offres :
 - o Valeur technique de l'offre appréciée à l'appui d'un cadre de mémoire technique, à compléter par l'entreprise ;
 - o Prix des prestations.

La Commission d'appel d'offres, au cours de sa séance du 5 novembre 2013, a retenu l'offre du groupement d'entreprises **EIFFAGE TP / SOLATRAG / SOTEM** pour un montant de travaux de 1 279 171,86 € HT.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville, nature 2315, fonction 908-221, programme 2013I15.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver cette opération,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer le marché avec le groupement d'entreprises retenu par la Commission d'appel d'offres et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour ~~extraire~~ **en forme**, Madame le Maire


Hélène VANDROUX

Publiée le : 26 novembre 2013

Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Prestations topographiques et missions de géomètres Autorisation de signer les marchés

Philippe THINES rapporte :

Cette délibération annule et remplace la précédente 2013/318, en vue de rectifier une erreur matérielle concernant la durée du marché.

La Ville de Montpellier a décidé de se doter de nouveaux marchés à bons de commande concernant les prestations topographiques et de missions de géomètres.

Un appel d'offres ouvert a été lancé selon les dispositions des articles 33 et 57 à 59 du Code des Marchés Publics, avec 2 lots géographiques :

- Lot 1 : Quartier Centre ;
- Lot 2 : Hôpitaux Facultés, Mosson, Cévennes, Croix d'Argent, Près d'Arènes, Port Marianne.

Ces marchés sont d'une durée **d'un an renouvelables trois fois** avec les critères de sélection suivants :

- Les critères relatifs à la candidature sont :

- Garanties techniques et financières ;
- Références professionnelles.

- Les critères intervenant pour le jugement des offres sont :

- Valeur technique de l'offre appréciée à l'appui d'un cadre de mémoire technique, à compléter par l'entreprise (60 %) ;
- Niveau de prix (40%).

Le montant total des commandes pour la durée initiale du marché est compris par lot entre un minimum de 5 000 € HT et un maximum de 200 000 € HT.

La Commission d'appel d'offres, lors de la séance du 9 Juillet 2013, a retenu les entreprises suivantes :

- Le groupement d'entreprises BILICKI-DHOMBRES-OSMO/SIRAGUSA/PAGES TIP pour réaliser les missions du lot n°1 « Quartier Centre »,
- Le groupement d'entreprises BILICKI-DHOMBRES-OSMO/SIRAGUSA/PAGES TIP pour réaliser les missions du lot n°2 « Quartiers Hôpitaux Facultés, Mosson, Cévennes, Croix d'Argent, Près d'Arènes, Port Marianne ».

Le financement nécessaire à la réalisation des prestations incluses dans ces marchés à bons de commande est inscrit au budget de la Ville.

En conséquence, nous vous demandons :

- d'approuver l'attribution des marchés n°3D0142239 avec :
- Le groupement d'entreprises BILICKI-DHOMBRES-OSMO/SIRAGUSA/PAGES TIP pour le lot n°1 ;
- Le groupement d'entreprises BILICKI-DHOMBRES-OSMO/SIRAGUSA/PAGES TIP le lot n°2.
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène M. ANDROUX

Publiée le : 26 novembre 2013

Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

Absents :

Marie-Josée AUZE-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Réalisation de serrureries dans divers espaces verts de la Ville Autorisation de signer les marchés

Philippe THINES rapporte :

Le présent dossier a pour objet l'appel d'offres pour la réalisation de serrureries dans divers espaces verts de la Ville. Il est établi pour l'année 2013 renouvelable deux fois maximum par expresse reconduction.

1/ PRESENTATION DU MARCHÉ

Il s'agit d'un marché à bons de commande :

		Montant maximum
Lot n°1	Hôpitaux Facultés Mosson Cévennes	300 000 € HT
Lot n°2	Croix d'Argent Près d'Arènes Port Marianne	300 000 € HT
Lot n°3	Montpellier Centre	250 000 € HT

2/ FINANCEMENT AU BUDGET PRIMITIF

Sur l'imputation budgétaire suivante :

Fonction	Nature	Numéro de ligne
908231	2312	14714
908231	61521	16212
908232	2312	14684

3/ **RAPPEL DE LA PROCEDURE**

La date limite des offres a été fixée au 02 septembre 2013.

L'ouverture des plis a eu lieu le 03 septembre 2013.

Après analyse du mémoire technique et l'analyse financière des offres, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 17 septembre 2013 a retenu les candidats suivants :

Lot n°1	Hôpitaux Facultés, Mosson, Cévennes	entreprise ACS PROTECT
Lot n°2	Croix d'Argent, Près d'Arènes, Port Marianne	entreprise ACS PROTECT
Lot n°3	Montpellier Centre	entreprise ACS PROTECT

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire et notamment les marchés avec l'entreprise adjudicataire de chaque lot.

Le Conseil adopte.

Pour ~~extraire~~ conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 novembre 2013

Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHAR, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Convention entre la Ville et l'association les Chiens Andalous Dispositif Ecole et Cinéma

Philippe SAUREL rapporte :

Le dispositif Ecole et Cinéma, outil d'éducation artistique au cinéma, existe au niveau national depuis 18 ans. Il est soutenu à la fois par le Centre National de la Cinématographie et de l'Image Animée sous l'autorité du Ministère de la Culture et de la Communication et la Direction Générale de l'Enseignement Scolaire du Ministère de l'Education Nationale.

Remarquable du point de vue de sa qualité, de son exigence et de sa rigueur, il a pour but de faire découvrir aux écoliers le cinéma en tant qu'art. Les enseignants et leurs élèves assistent en salle à la projection de films représentant la diversité cinématographique. Cette rencontre avec l'œuvre favorise la formation du jugement, du goût et de la sensibilité et permet de cultiver une attitude de curiosité pour les productions artistiques, patrimoniales et contemporaines.

Depuis 16 ans l'association « Les Chiens Andalous » est le coordinateur de ce dispositif en collaboration étroite avec le Centre de Ressources Images et Son –CRIS, coordinateur Education Nationale, implanté à l'Ecole Simenon, quartier Mas Drevon.

Ce dispositif a la particularité de faire travailler ensemble les salles de cinéma, les écoles et les enseignants, l'Inspection Académique, la DRAC LR ainsi que les services municipaux des villes. Il concerne près de 10 000 élèves sur le département de l'Hérault, dont environ 4000 sur la ville de Montpellier.

Le Cinéma Nestor Burma est la salle associée au dispositif depuis sa réouverture en février 2011. 57 élèves de l'ouest participaient au dispositif en 2009-2010, 220 élèves (5 écoles) en 2010-2011, 780 élèves en 2011-2012 l'année de la réouverture de la salle et **pour l'année 2013-2014, 50 classes sont inscrites pour un total de 1200 élèves.** C'est pourquoi le cinéma Nestor Burma souhaite renouveler la convention avec le coordinateur départemental.

Ces classes pourront ainsi participer au parcours cinématographique de 3 films où le chargé Jeune public accueillera les élèves et présentera chaque séance. Un cahier de note sur le film sera remis à chaque enseignant

pour travailler en classe des axes de prolongement et chaque élève repartira avec une carte postale et une présentation écrite du film.

Compte tenu de la volonté de la Ville de favoriser l'accès des jeunes aux salles et de soutenir l'éducation artistique au cinéma, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention jointe en annexe
- D'entériner le tarif de 2.50€ par enfant pour la participation à ces séances
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène ANDREOUX

Publiée le : 26 novembre 2013

CONVENTION Pour l'organisation de « *Ecole et Cinéma*, les enfants de cinéma », 2013-2014

Entre les soussignés :

Association Les Chiens Andalous
5 rue de Verdun
BP 51062
34007 Montpellier Cedex 1

Représenté par Antoine Pereniguez, Président

Et
La ville de Montpellier, Cinéma Nestor Burma
Adresse : 2 rue Marcelin Albert
34 000 Montpellier

Représenté par Philippe Saurel, Adjoint au Maire délégué à la Culture

Le représentant de l'association Les Chiens Andalous, en tant que coordinateur départemental s'engage à,

- Mettre en œuvre le dispositif *Ecole et cinéma* en veillant à son extension maîtrisée à de nouvelles salles du département
- Mettre en réseau les salles associées dans le dispositif pour favoriser l'échange des pratiques et des savoirs entre acteurs de la Culture et de l'Education Nationale
- Elaborer la circulation des copies sur le département en concertation avec le coordinateur Education Nationale et l'ensemble des salles associées, puis réserver les copies auprès des distributeurs après validation de la programmation par *Les enfants de cinéma*
- Informer le distributeur, les enfants de cinéma et le service de la diffusion culturelle du CNC en cas de réception d'une mauvaise copie
- Commander les documents d'accompagnement auprès de l'association *Les enfants de cinéma*, en lien avec le coordinateur Education Nationale, puis coordonner et faire le suivi logistique de la circulation des documents dans les salles et les écoles concernées
- Participer à l'organisation des séances de prévisionnement, indispensables dans les salles participantes
- Participer éventuellement, aux côtés des services de l'Education Nationale, à des actions de formation
- Contribuer à l'évaluation nationale d'*Ecole et cinéma* menée chaque année par *Les enfants de cinéma* par la transmission à l'association du bilan entrées/salles de son département et des questionnaires
- Animer sur son territoire le dispositif *Ecole et cinéma* en développant toutes initiatives visant à fédérer les salles et les enseignants et à enrichir le dispositif
- Participer chaque année, à la Rencontre nationale des coordinateurs d'*Ecole et cinéma*.
- Coordonner avec le coordinateur Education nationale la mise en place des réunions du comité de pilotage

Dans le cadre de sa participation au dispositif, la salle s'engage à :

- Assurer des projections de qualité dans le respect des règles du cahier des charges
 - Réserver le meilleur accueil possible aux élèves. La salle organisera ainsi occasionnellement des visites du cinéma (salle, cabine de projection...) ou toute autre animation convenue avec les enseignants
 - Prendre en charge les frais occasionnés par l'accueil du dispositif dans son établissement (gestion administrative, personnel, déplacements aux réunions, accueil des prévisionnements...)
 - Aller chercher, en amont des séances scolaires, les cartes postales et livrets verts destinés aux élèves et aux enseignants au stock du département que lui indiquera le coordinateur cinéma.
 - organiser une réunion d'information sur le dispositif à destination des instituteurs à la rentrée
-
- informer les écoles, par courrier, du titre des films, des dates de passage, des horaires de programmation

2 exemplaires à compléter et à renvoyer signés à
Les Chiens Andalous 5 rue de Verdun BP 51062 34007 Montpellier Cedex 1

- Transmettre au coordinateur cinéma, **les résultats détaillés des entrées** enregistrées lors des séances du dispositif (en faisant connaître à la coordination départementale les diverses initiatives d'animations proposées en direction des jeunes spectateurs du dispositif).
- Ménager aux enfants un accueil dans des conditions décentes de confort et de projection. Le jeune public demande une attention particulière : pour cela, la salle associée n'accueillera pas plus d'une centaine d'enfants par séance, sans jamais dépasser une jauge d'occupation des 2/3 de la salle.
- Lors de la projection, procéder comme il se doit aux réglages de l'image et du son, notamment au respect des différents formats (Réglages et essais de projection obligatoires AVANT la première séance)
- Systématiquement projeter en amorce des films du dispositif *Ecole et cinéma* le pré-générique prévu à cet effet intitulé « La jeune spectatrice », fourni avec la copie du film par le coordinateur cinéma.
- Faire en sorte qu'à toutes les séances organisées dans le cadre du dispositif *Ecole et cinéma*, une personne de la salle présente le film aux enfants avant la projection, leur remette leur « billet cinéma » ou, à défaut, leur explique l'existence d'une rémunération payée par chaque spectateur au bénéfice des ayants-droits. Elle leur distribue également les cartes postales à la fin de la séance
- Appliquer, pour les séances organisées dans ce cadre, la politique tarifaire décidée au niveau du département soit dans une fourchette **de 2€ à 2.50€** ; le principe de gratuité est acquis pour les enseignants et accompagnateurs.
- Seules les classes inscrites selon la procédure en vigueur fixée par les coordinateurs de leur département peuvent bénéficier des conditions offertes au sein du dispositif *Ecole et cinéma*.
- Respecter si elle le souhaite la possibilité d'organiser pour chaque film trois séances publiques à ses tarifs habituels.
- Assurer les meilleures conditions techniques et d'accueil à ces projections publiques.
- Respecter le calendrier de circulation des copies (réception, ingestion et suivi à la salle suivante)
- Remplir scrupuleusement **la fiche de suivi qui accompagne la copie DCP du film** ; signaler immédiatement et officiellement (par fax ou par courriel) au coordinateur cinéma les copies endommagées. (La vigilance de la salle associée est engagée, et cette dernière mise en cause en cas de litige).
- Apporter le plus grand soin aux copies qui lui sont confiées, manipulation et transport. Faire jouer son assurance en cas de détérioration accidentelle d'une copie survenue dans sa salle.
- Donner lieu à une déclaration de recettes selon la procédure commerciale habituelle
- Mentionner pour toute information de ces séances auprès du public la phrase suivante : « Dans le cadre de la programmation *Ecole et cinéma*, dispositif national initié par le CNC (ministère de la Culture et de la Communication) et par la DGESCO et le SCEREN-CNDP (ministère de l'Education nationale de l'Enseignement supérieur et de la Recherche). Il est mis en œuvre au niveau national par l'association *Les enfants de cinéma*. »
- assurer des temps de formation pour les enseignants ou à suivre ceux proposés par la coordination
- Mettre à disposition gracieusement équipement et personnel lors des prévisionnements organisés conjointement avec la coordination cinéma ; les distributeurs s'engagent à mettre à la disposition des coordinateurs les copies *Ecole et cinéma* pour l'organisation des séances de prévisionnement en salle, gratuites et non commerciales, dans le cadre d'un travail pédagogique d'accompagnement du dispositif).
- communiquer le bilan quantitatif et qualitatif de votre action à la coordination départementale,
- participer aux réunions organisées par la coordination départementale

Compétence juridique :

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, mais seulement après épuisement de voies amiables (conciliation, arbitrage,...).

Fait à

en 2 exemplaires, le

2013,

Pour l'association Les Chiens Andalous
Le Président, M. Antoine PERENIGUEZ

Pour la ville de Montpellier .
l'Adjoint à la Culture, M. Philippe SAUREL

Signature et cachet

Signature et cachet

Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

Absents :

Marie-Josée AUGE-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Convention entre la Ville et l'association les Chiens Andalous Dispositif Collège au Cinéma

Philippe SAUREL rapporte :

Le dispositif Collège au Cinéma, implanté depuis 2000-2001 dans le département de l'Hérault, propose aux élèves, de la classe de sixième à celle de troisième, de découvrir des œuvres cinématographiques lors de projections organisées spécialement à leur intention dans les salles de cinéma et de se constituer ainsi, grâce au travail pédagogique d'accompagnement conduit par les enseignants, les partenaires culturels ainsi que des professionnels, les bases d'une culture cinématographique.

La participation à cette action repose sur le volontariat des chefs d'établissement et des enseignants qui souhaitent y faire participer leurs classes. Les activités de Collège au cinéma sont inscrites dans le temps et le calendrier scolaire au rythme minimum d'une projection par trimestre.

L'enjeu est de former le goût et de susciter la curiosité de l'élève spectateur par la découverte d'œuvres cinématographiques en salle, dans leur format d'origine, notamment en version originale, d'offrir, dans le cadre du partenariat entre les ministères concernés et les collectivités territoriales, des prolongements pédagogiques et des formations, de veiller à l'accès sur l'ensemble du territoire du plus grand nombre d'élèves à la culture cinématographique, de participer au développement d'une pratique culturelle de qualité en favorisant le développement de liens réguliers entre les jeunes et les salles de cinéma et d'offrir aux enseignants une activité complémentaire leur permettant de développer ou d'approfondir des objectifs de référence inscrits dans les programmes.

Le CNC est chargé de la coordination nationale du dispositif. Les échelons déconcentrés des ministères chargés de la culture et de l'éducation nationale (Conseillers cinéma en DRAC et Inspections d'académie), les Conseils généraux, les établissements cinématographiques et les enseignants volontaires constituent le réseau Collège au cinéma. Les Conseils généraux accompagnent la mise en œuvre de l'opération sur le terrain. Ils financent les 2 interventions de professionnels en classe ainsi que le transport des collégiens vers les salles de cinéma, dans un souci d'aménagement du territoire. L'inspection d'académie est chargée des relations avec les établissements scolaires (inscription des élèves, statistiques) et finance également les stages de formation.

L'association « Les Chiens Andaloux » est le coordinateur de ce dispositif en collaboration étroite avec le **Centre de Ressources Education Culture Numérique**, coordinateur Education Nationale, implanté à l'école Georges Simenon, dans le quartier Mas Devon.

Ce dispositif a la particularité de **faire travailler ensemble les salles de cinéma, les collèges et les enseignants, l'Inspection Académique, la DRAC LR ainsi que le Conseil Général** qui a inscrit le dispositif dans le programme d'éducation artistique et culturelle du Conseil Général de l'Hérault, « Les chemins de la culture », une des trois grandes priorités d'interventions de la politique culturelle départementale en partenariat avec l'Etat (Education Nationale et DRAC LR). Il concerne près de 1900 élèves sur le département de l'Hérault, dont environ 550 élèves sur la ville de Montpellier.

Le cinéma Nestor Burma a rejoint le dispositif en 2011-2012 et a ainsi accueilli 144 élèves (5 classes au total), et en 2012-2013, 194 élèves (7 classes) ont assisté aux 3 films du dispositif.

Le cinéma souhaite renouveler cet accueil pour l'année scolaire 2013-2014 souscrivant ainsi aux objectifs d'éducation à l'image et d'équilibrage de l'offre pour les établissements implantés à l'ouest de la ville.

Pour cette troisième édition 4 établissements sont déjà pré-inscrits, ce qui représente environ 152 élèves (6 classes au total).

Dès sa mise en place en 2000, les partenaires ont souhaité, en plus des séances de cinéma, proposer un programme d'accompagnement des films et de découverte des métiers du cinéma. Les enseignants et leurs élèves bénéficient, en plus des 3 séances de cinéma, de 2 heures d'atelier d'analyse filmique sur un des films au programme ainsi que de 2 heures de rencontre avec un professionnel du cinéma.


La convention prévoit un tarif de 2.50 € par élève, avec un principe de gratuité pour les enseignants et accompagnateurs. Après chaque séance en salle, un professionnel du cinéma vient débattre avec la classe des films en fournissant des notions de lecture d'image.

Compte tenu de la volonté de la Ville de favoriser l'accès des jeunes aux salles et de soutenir l'éducation artistique au cinéma, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention jointe en annexe
- D'entériner le tarif de 2.50€ par élève pour la participation à ces séances
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène VANDROUX

Publiée le : 26 novembre 2013

CONVENTION Pour l'organisation de « Collège au cinéma » 2013-2014

Entre les soussignés :

Association Les Chiens Andaloux
5 rue de Verdun
BP 51062
34007 Montpellier Cedex 1

Représenté par Antoine Pereniguez, Président

Et

La ville de Montpellier et le cinéma municipal Nestor BURMA
Adresse : 2 rue marcelin Albert 34 000 Montpellier

Représenté par Philippe SAUREL, Adjoint à la Culture

Le représentant de l'association Les Chiens Andaloux, en tant que coordinateur départemental s'engage à,

- organiser la réservation, la circulation des films sur le département,
- commander la documentation pour les enseignants et les élèves et à organiser sa diffusion dans les villes,
- informer par écrit les partenaires des réunions à l'initiative de la coordination Cinéma,
- conseiller et à accompagner tous les coordonnateurs locaux dans leurs démarches
- favoriser la communication entre l'ensemble des acteurs du dispositif dans le département
- favoriser la mise en réseau des pratiques et des connaissances de chaque partenaire
- rédiger un bilan départemental récapitulatif de l'opération à destination des partenaires et organisateurs,
- participer aux réunions au CNC et aux stages nationaux,
- organiser et à participer à des temps de formation en direction des coordinateurs cinéma,
- participer aux stages en direction des enseignants en partenariat avec l'académie,
- veiller à ce que la politique et les objectifs de cette opération, mise en place par le C.N.C. et l'Education Nationale soient respectés.

Le représentant du cinéma, en tant que lieu de projection s'engage à,

- assurer un accueil privilégié des classes et à veiller au bon déroulement de la séance
- mettre à la disposition des enseignants et de leurs élèves une salle et projeter le film choisi en respectant le format (fenêtre et objectif)
- ne pas surcharger les salles de cinéma (nb max 120 élèves par séance)
- assurer si possible, une présentation du film avant chaque démarrage de séance,
- respecter la tarification Collège au cinéma fixée à **2,50 €**; le principe de gratuité est acquis pour les enseignants et accompagnateurs,
- organiser une réunion d'information sur le dispositif à destination des enseignants à la rentrée
- informer les collèges, par courrier, du titre des films, des dates de passage, des horaires de programmation

2 exemplaires à compléter et à renvoyer signé à
Association Les Chiens Andaloux 5 rue de Verdun BP 51062 34007 Montpellier Cedex 1

- communiquer à la coordination départementale la fiche bilan des entrées par film dans les jours qui suivent le passage du film
- diffuser la documentation pédagogique auprès des enseignants et des élèves,
- prendre contact avec l'organisateur de la salle suivante pour mettre en place l'envoi du film,
- Respecter le calendrier de circulation des copies (réception, ingestion et suivi à la salle suivante)
- remplir pour chaque film un bordereau de l'état des copies. Toute copie en mauvais état devra être signalée à la coordination, au CNC et au distributeur,
- adresser aux distributeurs les chèques de règlement dans les 10 jours qui suivent la réception des factures,
- participer aux réunions organisées par la coordination départementale,
- prendre toute initiative favorisant la reconnaissance du dispositif « Collège au cinéma »,
- contacter la presse pour tout événement relatif à Collège au cinéma
- mentionner sur tout document de programmation le label « Collège au cinéma »,
- communiquer le bilan quantitatif et qualitatif de votre action à la coordination départementale,

Compétence juridique :

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, mais seulement après épuisement de voies amiables (conciliation, arbitrage,...).

Fait à en 2 exemplaires, le

2013,

Pour l'association Les Chiens Andalous
Le Président,

Pour la Ville de Montpellier,
L'adjoint délégué à la Culture

M. Antoine PERENIGUEZ

M. Philippe SAUREL

Signature et cachet

Signature et cachet

Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

Absents :

Marie-Josée AUGE-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Cinéma Nestor Burma Dispositif Lycéens au cinéma

Philippe SAUREL rapporte :

Le dispositif **Lycéens au cinéma** est implanté dans la région depuis 2005-2006.

Le dispositif a pour objectif de faire évoluer le regard porté par les lycéens sur des cinématographies méconnues, voire rejetées, de développer chez eux une approche critique de l'image animée, et de leur donner la capacité de cerner les enjeux d'un film.

La coordination régionale a été confiée au Festival Cinéma d'Alès et l'opération est accompagnée par des coordinations départementales. Dans le département de l'Hérault le coordinateur est l'association Languedoc Roussillon Cinéma.

Ce dispositif à vocation nationale est mis en œuvre dans le cadre des conventions de développement cinématographique et audiovisuel conclues entre l'Etat (CNC, DRAC) et les Régions. Il est donc co-financé par le Ministère de la Culture et les Conseils Régionaux.

Ce dispositif a la particularité de **faire travailler ensemble les salles de cinéma, les établissements scolaires et les enseignants.**

Le cinéma Nestor Burma a rejoint le dispositif pour l'année scolaire 2011-2012 et a ainsi accueilli 265 élèves (9 classes au total) et a renouvelé cet accueil pour l'année scolaire 2012-2013 avec 260 élèves inscrits, souscrivant aux objectifs d'éducation à l'image et d'équilibrage de l'offre pour les établissements implantés à l'ouest de la ville.

Pour cette troisième édition 2013-2014, 2 établissements sont déjà pré-inscrits, ce qui représente environ 83 élèves (5 classes au total). Ces classes pourront donc assister, au Cinéma municipal Nestor Burma, à 3 films, présentés par la chargée du jeune public.

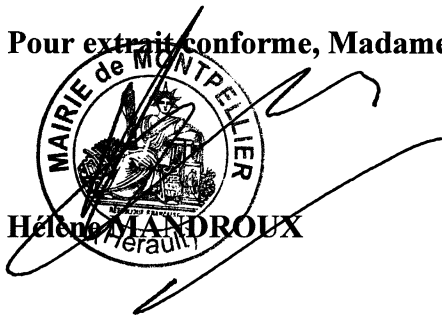
La convention prévoit un tarif de 2.50 € par élève, avec un principe de gratuité pour les enseignants et accompagnateurs. Après chaque séance en salle, un professionnel du cinéma vient débattre avec la classe des films en fournissant des notions de lecture d'image.

Compte tenu de la volonté de la Ville de favoriser l'accès des jeunes aux salles et de soutenir l'éducation artistique au cinéma, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le cahier des charges joint en annexe
- D'entériner le tarif de 2.50€ par élève pour la participation à ces séances
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Le Conseil adopte.

Pour ~~extraire~~ conforme, Madame le Maire

The image shows the official circular seal of the Mairie de Montpellier. The seal features a central emblem with a crown and two lions, surrounded by the text "MAIRIE de MONTPELLIER" and "Hérault". A large, stylized handwritten signature in black ink is written over the seal. Below the seal, the name "Hélène MANDROUX" is printed in a bold, sans-serif font.

Publiée le : 26 novembre 2013

**En région
Languedoc
Roussillon**

**2 0 1 3
2 0 1 4**

**F i c h e
exploitants**

Aude
Gard
Hérault
Lozère
Pyrénées Orientales

EXPLOITANT, nom, adresse, tél, fax :

Ville de Montpellier, CINEMA MUNICIPAL NESTOR BURMA

2 rue marcelin Albert - 34000 Montpellier

Nom du responsable Philippe SAUREL, Adjoint à la Culture

Par la présente, je confirme avoir pris connaissance du cahier des charges national du dispositif "Lycéens au cinéma" et je m'engage à respecter et appliquer les dispositions concernant les salles de cinéma partenaires.

Fait à Montpellier, le

Signature et cachet :

Fiche à renvoyer par fax ou courrier à :

Languedoc-Roussillon Cinéma

Valentine Pignet

6 rue Embouque d'Or

34000 Montpellier

T : 04 67 64 92 55

F : 04 67 64 92 55

Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Cinéma Nestor Burma Convention avec le CROUS de Montpellier Dispositif Pass' Culture

Philippe SAUREL rapporte :

Par délibération du 22 juillet 2013, la Ville a approuvé la signature d'une convention de partenariat avec l'établissement public administratif CROUS de Montpellier ainsi que l'octroi d'une subvention de 20 000 € pour la mise en œuvre du projet Pass'Culture.

Le dispositif Pass'Culture permet aux étudiants âgés de 30 ans au maximum d'avoir accès à une offre culturelle riche et variée grâce à une politique tarifaire exceptionnelle le leur permettant.

Ouvert en février 2011, le cinéma municipal Nestor Burma, dans le quartier Celleneuve, s'inscrit naturellement dans le dispositif Pass'Culture, auquel il a adhéré dès la rentrée universitaire 2011. Sur présentation de la carte Pass'Culture et d'une contremarque cinéma Pass'Culture, les étudiants pourront ainsi continuer à bénéficier de places au cinéma Nestor Burma au prix préférentiel de 3.70 €, le CROUS prenant à sa charge un montant de 0.80 € par place.

A la fin de chaque mois ou de chaque trimestre, la Ville adressera au CROUS un titre de recettes correspondant au nombre de places vendues au tarif Pass'Culture, soit 4.50 €.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention de partenariat entre la Ville et le CROUS de Montpellier, jointe en annexe, pour le renouvellement de la participation du cinéma Nestor Burma au dispositif Pass'Culture, pour l'année universitaire 2013-2014 ;
- D'entériner ce tarif Pass'Culture pour l'année 2014 ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour  extraire conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

CONVENTION DE PARTENARIAT

2013-2014

ENTRE LES SOUSSIGNES,

Le CROUS de Montpellier

2, rue Monteil – 34033 Montpellier cedex 1

Téléphone : 04 67 41 50 09

Représenté par Monsieur Philippe PROST, Directeur du CROUS de Montpellier, ci-après dénommé "Le CROUS"

Et,

La Ville de Montpellier, cinéma municipal Nestor Burma

1 place Georges FRECHE

34267 Montpellier cedex 2

Représentée par Monsieur Philippe SAUREL, adjoint au Maire délégué à la Culture

Ci-après dénommé « Nestor Burma »

PREAMBULE

Le dispositif mis en place par le CROUS de Montpellier repose sur trois points clés : le dispositif Pass'Culture, les kiosques fixes et micro-kiosques. Les **objectifs du Pass'Culture** sont :

- **favoriser** la fréquentation des structures culturelles par un public étudiant, dernier maillon de la chaîne éducative avant l'entrée dans la vie active.
- **sensibiliser** aux arts ces mêmes étudiants par des actions spécifiques en faveur de ce public (visites des lieux culturels, rencontres, lectures / démonstrations...)

Le Pass'Culture est destiné à tous les étudiants des formations post-bac agréées par le Ministère de la Jeunesse, de l'Education Nationale de l'Enseignement Supérieur et de la recherche et qui sont affiliés au régime de sécurité sociale étudiante. Ces étudiants ne peuvent être âgés de plus de 30 ans. Le Pass'Culture leur permet d'accéder à tous les spectacles et manifestations culturelles programmés par les structures partenaires à des tarifs préférentiels.

Coût de l'adhésion Pass'Culture 2013/2014 (valable du 09/09/2013 au 07/09/2014) : 9 euros

Les Kiosques fixes sont des points de vente, d'information et de médiation. Ils sont au nombre de deux :

- **un kiosque fixe situé au Crous** – dans le parc de la C.U. Boutonnet. 119 rue du Fbg Boutonnet à Montpellier (Tram 1 – Arrêt Boutonnet)
ouvert du lundi au vendredi de 10h à 17h.
- **un kiosque fixe situé au cœur de l'Université Paul Valéry Montpellier III** (devant la B. U.) / Tram 1 – arrêt St Eloi)
ouvert du lundi au vendredi de 11h à 17h.

Les micro-kiosques au sein des campus permettent également la vente des places de cinéma, de spectacles et de concerts, ainsi que la diffusion d'information et de médiation culturelle, tout en étant au plus près des étudiants.

Ces kiosques sont ouverts selon le planning de permanence ci-dessous :

PLANNING DES KIOSQUES PASS'CULTURE					
	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI
CROUS	10h00 17h00	10h00 17h00	10h00 17h00	10h00 17h00	10h00 17h00
UM3	11h00 17h00	11h00 17h00	11h00 17h00	11h00 17h00	11h00 17h00
UM1 Droit	12h00 17h00				
UM1 Richter		11h30 14h30	11h30 14h30		11h30 14h00
UM2		11h30 14h30	11h30 14h30	11h30 14h30	11h30 14h30
Sup Agro				11h30 14h30	

Le dispositif est également consultable sur le web : <http://passculture.crous-montpellier.fr/> . il est une véritable vitrine pour les partenaires du dispositif.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - ORGANISATION :

Les dispositifs Pass'Culture et kiosques cultures sont placés :

Pour Nestor Burma, sous la responsabilité de Madame Valérie ASTESANO, Directrice de la Culture et du Patrimoine, Ville de Montpellier et Monsieur Philippe SAUREL, adjoint au Maire délégué à la Culture.

Pour le CROUS, sous la responsabilité de Monsieur Franck BERGER, Délégué Culturel.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU CROUS :

- Prix unique des places pour le cinéma au sein des kiosques fixes et itinérant : 3.70 €.
- Les places de cinéma au tarif Pass'culture sont en vente exclusivement au sein des kiosques Pass'Culture
- Le CROUS, afin de faciliter l'identification des places relevant du dispositif Pass'culture, édite en début d'année universitaire (septembre) des tickets spécifiques cinéma Pass'culture (valable du 9 septembre 2013 au 7 septembre 2014) qui servent ensuite de contremarque aux guichets des cinémas partenaires, dont Nestor Burma.

► Le CROUS s'engage à signifier son partenariat avec Nestor Burma sur l'ensemble des supports de communication édités dans le cadre du dispositif Pass'Culture (guide Bien Fait Pour Vous, site web, flyers...)

Le CROUS s'engage également à promouvoir Nestor Burma en assurant la diffusion des programmes hebdomadaires fournis par le cinéma ainsi que l'affichage de sa programmation dans les kiosques Pass'Culture.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE NESTOR BURMA:

► Nestor Burma s'engage à fournir tous les éléments nécessaires à la communication de sa programmation (programme, affiches de film, dossiers pédagogiques, tracts, revue de presse...).

► Nestor Burma s'engage à faciliter l'accès des salles aux 7 médiateurs des kiosques Pass'Culture par l'intermédiaire d'invitations fournies au service culturel (à hauteur de 2 invitations par mois par médiateurs). Ces étudiants, quant à eux, s'engagent à être des relais efficaces de Nestor Burma

► Nestor Burma s'engage à vérifier systématiquement que l'étudiant est bien détenteur du Pass'Culture. Seule la présentation du sticker 2013/2014 et d'un ticket contremarque permet à Nestor Burma d'attribuer une place au tarif Pass'Culture à l'étudiant. Le défaut de présentation du Pass'Culture implique que l'étudiant paie sa place aux tarifs en vigueur de Nestor Burma.

Cette clause est obligatoire afin d'éviter les abus et que des personnes non détentrices du Pass'Culture puissent bénéficier du dispositif.

► Nestor Burma s'engage à faire apparaître la tarification Pass'Culture sur ses supports de communication (programmes papier et site web) et à coller l'autocollant (« Partenaire du Pass'Culture ») à l'entrée de son établissement.

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS COMMUNES :

► La simple présentation du Pass'Culture ne permet pas de bénéficier du tarif Pass'culture, l'étudiant devant être détenteur d'un ticket cinéma Pass'Culture édité par le CROUS pour pouvoir prétendre au tarif. Sans présentation du Pass'Culture accompagné du ticket cinéma Pass'culture, les tarifs appliqués sont ceux de Nestor Burma.

► Les horaires des différents kiosques Pass'Culture sont précisés dans le préambule. Ils sont systématiquement ouverts lors des pauses méridiennes afin d'assurer un service adapté à la demande des étudiants

ARTICLE 5 – FINANCEMENT :

► La compensation financière versée par le CROUS de Montpellier au bénéfice de Nestor Burma par place vendue est de 0.80 € (quatre vingt centimes d'euros).

ARTICLE 6 – PAIEMENT :

Un titre de recettes sera adressé au service culturel du CROUS pour paiement par la Ville de Montpellier et fera état des places vendues au tarif Pass'culture soit 4.50 € T.T.C. par place, et ce, à la fin de chaque mois ou de chaque trimestre.

Ce versement s'effectuera par virement bancaire dans les trois semaines maximum à compter de la date de réception de la facture.

181

Le service comptabilité du crous s'engage à transmettre les références du virement une fois celui-ci effectué après réception de chaque facture.

ARTICLE 7 – DUREE DE LA CONVENTION :

La présente convention est établie pour l'année universitaire 2013 / 2014.

ARTICLE 8 – COMPETENCES JURIDIQUES :

En cas de litige, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif de Montpellier, mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc...).

Fait à Montpellier, le

Pour le CROUS
Le Directeur

Pour Nestor Burma,
L'adjoint au Maire délégué à la Culture

Monsieur Philippe PROST

Monsieur Philippe SAUREL

Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

La Panacée Centre de Culture Contemporaine Adhésion au projet ETAC Participation à l'appel à projets de l'Eurorégion Pyrénées Méditerranée

Philippe SAUREL rapporte :

Le projet ETAC (Espace Transfrontalier d'Art Contemporain) a vu le jour en 2012 dans le but de renforcer l'action culturelle euro-régionale.

ETAC rassemblerait avec l'adhésion de La Panacée, cinq institutions partenaires de part et d'autre des Pyrénées :

Le Bólit, Centre d'Art Contemporain de Gérone, chef de file du projet
Le Museu de l'Emporda à Figueras
Le Centre d'Art Le Lait d'Albi
Addaya, Centre d'Art Contemporain d'Alaró (Majorque)
La Panacée, Centre de Culture Contemporaine de Montpellier

Le projet ETAC a pour objectif premier de créer un réseau de coopération entre différents centres d'arts visuels contemporains à l'échelle transfrontalière.

Il s'agit également de soutenir les artistes au niveau de l'Euro-région, en participant à l'amélioration de leur niveau de professionnalisation et en soutenant leur intégration dans un réseau international.

Cet objectif s'accompagne d'une volonté d'attirer de nouveaux publics autour de la culture contemporaine et des arts visuels.

Pour la première étape, les résidences de 2014, une bourse de séjour pour la recherche sera attribuée à cinq artistes qui réaliseront une résidence de trois mois dans deux des centres participant au projet, afin qu'ils passent un mois et demi dans chaque lieu et que chaque lieu ait deux artistes en commun. Le coût total du projet s'élève à 70 000 €, le Bólit Girona, chef de file de l'opération participe à hauteur de 23 200 € et les quatre autres partenaires, dont la Panacée, à hauteur de 11 700 € chacun.

Le projet ETAC pour 2014 est éligible à l'appel à projets de l'Euro-région Pyrénées Méditerranée – Culture

Euro-Région 2013 - pour l'obtention d'une dotation financière globale de 42 000 euros à répartir entre les partenaires. La Panacée se verrait ainsi attribuer une dotation de 6 100 €, portant à 5 600 € sa part de financement au projet

Compte tenu de l'intérêt du projet, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'adhésion de la Panacée Centre de culture contemporaine au projet ETAC
- d'autoriser la participation de La Panacée à l'appel à projets de l'Eurorégion Pyrénées Méditerranée, pour l'obtention d'une subvention globale de 42 000 € à répartir entre les partenaires;
- d'autoriser le cofinancement du projet par La Panacée à hauteur de 5 600 euros pour l'année 2014 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MAUDROUX

Publiée le : 26 novembre 2013

CULTURE EURORÉGION 2013 - APPEL À PROJETS

LETTRE D'ENGAGEMENT – PARTENAIRE | ANNEXE 3

Nom complet de la structure	VILLE DE MONTPELLIER – La Panacée, centre de culture contemporaine – Montpellier, 14 rue de l'Ecole de Pharmacie 34000 Montpellier
Forme juridique	VILLE
N° SIRET / NIF	213 401 722 01787
Nom, prénom et fonction de la personne signataire des documents officiels	Philippe Saurel, adjoint au Maire délégué à la Culture
Adresse postale complète	1 Place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2
Téléphone	00 33 4 67 34 59 16
Adresse électronique	Franck.bauchard@ville-montpellier.fr

Je soussigné, **Philippe Saurel**, représentant légal de la structure désignée ci-dessus, atteste par la présente que la structure que je représente :

- 1) est partenaire du projet eurorégional intitulé **ETAC**,
- 2) désigne la structure **Ajuntament de Girona, Bòlit, Centre d'Art Contemporani. Girona** comme chef de file du projet eurorégional,
- 3) s'engage à assurer une contribution financière pour la réalisation du projet de **5600 euros¹**, selon le plan financier du formulaire de candidature,
- 4) s'engage à garantir, en relation avec le budget, les dotations financières pour la couverture intégrale des dépenses de **11700 euros²** relatives aux activités de sa responsabilité dans le cadre du projet, sous réserve de l'obtention de la subvention eurorégionale,
- 5) s'engage à financer les actions décrites dans le projet présenté ci-joint, selon le plan de financement annoncé, sous réserve de l'obtention de la subvention eurorégionale,
- 6) s'engage à transmettre au chef de file les justificatifs des dépenses en vue des demandes d'acompte et de solde de la subvention eurorégionale,
- 7) s'engage à transmettre au chef de file la documentation afférente à l'exécution des actions du projet, relevant de leur responsabilité afin d'élaborer les rapports d'activités.

Fait à Montpellier, le.....

Signature du représentant légal et cachet de la structure

¹ Montant « autofinancement » du « partenaire » - Tableau 2 (« Recettes ») du Formulaire de candidature

² Montant « total » de la colonne « partenaire » du Tableau 1 (« Dépenses ») du Formulaire de candidature

visuels, de leur implication dans le développement économique et éducatif des territoires ainsi que dans celui de la formation de publics pour l'art contemporain dans la zone transfrontalière.

Les artistes sont au cœur du projet.

Pour la première étape, les résidences de 2014, une bourse de séjour pour la recherche sera attribuée à cinq artistes qui réaliseront une résidence de trois mois partagée par deux des centres participant au projet, afin de qu'ils passent un mois et demi dans chaque lieu et que chaque lieu ait deux artistes en commun.

Le projet mettra en place des méthodes et des temps de partage, de connaissances, des processus de travail et de création, la mise en commun d'expériences.

Pour assurer la cohérence et l'unité du projet, pour qu'il puisse être à la fois un projet de création artistique et intellectuel partagé, un thème commun de réflexion, d'analyse et de création est proposé:

«Différence et répétition»: un projet d'échange pour l'ETAC.

- Une offre publique de résidences de recherche destinée à des artistes de l'Eurorégion et à des artistes internationaux. Novembre 2013
- Ouverture du blog du projet partagé ETAC. Janvier 2014
- Préselection des dossiers d'artistes, à partir d'une présentation de leur démarche artistique et de leur CV accompagnée d'une note d'intention pour la résidence.
- Sélection définitive en mars 2014. Le jury sera composé par les directeurs des centres d'art qui font partie de l'ETAC. Ils se réuniront à Alaró (Majorque)
- Cette réunion permettra également de préciser les conditions de séjour et de recherche dans chaque lieu.
- Il est prévu de donner une subvention de 3.600 euros aux artistes résidents pour leur séjour de recherche et d'assumer les frais de déplacement à hauteur de 1000 euros par artiste. Entre Mars et Octobre 2014
- 1e partie des résidences pour les artistes (45 jours). Mars à Juin
- 2e partie des résidences pour les artistes (45 jours). Juillet à octobre
- Pendant leurs résidences les artistes feront un débat commun public pour discuter et / ou partager les expériences et les idées. Entre Mai et octobre Juin 2014
- Pendant leur séjour, les artistes devront collaborer avec les services de médiation pour que ceux-ci proposent des propositions innovantes aux divers publics, en lien avec leurs recherches.
- Ils seront également sollicités pour présenter leurs recherches à des étudiants, des professionnels et divers publics. Avril - Octobre 2014
- Une publication virtuelle rassemblera la documentation sur les étapes et les recherches des artistes, ainsi que sur les actions de médiation des structures. Décembre 2014.

Public:

Artistes de l'Euroregion et internationaux.
Professionnels des arts visuels
Publics divers.

Critères de la candidature:

Nombre d'agents participants:5
Nombre de territoires membres de l'Eurorégion:5
Caractère professionnel de l'échange: oui
Perspective de création d'une association eurorégional: oui
Description d'une proposition de projet: oui
Démonstration d'une proposition de projet: oui
Démontrer l'établissement de partenariat territorial et de réciprocité de l'échange: oui
Volonté de structuration au sein de l'espace eurorégional: oui

Soutien financier demandée:

Somme d'argent: 42.000 euros.
Cofinancement par les partenaires 28.000 euros.
Coût total du projet: 70.000 euros.

Type de dépense:

Les frais de séjour de recherche et les déplacements des artistes en résidence.

Projet E.T.A.C.

Histoire du projet

Le projet ETAC (Espace Transfrontalier d'Art Contemporain) a vu le jour en 2012 à l'appel de l'Euro-région Pyrénées Méditerranée « Culture Euro-région 2012 » dans l'axe 2 (Bourses de mobilité) et dans le but de renforcer l'action culturelle euro-régionale.

ETAC rassemble cinq institutions partenaires de parts et d'autres des Pyrénées :

- Le Bólit, Centre d'Art Contemporain de Gérone
- Le Museu de l'Emporda à Figueras
- Le Centre d'Art Le Lait d'Albi
- Addaya, Centre d'Art Contemporain d'Alaró (Majorque)
- La Panacée, Centre de Culture Contemporaine de Montpellier

Différentes réunions dans les différents lieux partenaires ont permis d'établir les bases de confiance pour l'établissement d'une équipe de travail structurée et plurielle.

Objectifs

Le projet ETAC a pour objectif premier de créer un réseau de coopération entre différents centres d'arts visuels contemporains à l'échelle transfrontalière.

Il s'agit également de soutenir les artistes au niveau de l'Euro-région, en participant à l'amélioration de leur niveau de professionnalisation et en soutenant leur intégration dans un réseau international.

Cet objectif s'accompagne d'une volonté d'attirer de nouveaux publics autour de la culture contemporaine et des arts visuels.

Impact sur l'approche des citoyens et des cultures

Ces 5 pôles structurants peuvent élaborer un projet commun par une volonté de permanence qui leur permettra d'être plus compétitifs et en mesure de présenter des services augmentés sur le territoire qui les englobe, en facilitant la circulation des publics et des utilisateurs, en favorisant l'échange professionnel, le développement culturel et en travaillant sur des problématiques communes du secteur et de la scène socioculturelle dans laquelle ils se trouvent.

Nous ferons également la promotion de la connaissance des langues de l'Euro-région Pyrénées Méditerranée

Projet 2014

Le projet d'ETAC pour 2014 est d'améliorer la communication autour de son réseau des deux côtés de la frontière en structurant l'association des partenaires pour pouvoir répondre à l'appel à projets de l'Euro-région Pyrénées Méditerranée - Culture Euro-Région 2013 - pour l'obtention d'une dotation financière de 115 000 euros.

Créer un espace d'art contemporain disséminé sur le territoire à partir des cinq centres participants, pôles structurants.

L'ETAC propose de créer une structure coopérative entre les centres d'arts visuels contemporains, pour une plateforme de développement des arts

ANNEXE 2. BUDGET PREVISIONNEL

ETAC 2014: REPETICIÓ I DIFERÈNCIA	CAP DE FILA	SOCI	SOCI	SOCI	SOCI	SOCI
TOTAL	Bòlt Girona	ME Empordà	Addaya	Le Lait	Panacée	

Dépenses

Dépenses de personnels	14 000,00	2 800,00	2 800,00	2 800,00	2 800,00	2 800,00
voyages	9 000,00	5 000,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00
administratif	14 000,00	2 800,00	2 800,00	2 800,00	2 800,00	2 800,00
logistique	25 500,00	5 100,00	5 100,00	5 100,00	5 100,00	5 100,00
communication	7 500,00	7 500,00				
TOTAL	70 000,00	23 200,00	11 700,00	11 700,00	11 700,00	11 700,00

Financement

Subvention Euro-Région	42 000,00	17 600,00	6 100,00	6 100,00	6 100,00	6 100,00
Autofinancement par les structures	28 000,00	5 600,00	5 600,00	5 600,00	5 600,00	5 600,00
Autres						
TOTAL	70 000,00	23 200,00	11 700,00	11 700,00	11 700,00	11 700,00

Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Ecole de la Panacée Partenariat avec l'Université Montpellier III

Hélène MANDROUX rapporte :

La Panacée, centre de culture contemporaine de Montpellier, est conçue comme une plateforme de création et d'expérimentation. Elle propose à tous les publics d'expérimenter une relation renouvelée à l'art.

Les pratiques culturelles contemporaines suscitant de nouveaux rapports entre la culture et la transmission des savoirs, la Panacée se propose de mettre en place « l'Ecole de La Panacée ». Les objectifs de cette école seront de susciter de nouveaux modes de transmission des savoirs, dans une démarche transdisciplinaire, autour du numérique et en relation avec les expositions.

Un partenariat est ainsi proposé avec l'Université Montpellier III, au travers de deux de ses entités, l'institut des technosciences de l'information et de la communication d'une part et la licence 3 professionnelle « concepteur-réalisateur audiovisuel » d'autre part. Ce partenariat consiste en la mise en place d'ateliers et d'activités d'enseignement et de recherche, au cours desquels les étudiants travailleront avec un artiste dans les locaux de la Panacée. A l'issue de ces différentes actions, les étudiants réaliseront une œuvre collective qui fera l'objet d'une présentation publique courant mai 2014.

Dans un second temps, des conférences ouvertes à un plus large public pourront être organisées.

Dans le cadre de ce partenariat, l'Université Montpellier III versera une subvention de 10 000 € à la Ville de Montpellier au titre de l'année universitaire 2013-2014. La Panacée s'engage à prendre en charge les frais liés à l'organisation des ateliers, y compris la rémunération de l'artiste, soit un budget estimé à 27 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la convention cadre de collaboration avec l'Université Montpellier III jointe en annexe ;
- De dire que les frais liés à l'organisation de ces ateliers seront pris en charge par la Panacée, pour un montant de 27 000 € pour l'année universitaire 2013-2014, sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- De dire que la recette correspondant à la subvention de l'Université Montpellier III sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

est adopté conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Convention cadre de collaboration

Entre les soussignés

Raison sociale : Ville de Montpellier
Représenté(e) par : Madame Hélène MANDROUX

En sa qualité de : Maire

Dûment habilitée par la délibération du conseil municipal en date du 25 novembre 2013

Agissant pour le compte La Panacée, Centre de culture contemporaine, dirigée par Franck Bauchard

Ci-après dénommée « La Panacée »

Et

D'une part,

Raison sociale : Université Paul-Valéry Montpellier III, établissement public à caractère
scien que, culturel et professionnel
Adresse : Route de Mende - 34199 Montpellier cedex 5
Représentée par : Madame Anne FRAÏSSE
En sa qualité de : Présidente
Dûment habilitée par la délibération du conseil d'administration en date du 4 mai 2012
Agissant pour le compte de l'UFR1 dirigé par Chris an Belin et de l'Institut des Technosciences
de l'Information et de la Communication (ITIC) dirigé par Chantal Charriet

Ci-après dénommée « L'UM3 »

D'autre part,

Convention cadre de collaboration UM3 / La Panacée

1/7

Vu l'article L123-3 du code de l'éducation,
Vu l'arrêté du 30 septembre 2013 habilitant l'Université Paul-Valéry Montpellier III à délivrer
le diplôme de Licence professionnelle Domaine « Arts, lettres, langues » - « Techniques et
activités de l'image et du son » - Spécialité « concepteur / réalisateur audiovisuel » et le
diplôme de Licence Domaine « Arts, le res, langues » mention « Sciences du langage » du 1^{er}
septembre 2013 au 30 septembre 2015

L'Université Paul-Valéry Montpellier III s'inscrit dans l'une des plus anciennes traditions
universitaires d'Europe. L'Université de Montpellier, fondée le 26 octobre 1289 par une bulle du
Pape Nicolas IV regroupant des Ecoles de Médecine, Arts et Droit est la troisième université
créée en France, après celles de Paris et Toulouse.

L'enseignement de la théologie (1421), puis des sciences (1809) et de la pharmacie s'y ajoutent
successivement et contribuent à lui donner une réputation d'excellence jamais démentie. En
1970, les anciennes facultés forment trois universités distinctes. Installée dans un beau campus
au nord de la ville, la Faculté des Lettres, Arts, Langues et Sciences Humaines devient
l'Université Montpellier III. Elle prend le nom de Paul Valéry, en hommage à ce grand écrivain
né à Sète, qui fit ses études à Montpellier.

L'Institut des technosciences de l'information et de la communication, Institut Interne de l'UM3,
a pour objet :

- de procéder à la recherche des méthodes et moyens propres à assurer et à développer un
enseignement tant en formation initiale qu'en formation continue, dans le domaine des
sciences de l'information, des sciences de la communication et de la documentation, des
sciences du langage et de la didac que des langues.
- de mener dans lesdites disciplines des activités de recherche fondamentale et appliquée et de
valoriser les résultats obtenus notamment par la diffusion et la publication des travaux
effectués, de favoriser la coopération internationale en matière d'enseignement et de
recherche, de développer la culture et l'information scientifique et technique.
- Les forma ons développées dans l'Institut des technosciences de l'information et de la
communication sont intégrées à l'offre de formation de l'Université Paul-Valéry Montpellier III et
conformes aux systèmes d'enseignement supérieur et de recherche en vigueur.

La Licence professionnelle Domaine « Arts, lettres, langues » - « Techniques et activités de
l'image et du son » - Spécialité « concepteur / réalisateur audiovisuel » (Département Cinéma et
Théâtre, Unité de Recherche et de Formation en Lettres, Arts, Philosophie, Psychanalyse)
s'inscrit dans un contexte de convergence des métiers de l'audiovisuel et du multimédia, sous
l'impulsion des technologies numériques. Elle a pour but de former des profils polyvalents et
autonomes capables de s'intégrer dans un secteur en pleine recon gura on. Elle vise
précisément à former les étudiants-es aux nouvelles formes d'écriture audiovisuelle que
nécessitent les nouveaux écrans (tablettes tactiles, smartphones, ordinateurs, terminaux
hybrides). Il s'agit donc d'acquérir les compétences techniques et artistiques pour développer

Convention cadre de collaboration UM3 / La Panacée

2/7

(écriture) et concevoir (tournage, montage, post-production, diffusion) des contenus spécifiques pour ces supports numériques (projets interactifs/participatifs, productions transmédia ou cross-média).

La Panacée, Centre de culture contemporaine de Montpellier, est installée dans l'ancien collège royal de médecine, rénové par la Ville de Montpellier pour y créer un lieu de rencontres, d'échanges et de mélanges entre différentes disciplines artistiques. Conçu comme une plateforme de création et d'expérimentation, la Panacée propose à tous les publics d'expérimenter une relation renouvelée à l'art. Ce centre de culture contemporaine favorise la transdisciplinarité, en présentant des expositions et manifestas hors dans les trois domaines de l'art contemporain, de la création numérique et des nouvelles formes d'écritures. La Panacée s'attache à encourager la recherche et l'expérimentation artistique et intellectuelle en accueillant tous les publics, avec une entrée libre, les chercheurs, les étudiants, les commissaires. Une place inédite y est consacrée aux étudiants, la Panacée étant par ailleurs le seul équipement culturel en France à accueillir une résidence universitaire dans le cadre d'un partenariat entre la Ville et le Crous de Montpellier.

Les pratiques culturelles contemporaines suscitant de nouveaux rapports entre la culture et la transmission des savoirs, La Panacée se propose de mettre en place « l'Ecole de La Panacée ». Les objectifs de cette école seront de susciter de nouveaux modes de transmission des savoirs, dans une démarche transdisciplinaire, autour du numérique et en relation avec les expositions.

TITRE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet la mise en place d'un partenariat entre l'UM3 et la Panacée.

Elle s'organise autour de 3 axes :

- Axe pédagogique
- Axe culturel
- Axe stage

TITRE 2 : AXE PEDAGOGIQUE

Ce partenariat se manifeste notamment par la création d'ateliers à destination des étudiants de l'UM3 afin de travailler sur des formes innovantes d'enseignement, de transmission et de partage des savoirs dans le cadre de l'Ecole de la Panacée.

Article 1 : Mise en œuvre

Des ateliers et des activités d'enseignement et de recherche seront mis en place conjointement par l'UM3 et par la Panacée, dans le cadre desquels les étudiants travailleront avec un artiste. Ces actions se dérouleront dans les locaux de la Panacée.

L'encadrement des étudiants est assuré par la commission pédagogique de l'UM3, laquelle rassemble différents intervenants des formations universitaires pré-citées (Claire Chatelet, Julie Denouël, Laurent Fauré, Franck Leblanc, François Perea, Arnaud Richard).

A l'issue de ces différentes actions, les étudiants réaliseront une œuvre collective qui fera l'objet d'une présentation publique courant mai 2014.

Ce premier axe est mis en place pour l'année universitaire 2013-2014. A l'issue de cette année, suite au bilan réalisé conformément à l'article 7, les parties décideront de la poursuite ou non de cet axe.

Article 2 : Sélection des étudiants

Les candidats seront sélectionnés parmi les étudiants :

- de la licence professionnelle Domaine « Arts, lettres, langues » - « Techniques et activités de l'image et du son » - Spécialité « concepteur / réalisateur audiovisuel » (UFR1)
- du parcours « Communication, médiations numériques et nouveaux médias » de la licence Domaine « Arts, lettres, langues » mention « Sciences du langage » (ITIC), inscrits à l'option « Nouveaux médias et écritures numériques » (semestre 5 – responsables : François Perea et Laurent Fauré) et « Méthodes et Enquêtes en communication : Enquête Ethnographique : réalisation » (semestre 6 - responsable : Julie Denouël).

Par ailleurs, la Panacée aura la possibilité d'offrir quelques places à des étudiants hors des formations précitées.

Les critères de sélection seront constitués d'une lettre de motivation et d'un pré-projet.

Les dossiers de sélection seront examinés par un jury composé de la commission pédagogique issue de l'UM3, des représentants de la Panacée et de l'artiste.

Le nombre d'étudiants sélectionnés sera déterminé en concertation entre les parties chaque début d'année universitaire. Pour la première année de fonctionnement de l'Ecole, quinze à vingt places, réparties entre les instances partenaires, seront disponibles.

Les étudiants concernés par cette convention verront leur participation à ces actions intégrée dans le contrôle continu.

Ar cle 3 : Assurance

La Panacée sera responsable de ses obligations en matière d'assurance couvrant tous les risques afférents à l'activité pratiquée par les étudiants.

L'UFR 1 et l'ITIC devront souscrire une assurance commune à n de couvrir les déplacements et les activités auxquelles participent les étudiants dans le cadre de la présente convention.

Ar cle 4 : Déplacement des étudiants

Les étudiants se rendront à la Panacée en transports en commun

TITRE 3 : AXE CULTUREL

Des conférences pourront être co-organisées par les partenaires dans le cadre du présent partenariat.

Les modalités de mise en œuvre seront précisées dans une convention spécifique.

TITRE 4 : AXE STAGE

Sur des missions précises et définies en concertation, La Panacée pourra être amenée à accueillir des étudiants-e-s en stage.

TITRE 5 : DISPOSITIONS GENERALES

Ar cle 5 : Communica on

Les deux partenaires s'efforceront de valoriser ce partenariat par des opérations communes de communication auprès des différentes instances territoriales et éducatives.

Ar cle 6 : Dispositions financières

6.1 : engagements de l'U/M3

L'U/M3 accorde une subven on de 10 000 € pour la période universitaire 2013 / 2014.

Le montant de la subvention sera prélevé sur la ligne budgétaire 300

Cette subvention sera créditée sur le compte de la Ville de Montpellier.

La subvention sera versée en deux versements :

- 5000 euros à la signature de la convention
- 5000 euros courant 1^{er} trimestre 2014

6.2 : engagements de la Panacée

La Panacée s'engage à prendre en charge les frais liés à l'organisation des ateliers, y compris la rémunération de l'artiste.

La Panacée s'engage à :

- utiliser la subvention conformément aux objectifs fixés au titre 2 ;
- remettre à l'U/M3 avant le 30 septembre 2014 un bilan financier de l'utilisation de la subven on.

Dans l'hypothèse où les ateliers men onnés au titre 2 ne seraient pas mis en place, la Panacée s'engage à restituer les sommes versées par l'U/M3.

Ar cle 7 : Suivi et mise en œuvre de la convention cadre

Les signataires s'engagent à se réunir à la fin de chaque année universitaire pour faire le bilan de l'année écoulée et éventuellement décider de la poursuite du partenariat.

Des responsables chargés du suivi de cette convention sont désignés :

- Pour la Panacée : Eli Commins
- Pour l'U/M3 : la commission pédagogique (Claire Chatelet, Julie Denouël, Laurent Fauré, Franck Leblanc, François Perea, Arnaud Richard).

Ar cle 8 : Modi ca on de la conven on

La présente convention pourra faire l'objet de modifications par voie d'avenant notamment pour étendre le partenariat.

Ar cle 9 : Date d'e et - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} novembre 2013. A compter de cette date, elle pourra être prolongée par reconduction expresse.

Ar cle 10 : Li ges

Toutes di cultés, à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention qui n'aurait pu faire l'objet d'un règlement amiable, seront soumises au Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

en deux exemplaires originaux

Pour l'Université
Paul-Valéry Montpellier III

Pour la Ville de Montpellier

Anne FRAISSE
Présidente

Hélène Mandroux
Maire de Montpellier

Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Théâtre Jean Vilar Demande de subvention auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication)

Philippe SAUREL rapporte :

Le théâtre Jean Vilar est depuis le 1^{er} janvier 2011 un service municipal.

Les activités en milieu scolaire organisées par le théâtre Jean Vilar sont susceptibles d'être subventionnées par l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication). Il convient donc de déposer la demande de subvention au titre de la programmation 2013-2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication), conformément au budget du théâtre Jean Vilar relatif aux activités en milieu scolaire ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 novembre 2013

Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Convention Plan Objet pour la connaissance, la préservation et la mise en valeur des oeuvres dans les églises Partenariat avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles

Philippe SAUREL rapporte :

Depuis une dizaine d'années (2003), la Ville de Montpellier en partenariat avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles (D.R.A.C.) Languedoc-Roussillon, a entrepris de mettre en valeur son patrimoine mobilier religieux en faisant restaurer plus de 20 tableaux des églises Saint-Denis, Saint-Mathieu, Saint-Roch et des chapelles de l'œuvre de la Miséricorde et Saint-Charles (Maison des Chœurs), sur la centaine d'objets classés Monuments historiques que recèlent ces édifices.

Parallèlement, la DRAC Languedoc-Roussillon a initié en 2001 un « plan Objet » qui repose sur un partenariat avec les collectivités territoriales et autres institutions pour permettre la connaissance, la conservation et la mise en valeur des œuvres dans les églises. Formalisant le partenariat existant, cette convention permettra d'étendre le périmètre de protection et de mise en valeur à l'ensemble de ce patrimoine constitué de peintures, mais aussi de textiles, de pièces d'orfèvrerie, de sculptures, datant du XII^{ème} au XIX^{ème} siècles. La réalisation d'inventaires, une programmation concertée des restaurations de ce patrimoine favoriseront sa mise en valeur et son accessibilité aux visiteurs de ces lieux de culte et de culture.

Compte tenu de l'intérêt présenté par ce partenariat, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la signature de la convention Plan Objet avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles, jointe en annexe, pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} décembre 2013;
- de prévoir une ligne de crédit de 25 000 € annuels, fonction 903, pour la restauration des œuvres, chaque tranche de travaux étant éligible à une subvention de la D.R.A.C. à hauteur de 40 % de leur montant hors taxes ;
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire |

Le Conseil adopte.

Marie de Montpellier
Pour être conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 novembre 2013



PRÉFET DE LA RÉGION LANGUEDOC-ROUSSILLON

CONVENTION CADRE

PREAMBULE

La présente convention a pour but de formaliser un partenariat entrepris depuis plusieurs années entre la ville de Montpellier et la Direction régionale des affaires culturelles du Languedoc Roussillon, dans une démarche de restauration des tableaux des églises notamment (chapelle Saint-Charles, église Saint-Denis, église Saint-Roch), et la mise en valeur de collections *in situ* comme celles de l'apothicairerie et chapelle de la Miséricorde, afin de créer une dynamique associant connaissance, conservation et valorisation.

Le patrimoine religieux de la ville de Montpellier, par son importance numérique et qualitative (six églises protégées au titre des Monuments historiques, 100 objets classés et 300 déjà inventoriés), sa diversité (textile, orfèvrerie, peinture, sculpture... du XIIème au XIXème siècle), sa vulnérabilité (édifices non gardés), son étude partielle, appelle la poursuite de l'action conjointe des acteurs publics. Malgré l'action accomplie, l'état sanitaire de ce patrimoine est dans l'ensemble préoccupant. Il importe de poursuivre et développer le projet patrimonial initié et mis en oeuvre depuis quelques années.

Direction régionale des affaires culturelles du Languedoc-Roussillon – 5, rue Salle l'Evêque – CS 49020
34967 Montpellier – Tél. 04 67 02 32 00 – Fax 04 67 02 32 04
<http://www.culturecommunication.gouv.fr/Regions/Drac-Languedoc-Roussillon>

Ce partenariat s'inscrit dans l'opération dénommée Plan-Objet, initié en 2001 par la direction régionale des Affaires culturelles du Languedoc Roussillon, affirmation d'une politique de conservation *in situ* du patrimoine mobilier des églises reposant sur un partenariat avec les collectivités territoriales et autres institutions.

Le Plan-Objet s'appuie sur une méthodologie commune liant connaissance, conservation et valorisation se déclinant selon trois axes principaux intimement liés : un inventaire raisonné, une évaluation sanitaire des oeuvres et des bâtiments adaptée à la conservation *in situ* et des interventions de conservation curatives, associées à une programmation de restaurations fondamentales. Ces opérations permettent ensuite de mettre en œuvre une politique de conservation préventive afin de prévenir de nouvelles dégradations et d'associer une valorisation de ce patrimoine.

Entre,

La Direction régionale des affaires culturelles, représentée par son directeur Monsieur Alain Daguerre de Hureaux.

d'une part,

et la ville de Montpellier, représenté par son Maire, Madame Hélène Mandroux

d'autre part,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit

Direction régionale des affaires culturelles du Languedoc-Roussillon – 5, rue Salle l'Evêque – CS 49020
34967 Montpellier – Tél. 04 67 02 32 00 – Fax 04 67 02 32 04
<http://www.culturecommunication.gouv.fr/Regions/Drac-Languedoc-Roussillon>

AU TITRE DU PATRIMOINE MOBILIER

ARTICLE 1

La direction régionale des affaires culturelles et la ville de Montpellier, s'engagent, par la présente convention, à poursuivre et étendre la démarche entreprise, sur les axes prioritaires suivants :

- action de connaissance et de recensement des œuvres avec bilan sanitaire et sécuritaire, avec enregistrement des données sur l'outil informatique de gestion des connaissances du patrimoine mobilier élaboré par la DRAC.
- mobilisation des crédits publics sur des programmes communs et hiérarchisés de restauration fondamentale des œuvres.
- valorisation du patrimoine mobilier à partir des inventaires scientifiques et des programmes de conservation et de restauration (éclairage, signalétique).

ARTICLE 2

En ce qui concerne la conservation préventive des œuvres et des édifices qui les contiennent, il apparaît nécessaire de faire réaliser dans le même temps, en liaison avec les services de l'Etat (CAOA, CRMH, STAP) une mission systématique de diagnostic et d'intervention légère.

ARTICLE 3

L'exercice de ces missions suppose des moyens humains et des compétences techniques et scientifiques en cohérence avec les spécificités du patrimoine étudié. Cette opération sera conduite par un prestataire spécialisé dans l'étude, la conservation, la sécurité et la mise en valeur des oeuvres. Il s'attachera les compétences de restaurateurs ou autres experts si nécessaire.

Cette opération a pour finalité l'élaboration d'un outil scientifique validé, la conservation préventive des œuvres, leur sécurisation et leur mise en valeur selon une programmation annuelle d'intervention, commune aux deux parties.

Cette opération doit aboutir à une connaissance optimale des oeuvres dans le but de mieux gérer, conserver et mettre en valeur le patrimoine des églises de Montpellier en liaison avec le clergé affectataire, ceci supposant une mise en sécurité *in situ* des œuvres.

ARTICLE 4

Le Préfet du Département et le maire de Montpellier seront chargés de l'exécution de la présente convention conclue pour trois ans à compter du 1er décembre 2013.

Le budget affecté par la Ville à ce programme de travaux représente la somme de 25 000 € annuels.

L'engagement financier de l'Etat, constitué par un arrêté de subvention pour chaque année, est à hauteur de 40 % environ du montant hors taxe des travaux.

ARTICLE 5

Une évaluation au terme de chaque exercice budgétaire devra être réalisée et devra faire apparaître notamment :

- Un bilan des engagements financiers des activités programmées,
- Un bilan qualitatif du déroulement des activités, de leur impact et de la contribution au développement culturel du territoire.

Les parties signataires conviennent de constituer un comité de suivi qui sera chargé de l'évaluation des activités programmées.

ARTICLE 6

La documentation portera un copyright conjoint, chacune des parties se portant garant de la bonne utilisation des images et des textes. L'exploitation, sous quelle forme que ce soit - publication, exposition, site Internet, etc- devra se faire sous le contrôle conjoint des deux parties. Elle mentionnera le partenariat instauré par ce protocole d'accord.

Fait à Montpellier le

Alain Daguerre de Hureaux

Directeur régional des affaires culturelles

Hélène Mandroux

Maire de la ville de Montpellier

Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

Absents :

Marie-Josée AUZE-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Théâtre Jean Vilar, programmation 2013-2014 Demandes de subventions

Philippe SAUREL rapporte :

Depuis le 1er janvier 2011, le théâtre Jean Vilar est un service municipal, rattaché à la Direction de la Culture et du Patrimoine.

Les spectacles, projets et activités proposées par le théâtre Jean Vilar, à destination du grand public mais également des scolaires et des compagnies théâtrales, sont susceptibles de bénéficier de subventions de fonctionnement octroyées par l'Etat, les collectivités territoriales ou des associations (type réseau en scène).

Il convient donc d'autoriser le dépôt des demandes de subventions au titre de la programmation 2013-2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser le dépôt de demandes de subvention le plus large possible pour le fonctionnement du théâtre Jean Vilar ;
- De dire que la recette correspondante sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour exécution conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 novembre 2013

Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Théâtre Jean Vilar, saison 2013-2014

Partenariat avec le Conseil Général de l'Hérault dans le cadre du projet de territoire Une Saison pour Vous

Philippe SAUREL rapporte :

Le projet de territoire "Une saison pour vous" consiste en un parcours de découverte du Théâtre Jean Vilar autour de 4 spectacles choisis pour leur accessibilité dans la programmation du Théâtre par l'Agence culturelle Aire Métropolitaine Est Héraultais. Il est proposé à des personnes dites « éloignées de la culture » (en situation d'insertion, relevant des minima sociaux...) et à leurs accompagnateurs (25 personnes en tout) de découvrir l'activité du Théâtre et les différentes formes artistiques programmées (danse, théâtre, cirque contemporain, musique...), de se voir sensibilisées à la pratique artistique pour acquérir des outils d'appropriation des spectacles, et de construire leur autonomie pour fréquenter les lieux de spectacle vivant. Le groupe sera coordonné et encadré par l'Agence culturelle et les services du Pôle Solidarité-Agence de la Solidarité La Paillade, ainsi que par un référent de chaque association sociale partenaire : les associations sociales conventionnées dans le cadre du RSA, les associations socio-culturelles, les CCAS, le Réseau Pailladin, "I.peicc", le Passe Muraille, "Unissons", "Kaina", "APS34", "Defi 34", "Tinhinan".

Le parcours se composera :

- de la visite guidée du Théâtre Jean Vilar.
- d'une rencontre avec l'équipe culturelle et de la découverte de la programmation annuelle.
- d'ateliers de sensibilisation aux spectacles choisis.
- des représentations des 4 spectacles choisis.
- de l'accès aux spectacles de la saison lors de séances tout public.

- d'un bilan avec l'Agence culturelle en partenariat avec le Théâtre Jean Vilar.
- d'un bilan final avec les participants. Ce moment convivial sera l'occasion de favoriser les échanges sur les ateliers pratiqués et les spectacles vus (lundi 24 février 2014 à 14h30).

Le coût de ce parcours est de 1750 €, intégralement pris en charge par le Conseil Général.

La Ville, via le théâtre Jean Vilar, s'engage à mettre à disposition un chargé des relations publiques pour accompagner le projet, à accueillir ces différents temps du parcours et à mettre en place les modalités pratiques d'accueil du groupe.

Compte tenu de l'intérêt du projet, il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le protocole d'accord entre la Ville et le Conseil Général de l'Hérault, joint en annexe, dans le cadre du projet de territoire « Une saison pour vous » ;
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MATHIEU

Publiée le : 26 novembre 2013

Programme d'offres culturelles 2013

Projet de territoire

" Une Saison Pour Vous "

Théâtre Jean Vilar - Montpellier

Pôle Développement Humain
Département culture

Dossier suivi par : Maryèle Rizzoli
Téléphone : 04 67 67 31 45
Télécopie : 04 67
e-mail : mrizzoli@cg34.fr
Références : 25-13 PDT / AG

PROTOCOLE D'ACCORD N° 25

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

LE CONSEIL GENERAL DE L'HERAULT, dont le siège est situé Hôtel du Département, 1000 rue d'Alco à Montpellier, représenté par son Président en exercice Monsieur André Vézinhet, nommé à cette fonction en vertu d'une délibération de l'Assemblée Départementale en date du 31 mars 2011.

N° Siret : 22340001100076 - URSSAF : 925 341 72 002 - Code APE : 8411Z

N° licences d'entrepreneur de spectacles : 2-1048197 (2^{ème} cat.) et 3-1048198 (3^{ème} cat.) valables jusqu'au 16 septembre 2014 (Dé détenteur : Monsieur Marc Lugand).

ci-après dénommé "Le Département"

et

LA VILLE DE MONTPELLIER, dont le siège est situé 1, place Georges Frêche, 34267 Montpellier cedex 2 représentée par Madame le Maire de Montpellier Hélène Mandroux.

ci-après dénommée "La Ville de Montpellier"

Le Département de l'Hérault, dans sa démarche de :
proposer des manifestations culturelles adaptées à des besoins identifiés et à la spécificité des territoires concernés, mixer et élargir les publics, dynamiser les partenariats entre acteurs, et contribuer au développement social, culturel et économique des territoires en soutenant la structuration des politiques locales,

sera partenaire du Théâtre Jean Vilar, dans le cadre de l'action qui se déroulera de septembre 2013 à février 2014.

A CET EFFET, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE I – Présentation du projet

Contenu du projet

Le dispositif consiste en un parcours de découverte du Théâtre Jean Vilar autour de 4 spectacles choisis pour leur accessibilité dans la programmation du Théâtre et en concertation avec celui-ci par l'Agence culturelle Aire Métropolitaine Est Héraultais.

Il est proposé à des personnes "dites" éloignées de la culture (en situation d'insertion, relevant des minima sociaux...) et à leurs accompagnateurs (25 personnes en tout) de découvrir l'activité du Théâtre et les différentes formes artistiques programmées (danse, théâtre, cirque contemporain, musique...), de se voir sensibilisées à la pratique artistique pour acquérir des outils d'appropriation des spectacles, et de construire leur autonomie pour fréquenter les lieux de spectacle vivant.

Le groupe sera coordonné et encadré par l'Agence culturelle et les services du Pôle Solidarité-Agence de la Solidarité La Paillade, ainsi que par un référent de chaque association sociale partenaire : les

associations sociales conventionnées dans le cadre du RSA, les associations socio-culturelles, les CCAS, le Réseau Pailladin, "I.peicc", le Passe Muraille, "Unissons", "Kaina", "APS34", "Defi 34", "Tinhinan".

Le parcours se composera :

- de la visite guidée du Théâtre Jean Vilar. L'occasion de découvrir le fonctionnement et les "secrets" d'un théâtre (jeudi 26 septembre 2013 à 14h30).
- d'une rencontre avec l'équipe culturelle et de la découverte de la programmation annuelle.
- d'ateliers de sensibilisation aux spectacles choisis.
- des représentations des 4 spectacles choisis.
- de l'accès aux spectacles de la saison lors de séances tout public.
- d'un bilan avec l'Agence culturelle en partenariat avec le Théâtre Jean Vilar.
- d'un bilan final avec les participants. Ce moment convivial sera l'occasion de favoriser les échanges sur les ateliers pratiqués et les spectacles vus (lundi 24 février 2014 à 14h30).

Calendrier

- Le 9 octobre 2013 à 20h00 : **Un opéra de quat' sous** (théâtre)
Atelier : bords de scène après le spectacle. Répétition ouverte et échanges le 3 octobre.
- Le 7 novembre 2013 à 14h30 : **Un point c'est tout** (conférence-spectacle)
Atelier : filage et échanges bords de scène après le spectacle.
- Le 15 janvier 2014 à 20h00 : **L'attentat** (théâtre)
Répétition et Atelier de préparation au spectacle : le 14 Janvier à 14h30
Echanges artistiques le 17 Janvier à 14h30
- Le 30 janvier 2014 à 14h30 : **Linea** (nouveau cirque)
Atelier : avec les deux artistes le 29 janvier de 11h à 13h.
Echanges artistiques le 30 janvier après le spectacle

Objectifs liés au projet :

- Faire découvrir et rendre accessible le potentiel culturel du territoire.
- Favoriser l'accès au spectacle vivant de qualité à un public éloigné de la culture.
- Accompagner les associations et les structures sociales vers la prise en compte de projets de médiation culturelle dans leurs programmes, afin de les rendre maîtres d'œuvres.

Coût par parcours 1 750€,

ARTICLE II – Engagements des parties

1) Le Département s'engage à :

Moyens financiers :

- Prendre en charge le coût des ateliers de sensibilisation pour un montant de 1250 €.
- Prendre en charge l'achat de places de spectacles (25 places à 5 € X 4 représentations) pour 500 €..

Moyens humains :

- Mettre à disposition une chargée de développement de l'Agence culturelle Aire Métropolitaine Est Héraultais pour assurer la coordination globale du projet.
- Piloter l'opération au titre d'interlocuteur référent de l'ensemble des partenaires.
- Prendre contact et organiser les réunions avec les associations et structures sociales.
- Accompagner les associations dans leur démarche projet.

2) Le Théâtre s'engage à :

- Mettre à disposition un(e) chargé(e) des relations publiques pour accompagner le projet.
- Accueillir les publics.
- Proposer :
 - Une rencontre avec l'équipe du Théâtre autour d'un café offert.
 - La présentation du projet artistique et de la programmation du Théâtre.

- La présentation du parcours découverte et des 4 spectacles choisis.
 - La visite guidée du Théâtre, lieu dédié à la pratique artistique.
 - La tenue de 4 ateliers assurés par des intervenants professionnels.
 - L'accompagnement des publics vers les différents spectacles et ateliers mis en place.
- Participer à la réunion bilan.

Nota : les associations sociales partenaires se chargeront :

- de mobiliser leurs publics pour qu'ils participent à un parcours complet.
- d'organiser et prendre en charge les transports des participants.
- de contacter le lieu de diffusion pour réserver les places de spectacles.

Fait à Montpellier, le 2 octobre 2013,
en 2 exemplaires

**Pour le Département
pour le Président du Conseil Général de l'Hérault
et par délégation**

Pour la Ville de Montpellier

**Marc Lugand
Directeur du Département culture**

**Philippe Saurel
Adjoint au maire délégué à la
Culture et au Patrimoine**

(signature et cachet)

Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOLI, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

Absents :

Marie-Josée AUGE-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS CULTURELLES Exercice 2013

Retrait attribution à l'association Kawenga Attribution de subventions aux associations Académie des Sciences et des Lettres et Réseau en Scène Languedoc-Roussillon

Philippe SAUREL rapporte :

1 / L'association Kawenga territoires numériques, a obtenu l'attribution d'une subvention de 25 000 euros pour son fonctionnement annuel lors du Conseil municipal du 17 juin 2013.

Après 14 ans d'activités cette association a été placée en liquidation judiciaire immédiate suivant le jugement du Tribunal de Grande Instance de Montpellier en date du 9 juillet 2013. Son activité effective s'étant exercée seulement durant le 1^{er} semestre 2013 (voir pièce annexe).

Dans ces conditions, il est proposé d'une part, de procéder au versement de la première moitié de la subvention attribuée conformément à la convention signée, soit 12 500 euros et, d'autre part, de procéder au retrait du versement de la deuxième moitié en raison de la cessation d'activité à compter du 1^{er} juillet 2013.

Le versement s'effectuera sur le compte de maître Vincent Aussel chargé de la liquidation domicilié à la Caisse des dépôts et consignations auprès de la Trésorerie Générale de Montpellier. Le RIB figure en pièce annexe.

La somme correspondant au deuxième versement, soit 12 500 euros, sera réintégrée dans l'enveloppe de la Direction de la Culture et du Patrimoine sur les crédits de la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

2 / L'association Académie des Sciences et Lettres de Montpellier, créée en 1706 sous le nom de Société Royale des Sciences, a pour but la diffusion de la connaissance et de la culture. Elle s'intéresse au progrès tant dans ses aspects fondamentaux qu'appliqués. Elle a fait l'objet d'une reconnaissance d'Utilité Publique par Décret du 22 avril 1884.

L'Académie organise et diffuse des conférences lors de séances privées hebdomadaires et plus particulièrement lors de séances publiques tous les lundis ainsi que lors de son colloque grand public sur un sujet déterminé (littoral,

nanotechnologie, patrimoine bâti et territoire en Languedoc-Roussillon). Pour l'année 2013, celui-ci doit porter sur « Les paysages dans les arts et la littérature. Regard sur le Languedoc-Roussillon ».

L'ensemble des interventions est disponible dans le bulletin annuel de l'Académie ainsi que sur son site internet. Le bulletin est également diffusé auprès de plus de 150 sociétés savantes françaises ou étrangères.

Considérant que les activités de l'association Académie des Sciences et des Lettres contribuent au développement de sa politique de diffusion des savoirs, la Ville de Montpellier propose d'attribuer une subvention de fonctionnement d'un montant de 5 000 euros à ladite association.

3 / L'association Réseau en Scène Languedoc-Roussillon initie ou s'inscrit, depuis plusieurs années, dans des dynamiques de coopération européenne afin de faciliter le rayonnement international du milieu culturel professionnel et des œuvres créées en Languedoc-Roussillon. Ainsi, Réseau en scène Languedoc-Roussillon développe des synergies et pose des bases de collaboration solides aux côtés de différents partenaires européens. Dans cette optique Réseau en scène Languedoc-Roussillon a pris l'initiative de co-organiser une rencontre plénière IETM, Réseau international pour les arts du spectacle qui se tiendra à Montpellier du mardi 15 au samedi 19 avril 2014. Cette rencontre européenne et au-delà doit réunir plus de 600 organisations membres venant de 50 pays différents représentant les institutions et organisations culturelles majeures des pays européens mais aussi hors d'Europe.

L'IETM, Réseau international pour les arts du spectacle fondé en 1981, est depuis 1989 une organisation internationale à but non lucratif dont le siège est à Bruxelles. L'IETM est une organisation dont les membres cherchent à stimuler la qualité, l'échange et le développement des arts du spectacle contemporain dans un environnement global favorable. Elle concrétise ses objectifs en initiant et en facilitant le travail en réseau professionnel, ainsi que la communication, l'échange dynamique d'information, la transmission du savoir-faire et la représentation de pratiques exemplaires.

Ainsi, l'IETM réunit les professionnels des arts du spectacle plusieurs fois par an dans le cadre de diverses réunions dont deux dans des villes européennes majeures comme Dublin, Copenhague, Berlin, Athènes, Glasgow... C'est dans ce processus qui représente un enjeu politique exceptionnel que Réseau en scène a décidé de s'investir fortement et d'inscrire la région Languedoc-Roussillon en proposant de co-organiser la rencontre plénière du réseau IETM à Montpellier au printemps 2014.

La Ville de Montpellier sollicitée par Réseau en scène Languedoc-Roussillon propose de s'inscrire à part entière comme partenaire dans ce processus d'accueil d'un grand congrès européen des professionnels du spectacle vivant. Il constituera un temps de visibilité majeur et exceptionnel pour l'image culturelle de la Ville et un levier de transformation des pratiques et de visibilité des professionnels de la culture au plan régional et national. Ce sont en effet plus de 800 professionnels qui seront accueillis en provenance de toute l'Europe et au-delà (Corée, Australie, États-Unis notamment...). Cette rencontre sera en outre un élément fort en terme de retombées économiques pour l'activité locale (hôtellerie, restauration, commerces, tourisme, etc.).

De plus, les dates de cet événement recoupent celles de la ZAT du mois d'avril dans le quartier de Malbosc, offrant l'opportunité de faire connaître aux 800 professionnels présents la dynamique que la Ville a mis en œuvre pour l'art dans l'espace public.

Les grandes lignes du programme en cours d'élaboration, ateliers, tables rondes, conférences, mobiliseront de nombreux acteurs et lieux de la Ville. Ces débats se complèteront par une programmation artistique comptant une quinzaine de spectacles en cours d'élaboration.

La cérémonie d'ouverture, le mercredi 16 avril, comme la réunion plénière, le jeudi 17 avril se dérouleront au Corum. Les ateliers et conférences se dérouleront du 16 au 18 avril, principalement en centre-ville, à la Panacée, au Corum, au Salon du Belvédère, à l'Espace Pitot, au Centre Chorégraphique National, à la DRAC, à l'Auditorium du Musée Fabre et encore dans bien d'autres lieux qui restent à définir. Les participants seront logés au centre-ville pour faciliter l'accès aux différentes rencontres de ces 4 jours.

En décidant ainsi d'être un partenaire à part entière de cette grande manifestation européenne la Ville de Montpellier propose de participer au budget de cet événement pour un montant de 50 000 euros au même titre que la Région Languedoc-Roussillon, que le Département de l'Hérault et d'autres partenaires publics institutionnels.

L'association Réseau en scène Languedoc-Roussillon sollicite une subvention de la Ville pour le projet IETM à hauteur de 50 000 euros. Considérant que la tenue de cette manifestation contribue pleinement à la politique culturelle de la Ville et afin de concrétiser notre engagement auprès de Réseau en scène Languedoc-Roussillon lors de la conférence de presse qui doit se tenir courant novembre au Conseil Régional et de contribuer aux premières dépenses d'organisation de cette

importante manifestation il est proposé d'attribuer une subvention de 50 000 euros en fonctionnement sur le budget 2013. Le budget de l'opération IETM par Réseau en scène L.R. est joint en pièce annexe.

Budget prévisionnel : action spécifique Plénière IETM

CHARGES DIRECTES		PRODUITS DIRECTS	
Achats	1 500	Ventes	13 000
Services extérieurs	10 765	Subventions d'exploitations	187 846
Autres services extérieurs	165 085	Région LR	50 000
Impôts	2 246	Ville	50 000
Charges de personnel	44 530	Mre Culture	50 000
-	-	Institut français	30 000
-	-	ASP-CUI CAE	7 846
-	-	Autofinancement	23 280
TOTAL CHARGES DIRECTES	224 126	TOTAL PRODUITS DIRECTS	224 126
Emplois contributions en nature	158 092	Contribution en nature	158 092
Personnel bénévole	0	Total bénévolat	0
TOTAL	382 218	TOTAL	382 218

Tableau d'attribution :

Code	Association	F/M	Montant
1879	Académie des Sciences et des Lettres de Montpellier	F	5 000 €
5878	Réseau en scène	P	50 000 €
	Total		55 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De confirmer le versement pour moitié de l'attribution votée le 17 juin à l'association Kawenga territoire numériques soit un montant de 12 500 euros sur le RIB annexé ;
- De réintégrer la deuxième moitié dans l'enveloppe subvention de la Direction de la Culture et du Patrimoine soit 12 500 euros sur les crédits inscrits au budget 2013 avec la nature 6574 ;
- De décider de l'affectation des subventions aux associations Académie des Sciences et des Lettres et Réseau en scène Languedoc-Roussillon telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions types et de la convention de partenariat;
- De prélever les sommes respectives de 5 000 euros et 50 000 euros sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 ;
- D'approuver les conventions annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour être conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 novembre 2013

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2013.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 versements au minimum ;

1- Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2012 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2012 de la structure.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000€, le versement s'effectuera en 3 échéances selon les modalités suivantes :

- Mois M1 : 50% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 3 mois : 30% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 6 mois : 20% du montant de la subvention attribuée ;

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :
 - * les comptes de l'année 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu
 - * Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7: Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Prononce la liquidation judiciaire de l'Association KAWENGA
Désigne Maître AUSSEL mandataire judiciaire, en qualité de liquidateur,
Nomme Ghislaine CHOIZIT en qualité de juge commissaire titulaire et
Philippe TREMBLAY, en qualité de juge commissaire suppléant,
Fixe provisoirement la date de cessation des paiements au 24 juin 2013
Fixe à huit mois le délai d'établissement de la liste des créances par le
mandataire judiciaire, en application de l'article L. 624-1 nouveau,
Fixe à un an le délai au terme duquel la clôture de la procédure devra être
examinée en application de l'article L. 643-9 du code de commerce

Dit que l'affaire reviendra à l'audience du :

**Jeudi 03 Juillet 2014 à 14 heures
Nouveau Palais de Justice, salle Auguste Comte,
Place Pierre Flotte, 34000 MONTPELLIER**

Pour qu'il soit statué conformément à l'article L. 643-9 susvisé,

Dit que cette mention tient lieu de convocation,

Dit que l'inventaire du patrimoine sera établi par l'Association KAWENGA
conformément aux dispositions de l'article L. 622-6-1 du code du Commerce.

Dit que l'Association KAWENGA déposera l'inventaire au greffe du tribunal
et en remettra copie au mandataire liquidateur désigné en application des
dispositions de l'article R. 622-4 alinéa 3 du code de commerce.

Ordonne la publicité et la transmission de la présente décision
conformément aux articles R.641-6 et R.641-7 du code de commerce.

Rappelle que par application de l'article R.661-1 du code de commerce, le
présent jugement est exécutoire de plein droit à titre provisoire,

Dit que les dépens seront employés en frais privilégié de liquidation
judiciaire.

Le Greffier
Marjorie NEBOUT

Le Président.
Carole DAUX-HARAND

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME
LE GREFFIER

090713

2



COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

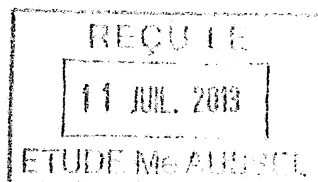
TOTAL copies	10
COPIE REVÊTUE formule exécutoire huissier	
COPIE CERTIFIÉE CONFORME : AVOCAT	6
TG-Parq-TE-Pref	3
COPIE DOSSIER	1

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE
DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE MONTPELLIER

N° : 13/03575
2è A - R.J

Date : 09 Juillet 2013

Minute N° 13/142



LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE MONTPELLIER

CHAMBRE : 2è A - R.J

a rendu le jugement dont la teneur suit :

DEBITEUR

Association KAWENGA,
dont le siège social est sis 21 Bd Louis Blanc - 34000 MONTPELLIER

comparante en la personne de M. Alexandre SIMONNET, Président

AUTRE(S) PARTIE(S)

- M. Farath CHERIFI, comparant
- M. David LAVAYSSE, comparant
- Mme Julie MARIE, non comparante
- Mme Helene DERIU, non comparante salariés

COMPOSITION DU TRIBUNAL lors des débats et du délibéré :

Président : Carole DAUX

Juges : Ghislaine CHOIZIT
Philippe TREMBLAY

assisté de Marjorie NEBOUT greffier, lors des débats et du prononcé.

Le ministère public, représenté par Yves MICOLET, Procureur de la République adjoint, a fait connaître son avis.

DEBATS : en Chambre du Conseil du 04 Juillet 2013

MIS EN DELIBERE au 09 Juillet 2013

JUGEMENT : signé par le président et le greffier, et mis à disposition au greffe le 09 juillet 2013.

PROCÉDURE ET MOYENS DES PARTIES :

Par déclaration au greffe du tribunal de grande instance de MONTPELLIER en date du 24 juin 2013, l'Association KAWENGA déposait une déclaration de cessation de paiements et sollicitait sa mise en liquidation judiciaire.

A l'audience, le président de l'Association KAWENGA confirmait la demande de liquidation judiciaire.

Au soutien de sa déclaration, il indiquait que l'Association KAWENGA, créée en 1999, avait pour objet le développement des pratiques artistiques et culturelles du multimédia et fonctionnait grâce aux subventions versées par le Conseil Général, la DRAC ou encore par le Conseil Régional.

Toutefois l'Association KAWENGA expliquait que le montant des subventions s'étaient depuis quelques temps considérablement réduit puisque le Conseil Général avait baissé de 50 % son financement, passant de 20.000€ à 10.000€, la DRAC quant à elle ayant annoncé son désengagement pour 25.000€ en 2013 et 0 € en 2014.

Par ailleurs elle ajoutait qu'il existait des incertitudes concernant le versement Feder 2011 qui, bien qu'ayant été notifié, n'avait toujours pas été versé malgré toutes les pièces justificatives apportées et ce d'autant plus qu'elle risquait d'être contrainte de reverser le Feder 2007, soit la somme de 86.000€.

Aussi en raison du désengagement des collectivités et des retards concernant le versement des subventions, l'Association KAWENGA indiquait que le compte résultat prévisionnel 2013 enregistrait une perte de 70.000€ et qu'elle se trouvait dans l'impossibilité de payer les charges sociales et les salaires de ses 4 salariés.

Tenant ces éléments, l'Association KAWENGA sollicitait l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire.

DISCUSSION:

En application des dispositions de l'article L. 640-1 alinéa 1^{er} nouveau du code de commerce, issu de la loi n°2005-845 du 26 juillet 2005, la procédure de liquidation judiciaire est ouverte à tout débiteur mentionné à l'article L.640-2 nouveau, en cessation des paiements et dont le redressement est manifestement impossible.

L'Association KAWENGA fait état d'un passif échu et à échoir de l'ordre de 31.323€ pour un actif de 10.000€.

Il apparaît que cette dernière n'a pas à ce jour finalisé de projets de sorte qu'il y a lieu de constater, tenant par ailleurs la baisse importante des subventions, qu'elle se trouve dans l'impossibilité de présenter une solution de redressement.

En l'état de ces éléments, il convient de prononcer la liquidation judiciaire immédiate sans période d'observation.

Il y a lieu également de fixer à 8 mois le délai d'établissement de la liste des créances par le mandataire judiciaire, conformément aux dispositions de l'article L.624-1 nouveau, issu de la loi n° 2005-845 du 26 juillet 2005.

PAR CES MOTIFS :

Le Tribunal statuant publiquement, après débats en chambre du conseil, par jugement contradictoire, en premier ressort et par mise à disposition,

Le Ministère Public entendu,

Le débiteur entendu,

Vu les dispositions des articles L. 640-1 et suivants du code de commerce et des articles R.640-1 et suivants du code de commerce



Relevé d'Identité Bancaire
TRESORERIE GENERALE
334 ALL. H.I. DE MONTMORENCY
34954 MONTPELLIER CEDEX 2
04 67 15 76 15



MATRE AUSSSEL VINCENT
ARCHE JACQUES COEUR
266 PLACE ERNEST GRANIER
34000 MONTPELLIER

0001088

Ce relevé est destiné à être remis, sur leur demande, à vos créanciers ou débiteurs appelés à faire inscrire des opérations à votre compte (chèques, paiements de quittances, etc.).
Son utilisation vous garantit le bon enregistrement des opérations en cause et vous évite ainsi des réclamations pour erreur ou retard d'imputation.

Domiciliation : Caisse des dépôts et consignations

Code Banque	Code Guichet	N° de compte	Clé RIB
40031	00001	0000221161S	97

Identifiant Norme Internationale Bancaire (IBAN)
FR10 4003 1000 0100 0022 1161 SG7

Identifiant International de la banque (BIC)
CDCGFRPPXXX

Reseau en scène L.R. BP

BUDGET PREVISIONNEL : ACTION SPECIFIQUE PLNIERE IETM

CHARGES DIRECTES	Remarques	€
60. Achats		
Matières premières & fluides		0,00
Etudes et prestations		0,00
Matériels, équipements non amortissable		0,00
Fournitures	Fournitures spécifiques événement	1 500,00
Total achats		1 500,00

61. Services extérieurs		
Sous-traitance		0,00
Locations		6 258,00
- Matériel technique	Matériel technique spécifique (sonorisation, lumières, etc.)	3 258,00
- Locations salles	Salle clôture IETM	3 000,00
Entretien et réparations		3 600,00
- Surveillance / sécurité	Vigiles	2 700,00
- Prestation nettoyage locaux	Nettoyage Corum	900,00
Primes d'assurances	Assurance spécifique événement MAIF	800,00
Divers	Imprévus (1%)	107,00
Total services extérieurs		10 765,00

62. Autres services extérieurs		
Personnel extérieur		23 500,00
- Speakers et intervenants	10 * 300 euros environ	3 000,00
- Attachés de presse		1 500,00
- Régie technique	Illusion & macadam	18 000,00
Coréalisation	Contrat co-réalisation IETM	25 000,00
Communication		44 750,00
- Réalisations supports de communication	Création graphique	6 000,00
- Traduction matériels de communication	Agence de traduction	5 250,00
- Impressions supports de communication	Kakemonos, programme, signalétique, etc.	20 000,00
- Photographe et captation vidéo événement		6 500,00
- Réalisation synthèses rencontre	Conception, réalisation et impression des actes	8 000,00
Déplacements et réceptions		34 200,00
- Frais déplacement hébergement speakers et intervenants	10 * 750 euros environ	7 500,00
- Mini-bus et runners		1 200,00
- Navettes	15 * 500 euros environ	7 500,00
- Frais spécifiques pre-meeting	Frais pre-meeting sur base 20 personnes * 100 euros	2 000,00
- Déplacement équipe organisateurs	Préparation, réunions, participation IETM Athènes	8 000,00
- Déplacement invités		8 000,00
Aides à la diffusion spectacles	Aides diffusion Réseau en scène Languedoc-Roussillon	35 000,00
Frais postaux et de télécoms		1 000,00
Divers	Imprévus (1%)	1 635,00
Total autres services extérieurs		165 085,00

63. Impôts, taxes et assimilés		
Taxe sur les salaires		1 475,43
Uniformation / formation professionnelle		771,48
Autres		0,00
Total taxes, impôts et assimilés		2 246,92

64. Charges de personnel		
Rémunérations du personnel		32 105,43
- Charges de mission projets européens (D9)	Nb jours : 30	3 114,51
- Charges de mission projets européens (R4)	Nb jours : 30	2 203,68
- Suivi administratif projet (Y9)	Nb jours : 10	1 676,51
- Charges de communication (FP)	Nb jours : 15	2 910,88
- Charges d'information (FR)	Nb jours : 15	2 434,75
- Assistante préparation plénière IETM	Nb jours : 160	15 498,49
- Personnel d'accueil	Nb jours : 30	1 977,67
- Personnel bilatérale	Nb jours : 15	888,84
Charges sociales		12 424,99
Total charges de personnel		44 830,42

65. Autres charges de gestion courante		
Créances irrécouvrables		0,00
Charges diverses de gestion courante		0,00
Total autres charges de gestion courante		0,00

66. Charges financières		
Total charges financières		0,00

67. Charges exceptionnelles		
Total charges exceptionnelles		0,00

68. Dotations aux amortissements		
Total dotations aux amortissements		0,00

TOTAL CHARGES DIRECTES		224 127,34
-------------------------------	--	-------------------

66 - EMPLOIS DES CONTRIBUTIONS EN NATURE	Remarques	€
--	-----------	---

Secours en nature		
Total secours en nature		0,00

Mise à disposition gratuite de biens et prestations		
Mise à disposition traduction	Traduction simultanée	1 200,00
Mise à disposition Corum Conférence		25 254,00
Mise à disposition Corum Buffet		1 888,00
Mise à disposition Buffet	Offert Région Languedoc-Roussillon	18 750,00
Programmation spectacles avec soutien ONDA	Evaluation coûts cessions, frais, technique et surtirage	66 000,00
Personnel IETM mis à disposition	Préparation, logistique, suivi inscription et accueil sur place	45 000,00
Total mises à disposition gratuites		158 092,00

Personnel bénévole		
Total personnel bénévole		0,00

TOTAL CONTRIBUTIONS EN NATURE		158 092,00
--------------------------------------	--	-------------------

MONTANT TOTAL		382 219,34 €
----------------------	--	---------------------

PRODUITS DIRECTS	Remarques	€
Ventes de produits et services		
Inscriptions pre-meeting	20 personnes / 50 €	1 000,00
Inscriptions non-adhérents IETM (reversé par IETM)	150 personnes / 80 €	12 000,00
Total ventes		13 000,00

Subventions d'exploitation		
Région Languedoc-Roussillon	Hors mises à dispositions	50 000,00
Ville de Montpellier	Hors mises à dispositions salles	50 000,00
Ministère de la Culture et de la Communication (DGCA)		50 000,00
Institut Français	Convention IF - Région LR	30 000,00
ASP - CUI CAE	Sur poste assistantie	7 845,78
Total subventions d'exploitation		187 845,78

Autofinancement Réseau en scène Languedoc-Roussillon		
Autofinancement de l'action par Réseau en scène		23 281,56
Total autofinancement		23 281,56

TOTAL PRODUITS DIRECTS		224 127,34
-------------------------------	--	-------------------

67 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	Remarques	€
--	-----------	---

Dons en nature		
Total dons en nature		0,00

Prestations en nature		
Prestations en nature Région Languedoc-Roussillon	Buffet, traduction, salles	47 092,00
Prestations en nature partenariat programmeurs	Contrat cession, frais et technique	36 000,00
Prestations en nature partenariat IETM	Personnel	45 000,00
Prestations en nature partenariat ONDA	Aides diffusion et surtirage	30 000,00
Total mises à disposition gratuites		158 092,00

Bénévolat		
Total bénévolat		0,00

TOTAL EMPLOI DES CONTRIBUTIONS EN NATURE		158 092,00
---	--	-------------------

MONTANT TOTAL		382 219,34 €
----------------------	--	---------------------

Nom de la structure :
Intitulé du Projet :
Montant attribué :
Thématique :



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 25 novembre 2013.

D'une part,

Et :

L'association Réseau en Scène Languedoc-Roussillon représentée par Solange DONDI, présidente, élue par le Bureau le 22 juin 2010.

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule :

L'association Réseau en Scène Languedoc-Roussillon a pour objet de contribuer au développement artistique en Languedoc-Roussillon en vue d'aider les créateurs qui y vivent et de favoriser l'émergence de nouvelles formes artistiques. Cette action s'inscrit dans une double perspective : l'aménagement culturel du territoire et la réduction des inégalités d'accès à la création.

C'est dans cette perspective que Réseau en Scène Languedoc-Roussillon a saisi l'opportunité qui se présentait de co-organiser une rencontre internationale portant sur les arts du spectacle avec l'IETM qui réunit plusieurs fois par an des professionnels du spectacle dans les grandes villes européennes et d'inscrire ainsi la Région Languedoc-Roussillon et sa capitale dans un grand rendez-vous qui se déroulera au mois d'avril 2014.

La Ville de Montpellier soutien pleinement cette initiative et propose de s'inscrire à part entière comme partenaire de cette rencontre culturelle qui constituera un moment de visibilité majeur et exceptionnel pour l'image de la Ville.

Article 1 : Objet

L'association réseau en Scène Languedoc-Roussillon a sollicité pour l'année 2013 une subvention de 50 000 euros pour l'organisation d'une réunion plénière du réseau IETM à Montpellier, qui se déroulera du 15 au 19 avril 2014. Le budget du projet s'élève à 224 127 euros et figure en pièce annexe.

Pour la bonne réalisation de ce projet et pour son équilibre financier, des financements ont également été demandés à l'État et aux différentes collectivités locales : Conseil Régional, Agglomération de Montpellier et à d'autres organismes.

En outre, au-delà de l'aide financière, une aide en nature sera apportée notamment par la mise à disposition de salles et de locaux culturels de la ville : Auditorium de la Panacée, Salon du Belvédère.

Considérant que le projet de l'association Réseau en Scène Languedoc-Roussillon contribue pleinement au développement de sa politique en matière d'accès à la culture de toutes les populations et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

La Ville de Montpellier accorde, sur l'année 2013, à l'association Réseau en Scène Languedoc-Roussillon une subvention de 50 000 euros pour le projet « IETM Réunion plénière ».

Article 3 : Modalités de paiement des subventions

Versement pour la manifestation : " IETM Réunion plénière "

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

Un premier versement égal à 70% de la subvention est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du RIB de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : le compte de résultat de la manifestation « IETM réunion plénière » certifié par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes, accompagné des notifications des subventions votées par les autres collectivités locales ou tout organisme public ;
- Pièce n°3: le rapport d'activité de la manifestation ;
- Pièce n°4 : un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet, justifiées par un état des factures acquittées.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de L'association

L'association Réseau en scène Languedoc-Roussillon s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association en contactant la Direction de la Culture et du Patrimoine au 04 67 34 70 80 / 88 86.

Article 5 : Modalités de contrôle

L'association s'engage à fournir à la Ville, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

L'association s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- la subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'association n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'association dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux*

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'association

Madame le Maire,

La Présidente

* Signer et parapher chaque page

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.



Convention cadre de collaboration

Entre les soussignés

Raison sociale : Ville de Montpellier

Représenté(e) par : Madame Hélène MANDROUX

En sa qualité de : Maire

Dûment habilitée par la délibération du conseil municipal en date du 25 novembre 2013

Agissant pour le compte La Panacée, Centre de culture contemporaine, dirigée par Franck Bauchard

Ci-après dénommée « **La Panacée** »

D'une part,

Et

Raison sociale : Université Paul-Valéry Montpellier III, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

Adresse : Route de Mende - 34199 Montpellier cedex 5

Représentée par : Madame Anne FRAÏSSE

En sa qualité de : Présidente

Dûment habilitée par la délibération du conseil d'administration en date du 4 mai 2012

Agissant pour le compte de l'UFR1 dirigé par Christian Belin et de l'Institut des Technosciences de l'Information et de la Communication (ITIC) dirigé par Chantal Charnet

Ci-après dénommée « **L'UM3** »

D'autre part,

1/7

Vu l'article L123-3 du code de l'éducation,

Vu l'arrêté du 30 septembre 2013 habilitant l'Université Paul-Valéry Montpellier III à délivrer le diplôme de Licence professionnelle Domaine « Arts, lettres, langues » - « Techniques et activités de l'image et du son » - Spécialité « concepteur / réalisateur audiovisuel » et le diplôme de Licence Domaine « Arts, lettres, langues » mention « Sciences du langage » du 1^{er} septembre 2013 au 30 septembre 2015

L'Université Paul-Valéry Montpellier III s'inscrit dans l'une des plus anciennes traditions universitaires d'Europe. L'Université de Montpellier, **fondée le 26 octobre 1289** par une bulle du Pape Nicolas IV regroupant des Ecoles de Médecine, Arts et Droit est la troisième université créée en France, après celles de Paris et Toulouse.

L'enseignement de la théologie (1421), puis des sciences (1809) et de la pharmacie s'y ajoutent successivement et contribuent à lui donner une réputation d'excellence jamais démentie. En 1970, les anciennes facultés forment trois universités distinctes. Installée dans un beau campus au nord de la ville, la Faculté des Lettres, Arts, Langues et Sciences Humaines devient l'Université Montpellier III. Elle prend le nom de **Paul Valéry**, en hommage à ce grand écrivain né à Sète, qui fit ses études à Montpellier.

L'Institut des technosciences de l'information et de la communication, institut interne de l'UM3, a pour objet :

- de procéder à la recherche des méthodes et moyens propres à assurer et à développer un enseignement tant en formation initiale qu'en formation continue, dans le domaine des sciences de l'information, des sciences de la communication et de la documentation, des sciences du langage et de la didactique des langues.

- de mener dans lesdites disciplines des activités de recherche fondamentale et appliquée et de valoriser les résultats obtenus notamment par la diffusion et la publication des travaux effectués, de favoriser la coopération internationale en matière d'enseignement et de recherche, de développer la culture et l'information scientifique et technique.

Les formations développées dans l'Institut des technosciences de l'information et de la communication sont intégrées à l'offre de formation de l'Université Paul-Valéry Montpellier III et conformes aux systèmes d'enseignement supérieur et de recherche en vigueur.

La Licence professionnelle Domaine « Arts, lettres, langues » - « Techniques et activités de l'image et du son » - Spécialité « concepteur / réalisateur audiovisuel » (Département Cinéma et Théâtre, Unité de Recherche et de Formation en Lettres, Arts, Philosophie, Psychanalyse) s'inscrit dans un contexte de convergence des métiers de l'audiovisuel et du multimédia, sous l'impulsion des technologies numériques. Elle a pour but de former des profils polyvalents et autonomes capables de s'intégrer dans un secteur en pleine reconfiguration. Elle vise précisément à former les étudiant-e-s aux nouvelles formes d'écriture audiovisuelle que nécessitent les nouveaux écrans (tablettes tactiles, smartphones, ordinateurs, terminaux hybrides). Il s'agit donc d'acquérir les compétences techniques et artistiques pour développer

2/7

Convention cadre de collaboration UM3 / La Panacée

(écriture) et concevoir (tournage, montage, post-production, diffusion) des contenus spécifiques pour ces supports numériques (projets interactifs/participatifs, productions transmédia ou cross-média).

La Panacée, Centre de culture contemporaine de Montpellier, est installée dans l'ancien collège royal de médecine, rénové par la Ville de Montpellier pour y créer un lieu de rencontres, d'échanges et de métissages entre différentes disciplines artistiques. Conçue comme une plateforme de création et d'expérimentation, la Panacée propose à tous les publics d'expérimenter une relation renouvelée à l'art. Ce centre de culture contemporaine favorise la transdisciplinarité, en présentant des expositions et manifestations dans les trois domaines de l'art contemporain, de la création numérique et des nouvelles formes d'écritures. La Panacée s'attache à encourager la recherche et l'expérimentation artistique et intellectuelle en accueillant tous les publics, avec une entrée libre, les chercheurs, les étudiants, les commissaires. Une place inédite y est consacrée aux étudiants, la Panacée étant par ailleurs le seul équipement culturel en France à accueillir une résidence universitaire dans le cadre d'un partenariat entre la Ville et le Crous de Montpellier.

Les pratiques culturelles contemporaines suscitant de nouveaux rapports entre la culture et la transmission des savoirs, La Panacée se propose de mettre en place « l'Ecole de La Panacée ». Les objectifs de cette école seront de susciter de nouveaux modes de transmission des savoirs, dans une démarche transdisciplinaire, autour du numérique et en relation avec les expositions.

TITRE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet la mise en place d'un partenariat entre l'UM3 et la Panacée.

Elle s'organise autour de 3 axes :

- Axe pédagogique
- Axe culturel
- Axe stage

TITRE 2 : AXE PEDAGOGIQUE

Ce partenariat se manifeste notamment par la création d'ateliers à destination des étudiants de l'UM3 afin de travailler sur des formes innovantes d'enseignement, de transmission et de partage des savoirs dans le cadre de l'Ecole de la Panacée.

Article 1 : Mise en œuvre

Des ateliers et des activités d'enseignement et de recherche seront mis en place conjointement par l'UM3 et par la Panacée, dans le cadre desquels les étudiants travailleront avec un artiste. Ces actions se dérouleront dans les locaux de la Panacée.

L'encadrement des étudiants est assuré par la commission pédagogique de l'UM3, laquelle rassemble différents intervenants des formations universitaires pré-citées (Claire Chatelet, Julie Denouël, Laurent Fauré, Franck Leblanc, François Perea, Arnaud Richard).

A l'issue de ces différentes actions, les étudiants réaliseront une œuvre collective qui fera l'objet d'une présentation publique courant mai 2014.

Ce premier axe est mis en place pour l'année universitaire 2013-2014. A l'issue de cette année, suite au bilan réalisé conformément à l'article 7, les parties décideront de la poursuite ou non de cet axe.

Article 2 : Sélection des étudiants

Les candidats seront sélectionnés parmi les étudiants :

- de la Licence professionnelle Domaine « Arts, lettres, langues » - « Techniques et activités de l'image et du son » - Spécialité « concepteur / réalisateur audiovisuel » (UFR1)
- du parcours « Communication, médiations numériques et nouveaux médias » de la licence Domaine « Arts, lettres, langues » mention « Sciences du langage » (ITIC), inscrits à l'option « Nouveaux médias et écritures numériques » (semestre 5 – responsables : François Perea et Laurent Fauré) et « Méthodes et Enquêtes en communication : Enquête Ethnographique : réalisation » (semestre 6 - responsable : Julie Denouël).

Par ailleurs, la Panacée aura la possibilité d'offrir quelques places à des étudiants hors des formations précitées.

Les critères de sélection seront constitués d'une lettre de motivation et d'un pré-projet.

Les dossiers de sélection seront examinés par un jury composé de la commission pédagogique issue de l'UM3, des représentants de la Panacée et de l'artiste.

Le nombre d'étudiants sélectionnés sera déterminé en concertation entre les parties chaque début d'année universitaire. Pour la première année de fonctionnement de l'Ecole, quinze à vingt places, réparties entre les instances partenaires, seront disponibles.

Les étudiants concernés par cette convention verront leur participation à ces actions intégrée dans le contrôle continu.

Article 3 : Assurance

La Panacée sera responsable de ses obligations en matière d'assurance couvrant tous les risques afférents à l'activité pratiquée par les étudiants.

L'UFR 1 et l'ITIC devront souscrire une assurance commune afin de couvrir les déplacements et les activités auxquelles participent les étudiants dans le cadre de la présente convention.

Article 4 : Déplacement des étudiants

Les étudiants se rendront à la Panacée en transports en commun

TITRE 3 : AXE CULTUREL

Des conférences pourront être co-organisées par les partenaires dans le cadre du présent partenariat.

Les modalités de mise en œuvre seront précisées dans une convention spécifique.

TITRE 4 : AXE STAGE

Sur des missions précises et définies en concertation, La Panacée pourra être amenée à accueillir des étudiant-e-s en stage.

TITRE 5 : DISPOSITIONS GENERALES

Article 5 : Communication

Les deux partenaires s'efforceront de valoriser ce partenariat par des opérations communes de communication auprès des différentes instances territoriales et éducatives.

Article 6 : Dispositions financières

6.1 : engagements de l'UM3

L'UM3 accorde une subvention de 10 000 € pour la période universitaire 2013 / 2014.

Le montant de la subvention sera prélevé sur la ligne budgétaire 300

Cette subvention sera créditée sur le compte de la Ville de Montpellier.

La subvention sera versée en deux versements :

- 5000 euros à la signature de la convention
- 5000 euros courant 1^{er} trimestre 2014

6.2 : engagements de la Panacée

La Panacée s'engage à prendre en charge les frais liés à l'organisation des ateliers, y compris la rémunération de l'artiste.

La Panacée s'engage à :

- utiliser la subvention conformément aux objectifs fixés au titre 2 ;
- remettre à l'UM3 avant le 30 septembre 2014 un bilan financier de l'utilisation de la subvention.

Dans l'hypothèse où les ateliers mentionnés au titre 2 ne seraient pas mis en place, la Panacée s'engage à restituer les sommes versées par l'UM3.

Article 7 : Suivi et mise en œuvre de la convention cadre

Les signataires s'engagent à se réunir à la fin de chaque année universitaire pour faire le bilan de l'année écoulée et éventuellement décider de la poursuite du partenariat.

Des responsables chargés du suivi de cette convention sont désignés :

- Pour la Panacée : Eli Commins
- Pour l'UM3 : la commission pédagogique (Claire Chatelet, Julie Denouël, Laurent Fauré, Franck Leblanc, François Perea, Arnaud Richard).

Article 8 : Modification de la convention

La présente convention pourra faire l'objet de modifications par voie d'avenant notamment pour étendre le partenariat.

Article 9 : Date d'effet - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} novembre 2013.

A compter de cette date, elle pourra être prolongée par reconduction expresse.

6/7

Article 10 : Litiges

Toutes difficultés, à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention qui n'aurait pu faire l'objet d'un règlement amiable, seront soumises au Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

en deux exemplaires originaux

Pour l'Université
Paul-Valéry Montpellier III

Pour la Ville de Montpellier

Anne FRAISSE
Présidente

Hélène Mandroux
Maire de Montpellier